

N°354 février 2008 - 4,60€ - 7 FS

s!lence

écologie • alternatives • non-violence

Municipales être maire autrement

Alternatives Une autre Villa est possible

Décroissance Colporteurs de santé

Le mois de Lasserpe







3 questions à…

Dominique Noguéres

Vice-présidente de la Ligue des droits de l'Homme.

Quelles ont été en 2007 les conséquences de la politique des quotas de reconduites à la frontière, sur les personnes d'origine immigrée, en situation irrégulière ou non, vivant en France ?

La politique menée par le gouvernement au cours de l'année 2007 a été désastreuse pour les personnes d'origine immigrée qu'elles soient en situation régulière ou, encore plus, en situation irrégulière.
La teneur générale de la politique contre les étrangers est d'abord celle du soupçon.
L'étranger est présenté comme un tricheur, il demande des visas ou se marie avec un ou une Française dans le but exclusif d'avoir une situation régulière, il n'a ni le droit d'aimer, ni le droit de divorcer, ni le droit de vivre en famille, ni le droit de se déplacer, ni le droit d'avoir des enfants sans que cela paraisse comme un détournement de la loi.
Le contrôle des préfectures s'est accru y compris, et c'est une nouveauté inquiétante, sur les étrangers en situation régulière qui sont soumis au renouvellement de leur titre de séjour. La disparition de la carte de résident de dix ans qui assurait une stabilité et qui permettait ainsi d'avoir accès à un logement, à un crédit ou à un travail de longue durée, a eu des conséquences redoutables.
La règle aujourd'hui c'est la carte d'un an renouvelable et l'on voit bien tous les obstacles qui peuvent se poser au détenteur de ce titre précaire.
Ceux qui se trouvent en situation irrégulière sont soumis à la politique dite du chiffre, il faut reconduire à la frontière 25 000 étrangers et tout est bon pour arrêter, contrôler, juger et renvoyer les étrangers. On innove en ouvrant les centres de rétention aux familles avec enfants et la machine judiciaire et policière s'emballe.
La délation est instaurée et l'on demande à des services sociaux de dénoncer les étrangers en situation irrégulière sans compter les arrestations à la sortie des écoles.
Cette politique extrêmement rude envers les étrangers semble trouver un certain écho dans l'opinion publique qui est mal ou partiellement informée.
Il ne faut jamais oublier que lorsque l'on s'attaque à des étrangers c'est aussi aux fondements même de notre société que l'on porte atteinte car les attaques sur les droits fondamentaux nous guettent aussi.

Du ministre au président Sarkozy, la politique sécuritaire répressive s'est encore intensifiée. Jusqu'où risque-t-on d'aller ?

Concernant les questions de sécurité nous avons là aussi de quoi nous inquiéter. Il faut réfléchir à ce que l'on nous propose comme société, une société dans laquelle on essaye de faire disparaître le risque. Et l'on a bien vu les accélérations des politiques sécuritaires depuis le 11 septembre 2001.
Or il n'est pas de société ni de vie humaine sans risque.
Sous couvert de ce principe, les mesures dites sécuritaires s'amplifient. Les contrôles de la vie privée sont de plus en plus nombreux, la police semble avoir des pouvoirs pas toujours très bien contrôlés.
Quant à la justice, elle a pris un chemin inquiétant avec des lois dangereuses comme celles sur la récidive avec les peines plancher, plus encore le gouvernement va proposer un projet de loi sur les mesures de sûreté qui pourraient intervenir à la suite de condamnations déjà accomplies par les condamnés.

quoi de neuf ?

Venez nous voir le 21 février !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 17 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par Silence. Et naturellement, vous repartez avec le nouveau numéro qui vous est offert. Prochaines expéditions : **21 février, 20 mars, 17 avril**…
Vous pouvez également vous investir dans le comité de lecture de la revue où nous décidons des prochains dossiers, des articles que l'on passe, des réponses à apporter aux courriers…

Les prochains comités de lecture se tiendront à **14 h** les **samedis 23 février** (pour le numéro d'avril), **29 mars** (pour le numéro de mai), **26 avril** (pour le numéro de juin)…
Vous pouvez proposer des articles à ce comité de lecture jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h.
Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 9 janvier 2007.

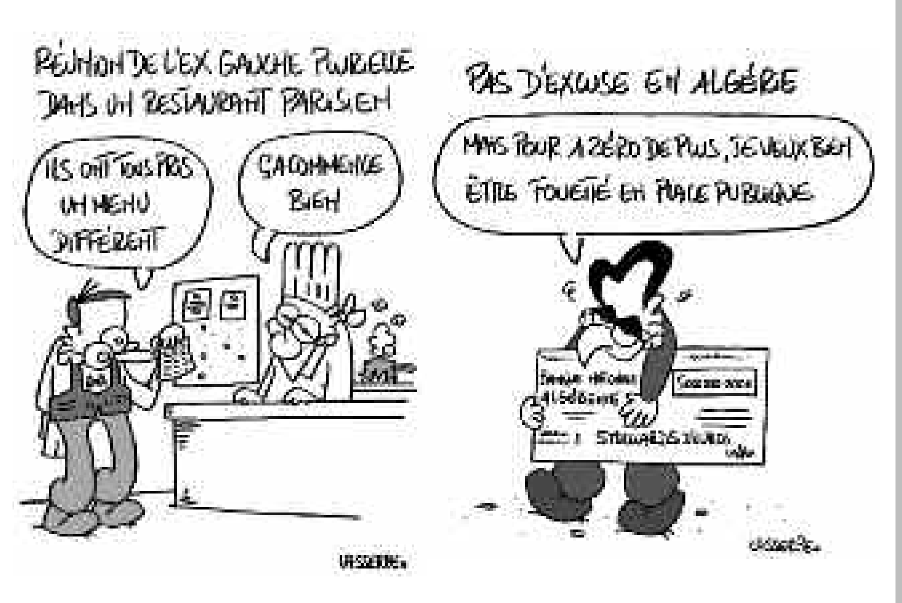
Lyon

Salon Primevère

Nous cherchons des bénévoles pour tenir le stand de Silence au Salon Primevère, les 29 février, 1er et 2 mars 2008 à Eurexpo Lyon (Rhône). Merci d'appeler Guillaume au local les lundis au 04 78 39 55 33.

Seine-Saint-Denis

Pour les lecteurs et les lectrices de Seine-Saint-Denis, nous poursuivons nos recherches en vue de la publication d'un numéro sur les alternatives dans ce département (été 2008). Envoyez-nous des adresses, des tracts de présentation, des dépliants…



Les contrôles ADN ne sont plus réservés aux délinquants sexuels, ils concernent toute personne qui commet un délit même mineur, les fichiers se multiplient et nous n'en connaissons pas les interactions.
Il semble là aussi que l'opinion publique ne s'inquiète pas à une juste mesure de ces atteintes comme si elles ne devaient concerner que l'autre alors que c'est chacun d'entre nous qui y est confronté.
Il y a souvent une erreur importante qui est de mélanger le droit à la sûreté et le droit à la sécurité. Il semble que l'héritage de la déclaration des droits de l'homme de 1789 reprise dans la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 soit quelque peu oublié.
La sûreté c'est être assuré que l'Etat qui est censé nous protéger ne nous met pas en danger en réduisant ou en portant atteinte à des libertés fondamentales.
La meilleure réponse est de se poser des questions : où sont mes droits, sont-ils identiques à ceux de mes parents et dois-je y renoncer ou accepter qu'ils soient attaqués dans une configuration politique qui paraît dangereuse ?

Quels sont les espaces de liberté et les pistes d'action possibles pour résister et trouver des alternatives à cette situation ?
Face à ce rouleau compresseur qui nous écrase, que peut-on faire ?
D'abord essayer de reconstruire un discours qui soit audible de l'ensemble de la population.
Rien n'est plus difficile que de contrer un discours populiste. Flatter les mauvais instincts est un jeu dangereux contre lequel il est difficile d'avoir prise. Les espaces de liberté sont très réduits.
Dans le champ politique, on voit combien il y a de chemin à faire parmi ceux qui sont aujourd'hui dans l'opposition.
Le monde associatif joue un rôle important même si on lui supprime des moyens de s'exprimer en ôtant des subventions.
Reconstruire un discours politique alternatif à celui qui nous est proposé sera certainement long car il est ingrat, mais il est nécessaire de rester fidèle à ses engagements, de croire en ses idées et d'y travailler.
La Ligue des droits de l'homme est un de ces lieux où il est possible de reconstruire, nous nous y employons chaque jour.

sommaire

brèves

Devenons des médias alternatifs

Dans le guide des médias alternatifs les lecteurs de *Silence* retrouveront en début d'ouvrage une première partie "Créons des médias alternatifs" qui est le dossier réactualisé paru en février 2006, puis sur une cinquantaine de pages, des aspects du fonctionnement d'une dizaine de médias. Ensuite, sur deux cents pages, une liste conséquente de présentation de plusieurs centaines de titres avec un classement thématique. Enfin, en conclusion, quelques textes qui circulent actuellement pour une meilleure reconnaissance des médias différents. *Silence* diffuse cet ouvrage. L'ensemble de 370 pages est vendu pour le modeste prix de 10 € (+ 3 € de port), voir bon de commande en avant-dernière page.

Prochains régionaux

Les prochains numéros régionaux devraient porter sur la **Seine-Saint-Denis** (été 2008), les **Savoies** (janvier 2009), la **Saône-et-Loire et la Nièvre** (été 2008), le **Nord-Languedoc** (janvier 2009)… La préparation de ces numéros demande un gros travail pour la collecte des adresses. Si vous êtes intéressés pour aider à un tel projet dans votre région, prenez contact avec nous pour en discuter les modalités.

Index de la revue

L'index des articles et brèves parus en 2007 est disponible contre 2 euros ou 4 timbres à 0,54€. Les index des années précédentes sont également disponibles à ce prix (depuis 1994).

Aider à la diffusion

Vous pouvez nous aider à mieux diffuser la revue et à toucher ainsi d'autres publics. Vous pouvez proposer *S!lence* à votre bibliothèque, au centre de documentation d'un lycée ou d'une université. Cet abonnement par des institutions publiques donne aux pauvres, aux chercheurs, aux étudiants, aux activistes locaux un accès facile et utile à "une voix différente", critique et optimiste que peut être *S!lence*. Adressez-vous aux établissements de votre commune. Eventuellement demandez-nous deux numéros de votre choix (celui de votre région s'il existe) pour vos futurs démarchages par téléphone les lundis ou mardis. Merci.

Alalettre

editorial

Elections, la parole à quelques élus

La question du vote a souvent été mise en débat dans *S!lence* et... la politique n'étant pas une science exacte, nous n'avons pas encore trouvé le théorème qui permettrait de nous donner la solution. Dans une démocratie qui prend l'eau de toutes parts, est-il pertinent de mettre son bulletin dans l'urne ?

Ce sur quoi nous pouvons d'ores et déjà nous entendre, c'est que l'échelon local paraît l'un des plus aptes à faire fonctionner cette démocratie. Les élections municipales qui arrivent sont l'occasion de se pencher d'un peu plus près sur la question. Sous un angle particulier : nous avons souhaité donner la parole à des maires "différents", afin qu'ils nous renseignent sur leur sentiment : qu'est-il possible de faire ou non une fois qu'on est élu ?

S!lence n'est pas allé dans les municipalités enquêter et recueillir témoignages et contre-témoignages. Nous avons envoyé un questionnaire aux maires pour obtenir leurs impressions et analyses. Avec toutes les limites que cette approche comporte : un élu qui a travaillé et mis beaucoup de lui-même durant plusieurs années pour mettre en œuvre une politique, ne peut pas échapper à une autosatisfaction minimum concernant son bilan.

A la lecture de ce dossier, de nombreuses questions restent ouvertes : quels sont les « possibles » pour un élu, dans le cadre des modes de représentation locaux existants ? Est-il possible, justement, de faire éclater les limites de cette représentation pour aller vers un pouvoir partagé le plus largement et le plus équitablement possible ? Jusqu'où le maire peut-il et sait-il s'effacer pour donner parole et pouvoir aux habitants ?

En lisant ces réponses, on se rend compte qu'il y a autant de manières pour un maire de vivre sa fonction élective, d'envisager la mise en place d'une politique, que de personnes, avec leur parcours singulier et leur vision du monde.

Peut-on, au final, mener une politique écologique et alternative à l'échelle d'une commune, en passant par le pouvoir politique représentatif ? Si c'est le cas, quelles sont les conditions pour que la représentation s'émancipe des logiques partisanes et des tendances trop répandues à l'autosatisfaction ? Et si ce n'est pas le cas, quelles sont les voies permettant une réelle transformation de la société (dans la globalité de ses interactions et dans les nécessités de sa gestion quotidienne), au-delà des seuls discours contestataires ? Le dossier reste plus que jamais ouvert.

Guillaume Gamblin

DR

en page de couverture :
Jacques Boutault, maire du 2e arrrondissement à Paris en réunion-discussion dans la rue.

dossier

Municipales : être maire autrement

DR

Des maires qui s'essaient à la politique autrement

En vue des prochaines élections municipales, Silence a envoyé un questionnaire à une cinquantaine de maires ayant des démarches "différentes" (Verts pour la moitié). Nous avons reçu sept réponses que nous vous présentons ici.

Ces communes sont très variées dans leur situation géographique : deux sont situées dans le Nord Pas-de-Calais, deux en Savoie, deux en région parisienne, la septième dans le Rhône. Elles vont d'un arrondissement du centre de Paris très dense et urbanisé à un petit village savoyard échelonné sur 1200 mètres de dénivelé, le premier culminant à 20 000 habitants tandis que le second ferme le cortège avec 550 habitants. Les autres communes oscillent entre 7 000 et 12 000 habitants. Deux communes se situent en espace urbain, une en espace rural, et les quatre autres sont de petites villes ou des bourgs qui se situent entre les deux, parfois en agglomération. Ces communes ont chacune des particularités qui vont orienter les problématiques dans lesquelles les maires se situent : arrondissement de Paris avec ses problèmes de logement, île avec ses problèmes d'accès, village de montagne, villes minières avec des problèmes de chômage, de requalification et de revalorisation... Au niveau de l'histoire politique de la ville, les maires font état d'équipes sortantes de droite pour deux d'entre eux (Paris, La Motte), de gauche pour deux autres (Grigny et Fresnes-sur - Escaut). Enfin toutes font état d'un statut d'intercommunalité, avec l'appartenance à une communauté de communes ou d'agglomération. [Voir présentation dans les marges]

Comment devient-on maire ?

Lorsque l'on demande à ces élus de se présenter et d'indiquer leur parcours politique, la première chose qui frappe est le fait que les sept maires sont des hommes. Cette situation reflète malheureusement la réalité sociologique de la représentation démocratique à ce niveau aujourd'hui... Les circonstances d'entrée en politique varient : certains (G. Maistre) évoquent leurs débuts de "gauchiste libertaire" de 1970 à 1975, ou (M. Bourgain) de "maoïste et syndicaliste" en 1968. Pour d'autres c'est l'engagement syndical ou associatif qui a été une porte d'entrée en politique, à l'instar des maires de Grigny et de Loos-en-Gohelle. Pour Jacques Boutault, maire du 2e arrondissement de Paris, c'est l'engagement dans un parti qui est évoqué.

Seuls deux maires évoquent leurs études supérieures (sciences de l'énergie, information et communication), et trois leur emploi de cheminot, de maître de conférence, et de journaliste pour Jacques Boutault. Ce dernier travaille toujours à temps partiel en tant que responsable de la communication interne dans un organisme de protection sociale. Il précise : "J'estime en effet souhaitable qu'un élu conserve un lien avec le monde du travail et donc exerce, en parallèle, une autre activité professionnelle. C'est le meilleur rempart contre la professionnalisation des fonctions électives".

La plupart ont exercé des activités associatives avant de se frotter au champ politique électif. Ces activités sont marquées par le territoire dans lequel chacun évolue : actions de protection de la nature qui ont contribué à "installer l'écologie politique dans la région" (L. Coppin), organisation en 1993 des "Assises du bassin minier" afin de "penser l'après-charbon sur un territoire" marqué par cette activité (J.-F. Caron), création en 1996 de l'association "bien vivre dans le 2e" (J. Boutault). Le passage de la société civile au champ institutionnel est visible chez Michel Bourgain à travers la participation à une liste citoyenne en 1995. Pour René Balme, c'est l'engagement syndical au sein d'un comité d'entreprise qui sert de formation politique.

Sur les sept maires ayant répondu à notre questionnaire, quatre mentionnent leur appartenance au parti des Verts, l'un se revendique sans étiquette et les deux autres ne précisent pas. La formation à la responsabilité de maire s'est souvent faite également à travers des responsabilités préalables de conseiller municipal ou d'adjoint au maire, à part pour Jacques Boutault qui est directement devenu maire en 2001. Le maire le plus ancien exerce sa fonction depuis 1989, tandis que quatre d'entre eux ont débuté leur mandat en 2001. L'un d'entre eux (G. Maistre) évoque ses parrainages présidentiels : Dominique Voynet, puis Pierre Rabhi (refus du médiatique Mamère) puis José Bové "avec regret au regard des ses positions anti-laïques et quelques peu communautaristes".

› Entremont (Savoie)
"Entremont est un village de 550 habitants, 800 avant 1900 et 330 en 1987. En aval des stations de ski de la Clusaz et du Grand-Bornand, membre de la communauté de communes des Vallées de Thônes, il se situe à une altitude allant de 780 à 2010 mètres, sur 1950 hectares. En 1988, il restait 9 enfants dans la classe unique menacée. Aujourd'hui, ce sont près de 70 enfants qui fréquentent le petit groupe scolaire de trois classes, construit en 1998."


DR

Entremont.

› Gilles Maistre :
"Gauchiste libertaire de 1970 à 1975 ; de 1976 à 1982 au PSU Besançon ; en 1984 cofondateur des Verts Haute-Savoie et toujours adhérent depuis cette date malgré les couleuvres à avaler ; en 1989, conseiller municipal puis maire depuis novembre 1989, suite à la démission de la moitié du conseil municipal pour diverses magouilles."

Paris 2e
"Le 2e arrondissement compte 20 000 habitants et 58 000 emplois salariés, sur une surface de 1 km². Dense et très urbain, il est peu pourvu en espaces verts. Composé de logements anciens et petits (70 % sont d'une ou deux pièces), il se distingue par une forte présence de jeunes adultes (44 % de 20-39 ans), de résidents étrangers non communautaires et un taux d'attributaires du RMI et d'allocataires de la CMU qui atteint 8 %. Ce n'est donc pas un arrondissement sociologiquement favorisé."

Jacques Boutault : "J'avais 16 ans, en 1977, quand j'ai commencé à m'intéresser à la politique. Je m'engage chez les Verts. En se positionnant clairement à gauche, les Verts deviennent un parti de transformation sociale et donnent à l'écologie politique sa dimension généraliste. Après un diplôme d'études supérieures à l'Ecole des hautes études de l'information et de la communication (Celsa Paris IV-Sorbonne), j'exerce durant 10 ans le métier de journaliste.
Puis je rejoins un organisme de protection sociale en 1995 où je suis responsable de la communication interne. Poste que j'occupe encore aujourd'hui à temps partiel.
En 1996, je créé l'association Bien vivre dans le 2e.
L'association émet des propositions pour lutter contre les nuisances et la pollution automobiles. Elle organise des débats sur le thème du logement et la place de l'enfant dans la ville.
Je suis désigné tête de liste des Verts du 2e arrondissement aux municipales de 2001. Après le deuxième tour, je suis élu maire, à la suite d'un accord politique avec le parti socialiste."


P-E Weck
Jacques Boutault.

Comment élargir la démocratie locale (et/ou participative) ?

Comment ces maires définissent-ils le but et le sens de la démocratie locale et/ou participative ? Jacques Boutault parle d'un "outil pour mieux vivre ensemble" qui doit permettre à tous d'"intervenir dans les décisions qui les concernent", alors que pour Jean-François Caron il s'agit de "permettre à tout le monde d'accéder à l'action politique" et de "générer des individus responsables et citoyens", de "mobiliser et responsabiliser". Gérard Perrier parle de "remettre le citoyen au cœur des décisions municipales" tandis que Michel Bourgain parle d'une "méthode appropriée à la construction d'une communauté écologique et citoyenne". Pour René Balme, il s'agit de "se rapprocher de la démocratie directe", de "redonner aux populations les moyens de décider et d'agir pour l'intérêt général", d'une "démarche permettant d'accroître l'implication et la participation des citoyens dans le débat public, d'enrichir la prise de décision politique et de rendre la politique efficace". Il recherche "une bonne gouvernance, mobilisatrice, qui parte des citoyens et de leurs vrais besoins". Il s'agit pour lui au final d' "appliquer le principe de la souveraineté du peuple à la vie locale".
Quels sont les dysfonctionnements et les poids auxquels cette démocratie plus directe cherche à remédier ? Le maire de Grigny évoque "le poids du pouvoir, le pouvoir des dirigeants qui restait très différent de celui des adhérents, malgré les déclarations d'intention exhortant ces derniers à prendre leurs affaires en main. J'ai retrouvé ce sentiment lorsque j'ai été élu municipal". Il s'agit de "s'attaquer, par un état d'esprit différent, à la culture paternaliste et individualiste que développent, globalement, les décideurs". D'autres évoquent les dérives de la "sur-expertise refermée sur elle-même et les erreurs majeures que cela a parfois produit" (J.-F. Caron) ou encore "des commissions municipales trop formalisées" (G. Maistre).
Quel est le rapport de cette démocratie de proximité qui veut se rapprocher d'une démocratie directe, à la démocratie représentative ? Pour le maire de Loos-en-Gohelle, "loin de s'y opposer, la démocratie participative renforce la démocratie représentative". Même si, pour le maire de Grigny, la délégation de pouvoir à l'élu reste une tentation toujours forte. Quel est donc le rôle de l'élu ? Pour Luc Coppin, le maire "a beaucoup de pouvoir", mais il s'agit d'un "pouvoir de proximité". Il trouve alors un équilibre en "déléguant" beaucoup, y compris aux associations de quartier. Pour Jean-François Caron, l'élu a un rôle de production de politique publique et d'arbitrage. Il doit être en posture d'écoute. Le politique doit créer les conditions pour que les gens soient présents pour construire la société. Pour le maire de La Motte-Servolex, la démocratie participative remet le citoyen au cœur de la décision "sans pour autant diminuer le rôle des élus, à qui appartiennent *in fine* les décisions".

Concrètement, comment cela se passe-t-il ?

Dans les faits, quels sont les moyens et les politiques mis en œuvre pour réaliser ce transfert de pouvoir vers les habitants des communes ?
A l'Ile-Saint-Denis, la démocratie participative est passée par la mise en place d'un "référendum d'initiative locale avec le vote des habitants de nationalité étrangère pour l'adhésion à la communauté d'agglomération Plaine Commune" ; de "quatre comités de quartier se réunissant une fois par mois chacun (1800 habitants en moyenne par quartier)" ; d'un "atelier public d'urbanisme et de déplacements pour concerter les habitants sur les grands projets urbains (tramway…)" ; d'un "conseil de la vie associative" et enfin de "commissions municipales ouvertes aux habitants et d'un conseil municipal en quartier".
Dans le 2e arrondissement de Paris, "les conseils de quartier sont au nombre de trois. Chaque conseil regroupe une entité urbaine de 7000 habitants environ (soit environ chacun un tiers de la population de l'arrondissement). Les conseils sont présidés par des habitants et non par des élus. Chaque conseil est composé de 21 membres. Le collège des habitants, avec 12 membres, est majoritaire. Un collège de personnalités qualifiées composé de responsables associatifs compte six membres. Les élus au nombre de trois forment le troisième collège ; ils n'ont pas le droit de voter. Les Conseils de quartier se réunissent à leur convenance sur un ordre du jour de leur choix. Leurs réunions sont ouvertes au public.


DR
Le musée vivant des enfants à Fresnes-sur-Escaut construit en haute qualité environnementale.



Alalettre

Une école en Ile-Saint-Denis : l'heure de la sortie.

Les élus y participent. Les conseillers de quartier sont désignés, parmi les candidats qui se sont portés volontaires, par un tirage au sort "paritaire" (femme/homme). Leurs travaux font l'objet d'un rapport annuel présenté en conseil d'arrondissement et suivi d'un débat. Dans le cadre de l'élaboration du budget d'investissement localisé, les conseils de quartier sont invités en mairie pour débattre des orientations budgétaires. Les citoyens s'expriment sur leurs souhaits d'investissements à mener dans l'arrondissement pour l'année à venir".

Gérard Perrier fonde sa pratique sur la construction de "dispositifs d'échange avec la population, visite de hameaux et quartiers avec élus et services techniques : comités consultatifs thématiques pour nous accompagner dans les réflexions et les propositions d'action, ateliers de coproduction pour les aménagements de sécurité, d'espaces verts, de logements sociaux" … et, conclut-il, prochainement par "l'adoption par le conseil municipal d'une charte de la participation habitante".

Le maire de Grigny évoque, sans plus de précisions, la création progressive de conseils de quartier, qui fut un "tournant décisif" pour se rapprocher de la démocratie directe. Il insiste surtout sur la présence d'un état d'esprit différent de la part de l'équipe municipale, qui consiste notamment à être à l'écoute et à faire confiance aux habitants et à leur capacité à "garder le cap de l'intérêt général". Pour J.-F. Caron, dans ce même

esprit, il s'agit de "reconnaître les expertises d'usage" des habitants. Le maire de Fresnes-sur-Escaut évoque quant à lui le "travail avec les associations", et la mise en avant du rôle du CCAS (Centre communal d'action sociale) comme moteur de développement.
Gilles Maistre fonde sa politique de démocratie participative sur le "dépassement des commissions municipales trop formalisées par des commissions ouvertes au fur et à mesure des projets. A chaque conseil municipal mensuel, poursuit-il, il y a un tirage au sort de citoyens d'honneur, à partir de la liste électorale. Citoyens d'honneur ayant la parole en début de séance et pouvant participer pendant tout le conseil. Trois référendums communaux ont déjà eu lieu et deux consultations citoyennes nominatives (chaque électrice, électeur doit rapporter une feuille signée de sa main et fixant sa position sur un sujet)".

Quels sont les impacts de ces nouvelles formes démocratiques sur la politique communale ?

Jean-François Caron estime que cette démarche participative "donne du poids et aide donc l'élu à porter ses projets". Elle est "un véritable gage d'efficacité". Le maire de Grigny estime lui aussi qu'elle "permet d'enrichir la décision politique et de rendre la politique efficace". Par ailleurs, elle permet aux habitants de passer "du statut d'individu au statut de citoyen", de générer des individus responsables (J.-F. Caron).

Quelles sont les pistes qu'envisagent les maires pour élargir la participation citoyenne ?
Pour Jacques Boutault, "les avis des Conseillers de quartier en matière d'orientations budgétaires devraient être formulés sous forme de vœux soumis au vote du Conseil d'arrondissement. Et, pour plus de participation des habitants un système de garde d'enfants pendant les réunions devrait être envisagé".
Pour Michel Bourgain on peut améliorer la participation "en approfondissant la connaissance détaillée des conditions de vie de chacun (ressources, handicap, difficultés, compétences, expériences, engagements…)", tandis que René Balme voit "plusieurs niveaux d'action pour étendre le champ de la démocratie participative. En premier lieu, "simplement" la volonté des élus, là où ils sont, de construire cette démarche avec leurs administrés. Ce processus est indispensable, eu égard, en tout cas, au système français qui nous régit, pour créer un "climat ambiant de démocratie participative", une expérience telle qu'il deviendra inéluctable aux pouvoirs publics de légiférer. Donc, en second lieu, la Constitution, la loi, qui peuvent parfaitement traduire cette pratique dans leurs textes". Pour Luc Coppin enfin, "il n'y a pas de limites à la démocratie participative locale sauf la capacité des gens à la pratiquer, tout doit être fait pour la favoriser, la conforter", notamment en dépassant "les freins sociaux, sociologiques (culture de la marchandisation par exemple) qui obligent à reprendre sans cesse la recherche de l'autonomie de comportement, de jugement, d'action, etc.".

Grigny (Rhône)
"Grigny est une ville qui compte aujourd'hui environ 9000 habitants. Le recensement de 1999 classait Grigny la commune la plus jeune du département. Située au sud du département du Rhône, à distance équivalente entre Lyon et Vienne, elle est à la périphérie de l'Isère et de la Loire. Facile d'accès par les trafics ferroviaires, fluviaux et routiers, voire autoroutiers."

René Balme : "Je suis avant tout cévenol. J'ai effectué toute ma carrière professionnelle et syndicale, en qualité de cheminot, ce qui m'a conduit dans le Rhône en 1968 et donc à Grigny. Mon élection au Comité d'entreprise, avec la charge de la communication et de la culture, m'a ouvert des horizons différents. C'est dans ce contexte que j'ai développé des activités extra-professionnelles dans, notamment, la peinture sur toile, l'écriture, l'édition et les technologies de l'information et de la communication. En 1983, je suis candidat, sans étiquette, sur la liste pour les municipales, aux côtés du maire de Grigny, Roger Tissot (PCF). Et je deviens adjoint à la communication et à la culture en 1987. Roger Tissot souhaite préparer son retrait de ce mandat et me propose, un jour, de lui succéder. C'est une grande surprise pour moi, car les usages accordent davantage de légitimité aux 'encartés' dans les formations politiques. Cette proposition voulait donner, aux électeurs et au monde politique, un signe supplémentaire d'ouverture. C'est en 1992 que je suis élu maire."


DR

René Balme.


DR

Opération "la route fruitière" à Fresnes-sur-Escaut : plantation d'arbres fruitiers sur la voie publique à la place des traditionnels arbres d'ornement.

En quoi la fonction d'élu permet-elle une politique alternative ?

Certains, comme Gilles Maistre, évoquent la "notoriété" du maire lui ouvrant une marge de manœuvre plus importante. "Pour un petit village, la première démarche est de tenter de faire comprendre aux citoyens que l'intérêt collectif ne saurait être réduit à la somme des intérêts privés". Pour Gérard Perrier aussi, "le maire est, dans la réalité locale, un personnage respecté et écouté, ce qui m'a changé du dénigrement auquel j'étais habitué en tant que militant écologiste ! Les citoyens attendent de lui, outre la représentativité, qu'il offre des services concrets à la population, ainsi que des idées de projets pour la société locale. Dans le contexte récent de prise de conscience des nécessités environnementales par l'ensemble des habitants, les politiques alternatives et novatrices sont relativement bien comprises et acceptées, pour peu que l'on consacre de la volonté et du temps à expliquer, écouter, adapter…".

Pour Jean-François Caron, "la fonction d'élu permet de pouvoir confronter les idéaux écologistes, les théories que l'on porte au terrain, à la pratique. On l'a évoqué pour ce qui concerne la participation, avant d'être un décideur, un élu écologiste doit être un animateur du débat public et de la société, un élu animateur. Il doit aussi, et c'est ce qu'une fonction d'élu peut permettre, construire du rapport de forces pour rentrer en résistance et combattre des décisions contraires à ses options : un élu rempart, fonction protestatrice et tribunicienne (par opposition à la recherche d'un consensus de principe). C'est historiquement sur ces bases que s'est construite la posture de la gauche face au capitalisme et ses conséquences. Il doit produire du projet, inventer ce projet de nouvelle société vers un développement réellement durable et partagé : un élu développeur. Le développement ne se résume pas à accompagner et faciliter la progression du marché, et de plus en plus il importe d'intégrer au sein même du concept de développement et de progrès une vision plus qualitative. Enfin, un élu peut remettre du lien social en impliquant les acteurs dans la décision".

Pour le maire de Grigny, "il demeure qu'il y a, au plus près de nous, deux champs d'intervention : celui des élus municipaux dont les décisions, pour pouvoir être appliquées, doivent être actées et sont les seules reconnues par l'Etat (via le préfet) qui contrôle toute leur légalité. Et il y a le champ d'intervention citoyenne. A Grigny, je fais donc en sorte qu'il soit pris en compte dans la prise de décision des élus municipaux. C'est bien ma fonction qui permet cela. De même que c'est


DR

L'Ile Saint-Denis, au milieu de la Seine.

› Loos-en-Gohelle (Nord)
"Loos-en-Gohelle est une commune de 7000 habitants, située dans l'ancien bassin minier de la région Nord Pas-de-Calais. Elle fait partie de l'agglomération de Lens Liévin, qui compte 252 000 habitants. Le paysage de la commune a été modelé par la mine et par l'agriculture. Le village rural du 19e siècle s'est transformé en ville minière (charbon). Cependant, 70 % du territoire est composé, aujourd'hui encore, de terres agricoles. Se dressent les terrils les plus hauts d'Europe (146 m de dénivelé), témoins de l'histoire de la mine, que l'on peut désormais visiter. Ces trente dernières années, les démolitions des cités minières ont une nouvelle fois éprouvé le paysage communal. Des opérations innovantes de logement ont permis de faire face à cette nouvelle épreuve."

› Jean-François Caron :
"Je suis issu de plusieurs générations de militants du combat ouvrier.
Après avoir, dans les années 1980, créé deux associations sur le territoire du bassin minier, dont l'action visait à faire reconnaître les richesses écologiques et le patrimoine historique du bassin, et à en faire de réels leviers d'aménagement et de développement local, j'ai créé, dans les années 1992-1993, une autre association : 'les Assises du bassin minier'.
Il s'agit de commencer à penser l'après-charbon. J'entre ensuite au conseil municipal à Loos-en-Gohelle en 1995 avec la délégation à l'urbanisme et à l'environnement, je conduis la révision du plan d'occupation des sols, et mets en place plusieurs politiques structurantes dans le domaine du développement durable. Je suis élu maire en 2001."


DR

Jean-François Caron.

la fonction d'élu qui autorise à faire des choix en matière d'organisation des services municipaux, afin que la démocratie participative soit partie intégrante de la façon de travailler des fonctionnaires. Cela signifie pour eux la nécessité d'appréhender différemment les demandes des administrés et les réponses aussi ; tout comme ils doivent tenir compte de cette démarche dans les propositions de moyens qu'ils font aux élus, pour atteindre l'objectif fixé. Tout cet ensemble est long à mettre en place, au sens de la crédibilité à gagner, rien n'est jamais acquis pour personne. Les moyens dont les élus disposent, s'ils sont mis au service de cette cause, permettent l'expérience alternative. A défaut, les citoyens peuvent toujours demander à consulter le budget de la Collectivité, c'est un document public comme tout acte voté par l'Assemblée (communale, départementale, régionale, gouvernementale). Et à partir de là... tout est permis pour construire, concrètement, une démarche alternative".

Pour Luc Coppin, le maire a "un rôle moteur, incitateur ou novateur". "Si on écoute les gens, ils sont partout en insécurité et c'est en les écoutant, en leur faisant prendre des initiatives qu'ils se rendent compte que l'insécurité est dans les têtes avant d'être dans la rue". Il s'agit également d'"agir pour refuser l'effet nimby" [littéralement "Not in my backyard", "pas dans mon arrière-cour". L'expression désigne de façon péjorative le combat d'associations de riverains créées pour défendre leur environnement local, sans tenir compte de l'intérêt général, Ndlr]. "On a accepté des équipements dont les autres maires ne voulaient pas par crainte de la réaction de leurs habitants : une station d'épuration, un silo à boue, une résidence sociale, une aire d'accueil des gens du voyage. Bien sûr il faut expliquer les raisons de nos choix, les redire souvent, mais lorsque le capitaine est sûr de sa route, les passagers sont plus sereins".

Jacques Boutault concentre sa réponse sur les résultats qu'il a pu obtenir à l'échelle intercommunale en tant que maire. Il a pu "décliner, dès 2001, dans le IIe arrondissement, les principes de l'Agenda 21. Mais les arrondissements parisiens agissant dans une intercommunalité de fait, c'est en tant que Conseiller de Paris, avec le groupe Verts et donc d'une façon plus large qu'il nous a été possible d'avancer. Avec le groupe Verts, nous avons pu mettre en pratique, durant ce mandat municipal, des innovations écologiques et environnementales structurantes sur le long terme. Le plan de développement et d'aménagement durable (PADD) voté dès 2002 a posé le cadre général de notre action. (…) Le plan de déplacement de Paris (délégation de Denis Baupin, adjoint Vert) puis le plan climat (délégation d'Yves Contassot, autre adjoint Vert) ont été élaborés, débattus et votés. Ces textes, même s'ils sont perfectibles, car faisant l'objet d'un compromis, compte tenu de notre rapport de force au sein de l'Assemblée parisienne (23 élus sur 163) opèrent une véritable rupture par rapport aux modes de développement productivistes qui prévalaient jusqu'alors. L'ensemble de ces plans a permis d'aboutir à la mise en œuvre d'un véritable Agenda 21 pour Paris et son agglomération. Le groupe Vert au Conseil de Paris, dans ses orientations, a porté une attention particulière à sa périphérie en travaillant en étroite collaboration avec le groupe des élus Verts de la région Ile-de-France. (…) On est typiquement dans le *penser global, agir local*".



Fresne-sur-Escaut : construction de logements équipés de panneaux solaires pour l'eau chaude.



Un conseil de quartier à Grigny (Rhône).

Des exemples de réalisation d'une politique écologiste

Le maire du 2e arrondissement de Paris est précis : "Ma réponse risque de paraître un peu prétentieuse… En effet, difficile de fournir une liste exhaustive des réalisations mises en œuvre dans le 2e tant elles sont nombreuses ! Résumons : j'ai construit mon action autour de trois idées-forces : la solidarité, l'environnement et la démocratie. La solidarité pour tisser du lien entre les habitants, améliorer la situation des plus démunis et construire un arrondissement dans lequel chacun a sa place. L'environnement pour lutter contre les pollutions urbaines, réduire la place de la voiture et végétaliser la ville. La démocratie pour permettre à ceux qui vivent et travaillent dans l'arrondissement d'intervenir dans les décisions qui les concernent.
Cette orientation a permis de faire aboutir un grand nombre de réalisations. Dix exemples ? Le nombre de logements sociaux a été multiplié par trois (de 112 à 334). Le premier immeuble social entièrement HQE à Paris équipé de panneaux solaires a vu le jour dans le 2e. L'ouverture de deux nouvelles crèches et d'une halte garderie (en tout, 115 berceaux supplémentaires). L'arrivée de l'alimentation bio dans les restaurants scolaires (la moitié des repas servis sont issus de l'agriculture biologique). La réduction de la place de la voiture (le Sentier est devenu quartier vert, nombreux élargissements de trottoirs, création de zones deux-roues, contresens cyclables, encouragement des livraisons par triporteurs, transformation d'un ancien parking en une placette arborée…). La plantation de près d'une centaine d'arbres supplémentaires dans l'arrondissement. La création de trois jardinets et l'installation de bancs publics. L'ouverture du Réseau vert (continuité cyclable et piétonne) rue Saint-Denis. L'agrandissement du quartier piétons Montorgueil et la restriction des conditions d'accès aux véhicules motorisés. La création de conseils de quartier entièrement libres : paritaires (femmes/hommes), présidés par des habitants, maîtres de leur ordre du jour, se réunissant à leur propre initiative.
Réalisations auxquelles j'ajoute une attention particulière portée à l'ensemble des citoyens, mieux considérés dans leur diversité : organisation de cérémonies Pacs et de baptêmes civils en mairie, parrainage d'enfants sans papiers, création d'un centre de soins pour toxicomanes, d'une bagagerie pour SDF aux Halles, mise en place d'un Bus des Femmes pour venir en aide aux prostituées de la rue Saint-Denis, ouverture d'une maison des associations… Allez, j'arrête là !"

Pour le maire de Grigny, la mise en place d'une politique alternative et écologique sur sa commune s'est traduite par les réalisations suivantes : "d'abord la sauvegarde en espaces verts, dûment inscrite dans le Plan local d'urbanisme, de 42 % du territoire de la commune. C'est également, selon moi, ajoute-t-il, permettre à l'être humain de vivre dignement dans son environnement ; c'est ainsi que la ville compte 45 % de logements sociaux et que tous les futurs programmes urbains doivent contenir au moins 30 % de logement social. Plus récemment, j'ai déclaré l'interdiction des OGM sur la ville. Enfin, je m'attelle maintenant à la relocalisation de l'économie et fait mes premières expériences sur la restauration municipale en me fournissant auprès des producteurs agricoles locaux bio ou non".

"Sur la commune de Loos-en-Gohelle, indique Jean-François Caron, nous avons porté des projets de développement durable, à la fois dans la gestion de la commune (management écologique) et dans les réalisations concrètes (éco-construction, ceinture verte, gestion alternative de l'eau, énergie, gestion différenciée des espaces verts, biodiversité…), dans les modes de construction de logements sociaux ou de bâtiments communaux, dans la mise en place d'un système de transports par modes doux… Mais ce que je cherche surtout, c'est faire de la ville un lieu de démonstration de ce qu'est le développement durable mis en pratique, et du fait que ce soit effectivement porteur de développement : un lieu d'interprétation du développement durable où il soit donné à comprendre le bien-fondé de la démarche. transformer le local, mais dans le but de généraliser ce qui est fait, au global.

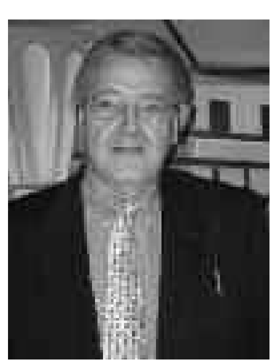
Ainsi, la 'Base du 11/19', lieu symbolique de l'exploitation minière et du développement non durable, se transforme–t-elle peu à peu en terrain d'expérimentation. Elle accueille des structures d'action régionale en matière de développement durable, dont le CD2E (Création et développement des éco-entreprises) qui assure le développement des activités des éco industries, le CERDD (Centre ressources du développement durable), Culture commune, structure de production culturelle qui a le label de scène nationale, ou encore le CPIE Chaîne des Terrils (préservation et valorisation des espaces miniers reconquis). La commune accueille aussi la construction de "maisons-écoles" portées par la fédération française du bâtiment pour former les professionnels aux techniques de construction écologique…".

Selon le maire de La Motte-Servolex, "outre la mise en place d'une réelle démocratie participative, nous avons engagé les habitants et les services municipaux dans une démarche d'Agenda 21, opérationnel depuis 2004, avec une déclinaison récente sous la forme d'un Plan de déplacement d'entreprise. Plus globalement, la politique de notre ville place l'homme et son environnement physique, social et culturel au centre de ses préoccupations. A titre d'exemples, une forêt communale éco-certifiée, des méthodes de gestion plus écologiques pour les espaces verts (lutte biologique, fauches tardives…), des constructions de chaufferies bois-plaquettes forestières, des aides aux énergies renouvelables et à la récupération d'eau de pluie, des bâtiments sociaux équipés de capteurs solaires, des espaces de jeu intergénérationnels, un fort soutien à la vie associative, des achats publics éthiques et locaux, des circuits courts de commercialisation des produits


Loos-en-Gohelle dominé par les terrils des anciennes mines de charbon. DR

> **Fresnes-sur-Escaut (Nord)**
"Fresnes-sur-Escaut est une ville de 7600 habitants, commune minière jusqu'à la fermeture des puits en 1960, elle a subi la récession minière et sidérurgique du Nord Pas-de-Calais. Le Parti communiste a régné en maître absolu et sans partage de 1938 à 1995. Comme toutes les communes minières, le taux de chômage y est encore élevé (26 %). Nous faisons partie de la Communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole. Commune du Parc naturel régional, nous faisons partie de l'arc minier qui cumule les handicaps dont un taux d'échec scolaire élevé, une faible présence de cadres supérieurs (2 % de recensés ont fait des études jusqu'à Bac + 4), et de nombreux problèmes sanitaires".

> **Luc Coppin** : "Entré en politique en 1978, j'ai exercé différentes responsabilités associatives dans les mouvements de protection de la nature. Conseiller Régional de 1992 à 1998, j'ai été président de l'Espace naturel régional. Je suis maire depuis 1995 en partie à cause de mon action militante mais aussi et surtout parce que j'étais un 'notable' local et que la population commençait à comprendre que le stalinisme était terminé."


Luc Coppin. DR

agricoles, des tarifs les plus bas du bassin chambérien pour les événements culturels, une volonté de rattrapage du retard en logement social, des parcours de promenade accessibles aux personnes à mobilité réduite…”.
Cet autre Savoyard qu'est le maire d'Entremont, nous rappelle que son village a eu en 2006, “le premier prix national des éco-maires pour sa politique globale : démocratie participative, Agenda 21 rural reconnu par le ministère de l'Environnement, 60 % du territoire inscrit volontairement dans la démarche *Natura 2000*, maison de la Nature qui prend diverses initiatives, agence postale communale, ouverte 35 heures par semaine, plus de vingt associations”.
Le maire de Fresnes-sur-Escaut fait état quant à lui d'”une politique de réduction des gaz à effet de serre sur 10 ans avec déjà des effets sur la flotte électrique des espaces verts et des services techniques, des économies d'énergie dans les écoles, la mise en place d'énergies douces, de temporisateurs, l'aménagement de voiries avec noues d'infiltration (système d'absorption des eaux de ruissellement sur la chaussée)”. A cela s'ajoute “un musée vivant des enfants et la création d'un hôtel de vie. L'hôtel de ville gère la commune, les écoles, l'urbanisme, l'état civil, l'assainissement, les ordures ménagères, il s'occupe du bien. L'hôtel de vie s'occupe du lien entre les habitants : CCAS comme moteur de développement social, logement, associations, petite enfance, personnes âgées, insertion emploi, permanence sociale, conseillère en économie sociale et familiale”.
Le maire de l'Ile-Saint-Denis évoque le “soutien au PHARES (pôle d'hospitalité des activités et des ressources en économie sociale) qui compte 150 emplois sur la commune ; la construction d'un bâtiment solaire selon les normes HQE, les économies d'énergie au sein de l'administration (arrosage du stade par pompage d'eau non potable dans la nappe du fleuve), l'utilisation des énergies renouvelables, un projet d'éco-quartier fluvial, une coopération décentralisée avec des villes étrangères”.

Les limites des communes face à l'Etat et autres instances (région, département, agglomération…)

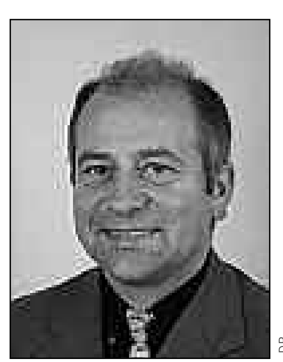
Pour Luc Coppin, “les conflits de pouvoir ou de compétence sont rarement directs, frontaux”. Alors que “la région interfère peu dans la commune, le département descend plus dans les projets (sports, environnement, aménagement)”. L'agglomération quant à elle “n'a rien compris aux attentes des habitants. Elle n'a pas intégré l'intérêt collectif ni la réflexion prospective. Ce n'est qu'un supersyndicat intercommunal sans stratégie ni objectif. Le fonctionnement est totalement opaque et la gouvernance n'existe pas. Je suis favorable à des intercommunalités de proximité avec les villes voisines, pas avec des machins qui veulent tout régenter sans rien y connaître. Avec l'Etat on fait le minimum, les services s'en tiennent à des réglementations souvent inapplicables”.
“Les arrêtés municipaux interdisant les OGM sur la commune, regrette René Balme, sont attaqués systématiquement par le préfet (donc l'Etat) qui m'assigne au tribunal administratif. Il en va de même pour les arrêtés municipaux interdisant les expulsions locatives pour impayé de loyers. Dans l'un comme dans l'autre cas, le tribunal ne reconnaît au maire ni la compétence ni le pouvoir de protéger ses administrés contre... des lois de la République qui autorisent à prendre le risque d'empoisonner les cultures et les gens ou à les jeter, littéralement, à la rue, sans relogement, en cas d'impayé. Je suis en conflit également, mais pas encore assigné, pour refuser le financement par la commune des écoles privées. Situation similaire en ce qui concerne l'arrêté municipal déclarant la ville zone hors AGCS [Accord général sur le commerce des services qui imposerait la


La base de loisirs de Grigny (Rhône).

liberté de commerce, Ndlr]. Pour ces deux derniers cas, les maires qui entrent en conflit juridique s'y trouvent à la demande de l'Etat. En revanche, depuis les dernières élections régionales, une entente nettement différente s'est installée avec la région et j'ai pu démarrer un programme de travaux pour réhabiliter la gare ferroviaire de Grigny-Le Sablon, ce qui n'avait pas été possible auparavant”.

› La Motte-Servolex (Savoie)
La Motte-Servolex, ville de 12 000 habitants, non loin de Chambéry, se caractérise par un territoire équilibré entre ses parties urbanisée (1000 ha entre habitat et économie), agricole (1000 ha, première commune agricole de Savoie) et naturelle (1000 ha, principalement forêts, ruisseaux et zones humides). Elle s'étage de 430 m à 1450 m d'altitude, dans la chaîne de l'Epine, à proximité du lac du Bourget. C'est la deuxième ville de la communauté d'agglomération 'Chambéry métropole', et la quatrième du département. Elle a vécu une urbanisation accélérée ces dernières décennies (3500 habitants en 1965) et accueille environ 650 entreprises pour 4000 emplois. La part de chômeurs et de RMIstes y est sensiblement inférieure à la moyenne.

› Gérard Perrier : "Docteur en Sciences de l'énergie, maître de conférences à l'école d'ingénieurs Polytech'Savoie, militant écologiste, je suis adhérent des Verts Savoie depuis 1992. Elu en 1995 sur une liste conduite par un socialiste, mes années de conseiller municipal minoritaire m'ont convaincu que la politique locale pouvait être menée différemment. Avec le soutien de l'ensemble des partis de gauche et des acteurs associatifs locaux, j'ai conduit une liste plurielle et ouverte aux élections municipales de 2001, qui a été gagnante."


DR

Gérard Perrier.

"C'est dans la force des habitudes et l'inertie des systèmes, estime Jean-François Caron, que résident les plus grandes difficultés, dans le passage à la pratique. Bousculer un partenariat en place depuis toujours, convaincre des ingénieurs de la DDE d'adopter des techniques ou des technologies différentes alors qu'ils ont 'toujours fait comme ça', changer les modes de prises de décisions sur de grandes infrastructures, sur l'établissement des PLU… c'est à tout cela que l'on se frotte. A l'inverse, lorsque l'ambition de construire du développement durable et d'agir sur la transformation est affichée par une institution qui compte, comme cela est le cas au conseil régional Nord-Pas-de-Calais depuis de nombreuses années, cela permet de provoquer les changements, de convaincre, et du coup, cela aide le local à pouvoir porter des projets, et espérer ainsi créer des effets d'entraînement. Et pour entraîner, un élu local doit prendre part à l'intercommunalité qui l'entoure. Il peut y relayer ce qu'il fait, produire de la démonstration, créer une culture".

"La grande difficulté, pour un maire écologiste en début de mandature, explique Jacques Boutault, était de s'imposer face à l'administration qui écarquillait les yeux quand on lui parlait d'Agenda 21, de bio, d'effet de serre, de déplacements à vélo, de commerce équitable… aujourd'hui tout le monde est pour. Tant mieux".

"Notre principal partenaire institutionnel, explique Gérard Perrier, est la communauté d'agglomération Chambéry métropole, à laquelle ont été confiées les compétences essentielles que sont les transports en commun, la collecte et le traitement des déchets, la fourniture de l'eau et son assainissement, le développement économique… Présents dans l'exécutif, les écologistes ont réussi à réorienter la politique de l'agglomération dans de nombreux domaines. Pour leur part, le département et surtout la région possèdent maintenant des lignes budgétaires permettant aux projets communaux et intercommunaux de bénéficier de financements qui peuvent accompagner une politique novatrice. Malheureusement, l'Etat est souvent en retrait sur les domaines liés au développement durable…"

Gilles Maistre regrette quand à lui "l'impossibilité, malgré trois mandats, de participer aux commissions départementales qui m'intéressaient. L'association départementale des maires filtre tout et sélectionne les 'bons profils'. Actuellement, j'ai de bons rapports avec le conseil général suite au conflit dur de 1992 (17 jours de grève de la faim pour se faire entendre. Depuis cette date, on évite de nous chercher des poux). Il existe bien des 'petits maires' qui sont juste bons à jouer les fusibles en cas de problèmes et dont on voudrait bien qu'ils se contentent de gérer les caniveaux au lieu de poser des problèmes politiques. En



L'Ile Saint-Denis : commémoration de l'abolition de l'esclavage le 10 mai 2006

Rhône-Alpes, parler de démocratie participative et citoyenne à ce niveau est une vaste fumisterie (nous avons mené à bien une consultation nominative pour la création d'une région Savoie au moment où l'état lançait sa consultation en Corse)".

Michel Bourgain évoque essentiellement les conflits de compétence avec l'Etat : "interdiction de faire voter les étrangers lors d'un référendum d'initiative locale" déjà évoqué, "expulsion des squats de Roms sans information préalable"… alors qu'avec l'agglomération le bilan global est jugé "positif".

Et maintenant, des souhaits pour le futur…

Avec la dernière question "Vos souhaits pour votre commune ?", nous souhaitions donner sa place à l'imaginaire. Et parfois l'utopie reprend voix dans le discours du gestionnaire…



Alalettre

et mise en place d'un commerce équitable avec les villes de Gorée (Sénégal) et de Sainte-Anne (Martinique).

Jacques Boutault ancre sa réponse dans un agenda politique réaliste et concret : "La mise en place du plan Climat de Paris, dans le cadre d'un Agenda 21 local nous permettra de décliner les principes du développement soutenable dans de nombreux domaines. Notamment, en matière de logements et de création de crèches (il manque toujours des berceaux), nous devrons adopter définitivement les normes de haute qualité environnementale. Nous devrons également poursuivre notre politique de réduction de la place de la voiture dans l'hyper centre par la création d'une zone 30 généralisée au centre ville (je ne suis pas favorable à un péage urbain d'accès au centre), renforcer le respect des règles d'accès au Réseau vert, multiplier les pistes cyclables. Mener des actions pédagogiques auprès des enfants pour les sensibiliser à l'écologie. Et enfin, sans doute l'un des problèmes les plus difficiles, répondre aux légitimes besoins des personnes mal logées."

René Balme inscrit ses vœux dans la prolongation de sa politique actuelle : "Le premier c'est que la commune puisse continuer à être gérée par une équipe capable de comprendre et de mettre en œuvre la politique que nous menons depuis de longues années : une politique humaniste qui place l'homme au centre de toutes les décisions. Je souhaite que la démocratie participative se développe, que le référendum devienne un outil de gestion, y compris le référendum révocatoire à mi-mandat. Et je suis prêt à m'y soumettre. Je lui souhaite d'avoir la volonté de conserver sa qualité de vie en ne cédant pas à l'appel des investisseurs. Je lui souhaite, enfin, de demeurer vigilante et combative face aux attaques qui sont menées contre le service public et le bien commun."

Gérard Perrier inscrit lui aussi ses désirs de changement dans la continuité de sa politique actuelle : "les bases de la participation habitante et de l'approche durable des besoins que nous avons construites doivent permettre aux élus, aux ser-

L'Ile-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)
"L'Ile-Saint-Denis est la seule commune île fluviale. Pendant 54 ans, de 1947 à 2001, la commune a été dirigée par une équipe PC/PS. Elle a été marquée par une urbanisation massive à partir des années 1960 et compte actuellement 68,6 % de logements sociaux. L'Ile-Saint-Denis, ville de banlieue nord parisienne, est aujourd'hui l'une des plus petites communes de Seine-Saint-Denis avec 7200 habitants. C'est une ville ouvrière, populaire, métissée, riche de 85 nationalités présentes. Depuis 2002 elle est membre de la communauté d'agglomération Plaine (350 000 habitants)."

Michel Bourgain est "entré dans le milieu militant et politique (maoïste, syndicaliste, différentes associations) en 1968. Depuis 1988, il s'est investi dans de nombreux champs de la société civile (éducation populaire, économie sociale et solidaire, environnement, logement, sports, culture, santé) en particulier à l'Ile-Saint-Denis et en Seine-Saint-Denis. Il est membre des Verts depuis 1991. En 1995 la première liste citoyenne a remporté 15 % des suffrages au premier tour des municipales. Au deuxième tour la liste s'est unie avec celle du PC et du PS. Après trois années d'expérience au sein de la majorité, sans succès, la liste a repris son autonomie en 1998. Parallèlement, un mouvement politique citoyen 'Ensemble pour une île vivante' s'est construit sur la commune. En 2001, la liste d'entente citoyenne, écologique et solidaire a remporté les élections municipales devant le PS/PC et la droite".


Alalettre

Michel Bourgain.


DR

Loos-en-Gohelle : randonnée à thème entre Lens et Liévin.

vices municipaux et aux habitants de poursuivre le développement harmonieux de La Motte-Servolex, avec des projets d'éco-quartier, de grand espace écologique à vocation agricole, naturelle et de loisirs, d'insertion économique… Cette approche, nécessaire à l'équilibre du territoire, a aussi pour but d'avoir valeur d'exemple, aussi bien pour les autres collectivités que pour les particuliers et les entreprises."

Pour Jean-François Caron, "il va maintenant être nécessaire d'évaluer les actions engagées afin de poursuivre l'action qualitativement et en visant de nouveaux objectifs. L'effort sera porté dans les prochaines années sur la question de l'interprétation de l'action conduite dans le cadre de Ville-Pilote du développement durable. Je suis persuadé qu'il faut s'inscrire dans une double stratégie : celle des 'petits pas' où chacun à un bout de la réponse et c'est l'effet de masse qui en résulte qui est significative ; et la stratégie de la rupture où des choix courageux sont faits pour faire changer les choses en profondeur. Tout ceci bien sûr ne peut se faire qu'avec une réelle implication des habitants, car cela donne du poids dans les combats."

Luc Coppin inscrit ses souhaits dans une certaine modestie : il souhaite "que l'intérêt des habitants pour la communauté s'amplifie un peu, et que les projets nombreux puissent voir le jour malgré des montagnes de paperasseries".

Pour Michel Bourgain, "les souhaits portent sur l'amélioration du service public, l'approfondissement de la démocratie participative et une meilleure concertation avec la communauté d'agglomération".

Gilles Maistre dessine quand à lui un plan en quatre points pour avancer vers plus d'alternatives : "il devient urgent de créer une taxe pour que la collectivité bénéficie de la spéculation foncière et immobilière. Deuxièmement, nous avons, au centre du village, défini une ZAD [Zone d'aménagement différé permettant à une commune de contrôler la nature des investissements immobiliers, Ndlr] et avons pris la décision avec l'EPFL [Etablissement public foncier local, société d'économie mixte permettant aux communes d'investir notamment dans le logement social, Ndlr] d'engager une procédure permettant la maîtrise foncière. Ensuite, il faut que l'intercommunalité ne fasse pas disparaître les petits villages. L'élection des délégués des communes au suffrage universel direct est un véritable piège pour nos villages. Sous couvert de démocratie purement formelle, on cherche à mettre sur un même territoire deux instances : la communauté de communes et le conseil municipal. Il est indispensable, par souci de cohérence, que le conseil municipal reste la seule instance reconnue pour représenter le village et pour désigner et contrôler les délégués intercommunaux. Enfin, il faut poursuivre l'Agenda 21. Créer un esprit de résistance aux logiques libérales… On peut toujours rêver !"

Mise en forme : Guillaume Gamblin ■

Verts

> D'autres parités. Si les Verts ont depuis leur naissance prévu la parité hommes-femmes dans leur fonctionnement, ils n'ont par contre pas anticipé la concentration du pouvoir en région parisienne. Résultat : aujourd'hui sur 15 responsables nationaux du collège exécutif, 9 habitent en Ile-de-France.

> Yann Wehrling exclu des Verts. Pour avoir accepté une deuxième place sur la liste du Modem à Strasbourg, pour les prochaines élections municipales, le jeune porte-parole national des Verts, 36 ans, a été exclu du parti le 21 décembre 2007. Yann Wehrling est le deuxième ancien secrétaire national qui part au MoDem : Jean-Luc Bennahmias avait rejoint François Bayrou en mai 2007. Député européen, il est tête de liste du parti centriste à Marseille. Une dérive libérale insupportable.

Apprendre à désobéir

La désobéissance collective est un moyen de manifester contre des projets qui nous déplaisent. Pour qu'elle soit efficace, il faut construire cette action de manière à être suivie par un grand nombre de personnes et soutenue encore plus largement. Le collectif des désobéissants a vu le jour fin 2006 pour assurer des formations et soutenir des actions. Les prochains stages de formation se tiendront à Sisteron et Gap (9 et 10 février), Nantes (16 et 17 février), Marseille (23 et 24 février), Paris (15 et 16 mars), Valenciennes (29 et 30 mars), Chambéry (en avril)… On peut en savoir plus auprès de *Xavier Renou, tél : 06 64 18 34 21, www.desobeir.net*.

Suisse

Christoph Blocher écarté

En Suisse, le 21 octobre 2007, l'UDC, Union démocratique du centre, parti d'extrême-droite, a obtenu 29% des voix. Socialistes et Verts ont proposé au PDC, parti démocrate-chrétien, une stratégie pour empêcher le leader de l'UDC d'accéder à l'un des sept postes de la présidence tournante : voter pour un autre élu UDC plus modéré. C'est ainsi que le 12 décembre 2007, Eveline Widmer-Schlumpf, élue UDC, non candidate, a obtenu 125 voix sur 246… contre 115 à Christoph Blocher, alors ministre de la justice et de la police, leader de l'UDC. L'UDC a menacé de se retirer du gouvernement mais Eveline Widmer-Schlumpf a accepté le vote. Elle se démarque ainsi de son parti en affirmant qu'elle est favorable au congé maternité mis en place en 2004, qu'elle n'est pas favorable à une campagne anti-minarets.

Traité constitutionnel européen

> Bernard Kouchner et la démocratie. Le 11 décembre 2007, lors d'un débat à l'Assemblée nationale, Bernard Kouchner a osé dire à propos de la demande de référendum par certains députés : "Quant au bien-fondé du référendum, il y en a eu. On a vu le résultat…". C'est dangereux le peuple, on devrait l'interdire.

> Avis de la Cour constitutionnelle. Le 20 décembre 2007, la Cour constitutionnelle a confirmé la nécessité de modifier la constitution française pour pouvoir ratifier le traité constitutionnel sans passer par un référendum. Au passage la Cour constitutionnelle conclut qu'il s'agit du même traité que lors du référendum de 2005 écrit dans un autre ordre. Pour modifier la constitution, il faut l'aval des deux tiers des sénateurs et députés qui seront réunis en congrès le 4 février 2008. Les élus PC, Verts et une partie des élus PS demandent la tenue d'un référendum… et une intense campagne aux élus est en route pour leur demander de ne pas voter la modification de la constitution. Si jamais cela était repoussé, la gouvernement n'aurait d'autre choix que de refaire un référendum. Une manifestation se tient devant le congrès le 4 février 2008.

> Danemark : pas de nouveau référendum. Le gouvernement danois a indiqué le 11 décembre 2007 qu'il n'y aurait pas de nouveau référendum sur le traité constitutionnel européen et que la ratification se ferait pas le seul Parlement. Quand nos dirigeants ont peur de la démocratie.

> France : plaintes contre la Cour européenne des droits de l'homme. Le 29 mai 2005, 54,68% des électeurs français ont voté "non" au projet de traité constitutionnel. Pour justifier qu'il n'y ait pas besoin d'un nouveau référendum, le gouvernement avance que le traité actuellement en discussion n'est pas le même, qu'il a été "simplifié". Des juristes qui se sont plongés dans la comparaison entre l'ancienne et la nouvelle version ont clairement montré que les mêmes phrases se retrouvaient mot à mot d'un traité à l'autre, mais pas à la même place. Certaines phrases fort critiquées comme celles qui nous obligeraient à vivre dans une Europe libérale où la concurrence doit être libre et non faussée ont disparu des premières pages, mais se trouvent plus loin dans les annexes. Un collectif du 29 mai s'est mis en place pour porter l'affaire devant la Cour européenne des droits de l'homme estimant que le vote de 2005 ne permet plus aux seuls députés et sénateurs de ratifier le texte.

> Lanester demande un référendum. Le conseil municipal de Lanester (Morbihan, commune voisine de Lorient), a voté une résolution le 20 décembre 2007 rappelant au gouvernement français qu'un référendum sur un texte a plus de valeur qu'un simple vote à l'Assemblée nationale et lui demandant donc de ne pas ratifier le Traité constitutionnel qui reprend pour l'essentiel ce qui

Rions un peu

Monsieur, Madame,

Il y a quelques jours, j'ai changé ma version Chirac 2.3 par la version Sarkozy 1.0 et j'ai noté que le programme a lancé une application inattendue appelée Maintenant_Vous_Allez_Vraiment_En_Chier 1.0 qui a considérablement réduit les performances de mon processeur. Dans la notice, cette application n'était pourtant pas mentionnée. De plus, Sarkozy 1.0 s'installe dans tous les autres programmes et se lance automatiquement lors du lancement de n'importe quelle application, perturbant l'exécution de celles-ci. Des applications telles que Liberté_d'Expression 8.9 ou Vivre_Ensemble 3.2 ne fonctionnent plus. De plus, des programmes occultes (virus?) nommés Paranoïa 11.5, Démagogie 7.0 et Autoritarisme 9.5 se lancent de temps en temps et soit plantent le système, soit font que Sarkozy 1.0 se comporte de façon totalement inattendue.
D'autres utilisateurs m'ont fait part de problèmes avec T'as_Tes_Papiers 6.5 et Allez_Zou_Charter_Bamako version 3.4 liés à l'utilisation de Sarkozy 1.0 sur certains matériels d'importation. Et apparemment, la commande /service_public.exe ne fonctionne plus. Je n'arrive pas à désinstaller Sarkozy 1.0 ce qui est très embêtant, surtout quand j'essaye d'exécuter l'application Joie_De_Vivre 8.2. J'envisage de revenir à la version Chirac 2.3 que j'avais avant, mais cela a l'air très compliqué. Que faire ?

Un utilisateur démoralisé.

Réponse:

Cher Monsieur,
Votre plainte est très fréquente chez les utilisateurs de Sarkozy 1.0, mais elle est due le plus souvent à une erreur de base. Beaucoup d'utilisateurs passent de leur version Chirac 2.3 à Sarkozy 1.0 en pensant que Sarkozy 1.0 n'est qu'un programme utilitaire ou un environnement de travail. Sarkozy 1.0 est bien plus que cela, il s'agit d'un **système d'exploitation complet** conçu pour gérer toutes vos applications.
Il est entendu que le retour à Chirac 2.3 est impossible. Aucune mise à jour n'étant prévue, vous devrez conserver Sarkozy 1.0 pendant au moins cinq ans avant de pouvoir changer pour un autre système, s'il en existe encore.
Pour ce qui concerne les programmes Démagogie 7.0 ou Autoritarisme 9.5, ce sont des programmes d'ancienne génération utilisés sous Napol.Bonap ou Vichy_1940, qui aujourd'hui connaissent des problèmes de compatibilité. Des mises à jour de République_Française bientôt téléchargeables devraient permettre de résoudre le problème.
Evitez d'utiliser les touches Echap et Suppr trop souvent sous Sarkozy 1.0, vous risquez de lancer des applications néfastes comme C:/coup_de_matraque_dans_la_gueule.exe ou C:/prison_ferme.exe.
Il vous faudra de plus lancer régulièrement les commandes C:/allô_c'est_pour_dénoncer.exe et /je_regarde_tf1.exe pour rendre le système stable.

Cordialement, le Service après vente informatique.

Courrier international

Pour le premier numéro de l'année 2008, le *Courrier international* a publié une série d'articles sur la simplicité volontaire et la décroissance. Le tout accompagné d'une importante campagne publicitaire avec le slogan *Travailler moins, pour gagner moins et vivre mieux*. Le contenu des articles traduits donne malheureusement une idée assez faible de l'importance des débats autour de la question, les questions politiques étant peu abordées.



Décroissance et santé

Nicolas Ridoux dans *La décroissance pour tous* compare les données sur la santé fournies par l'OMS concernant Cuba et les Etats-Unis. Dans les deux pays, l'espérance de vie est la même (79 ans pour les femmes, 75 ans pour les hommes), la mortalité infantile est la même (7,2 pour 1000), on y compte presque le même nombre de médecins (591 pour 100 000 habitants à Cuba, 549 aux Etats-Unis)… Et pourtant un Cubain dépense *22 fois moins* pour sa santé qu'un Etatsunien ! Il semblerait que l'embargo mis par les Etats-Unis sur Cuba pour empêcher les échanges commerciaux aient des effets positifs : si les Cubains vivent bien, ce serait parce qu'ils mangent moins viande, plus de fruits et légumes, et que, faute de pétrole, ils se déplacent plus à pied !

Consommer durable

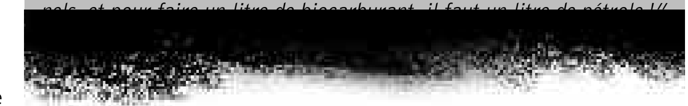
C'est sous ce titre que *60 millions de consommateurs* de janvier 2008 donne les conclusions d'une enquête placée dans la revue et qui a reçu 997 réponses. Si 95 % se disent prêts à modifier leur comportement pour aller vers un mode de vie plus "durable", les idées proposées par la revue ne vont pas très loin : 94 % pour éteindre les appareils électriques au lieu de les laisser en veille (mais pas de question pour savoir si l'on serait prêt à diminuer ce nombre d'appareils), 92 % pour changer moins souvent de téléphone portable (mais rien sur le fait que l'on peut se passer de cet équipement dangereux), 88 % pour ne pas acheter des fruits et légumes produits à l'autre bout du monde, 65 % prêts à quitter leur banque pour aller vers des démarches plus éthiques (la Nef dispose donc d'une importante marge de progression). Par contre si 65 % sont pour ne pas prendre leur voiture seuls, ils ne sont que 28 % à se dire prêts à s'en passer complètement … ce qui correspond exactement au pourcentage de personnes qui n'ont pas de voiture en France. Ils ne sont que 5 % à trouver que les informations sur le risque écologique sont exagérées. Espérons que la revue intégrera un peu plus l'aspect "refus d'acheter" plutôt que l'éternel "meilleur choix d'achat".

Gilles Clément
Refus de travailler avec le nouveau gouvernement


P-E Weck

Gilles Clément

Le célèbre paysagiste Gilles Clément, qui a mis au point le concept de jardin évolutif, et de jardin planétaire… a indiqué le 18 mai 2007 qu'il rompait tous ses contrats avec l'Etat après l'arrivée du nouveau gouvernement. Dans une conférence publique, il a indiqué: *"Je refuse de cautionner un projet qui va dans le sens d'une destruction de la planète et n'est pas conforme à ce que j'estime humainement acceptable. C'est un projet ultralibéral, qui favorise la santé des entreprises plutôt que la santé humaine, où l'économie domine, où les fluctuations de la Bourse commandent, où la pollution devient une monnaie d'échange avec les droits à polluer et le marché du CO_2. L'humanité est au bout d'une chaîne de fabrication et de prédation, et nous dépendons d'une diversité biologique qui est aujourd'hui réduite par notre activité et par l'arasement, à travers l'agriculture, des conditions nécessaires à cette diversité. Nous vivons en accélérant des mécanismes dévastateurs pour l'eau, le sol, l'air, les aliments, au service de la tyrannie boursière. (…) Comme le dit un économiste américain, dans un système fini comme celui de la planète, il faut être fou ou économiste pour imaginer un développement infini. Sous des apparences de belles idées, le développement durable sert de caution à des pratiques non écologiques. L'exemple le plus frappant, ce sont les biocarburants, qu'on présente comme "la" solution. Ce n'est que de la poudre aux yeux pour maintenir l'industrie automobile, et éviter que le choix de la voiture soit débattu. Sur un plan environnemental, c'est une aberration. Ils polluent à peine moins l'atmosphère que les carburants tradition-*



Etalement urbain

En Europe, selon l'Agence européenne de l'environnement, la surface urbanisée a augmenté de 56% en vingt ans alors que la population n'augmentait que de 20%. En France, selon l'Institut français de l'environnement, de 1993 à 2003, les surfaces des routes et parkings ont augmenté de 11%… pour un nombre de véhicules quasiment stable ; en 20 ans, les surfaces artificialisées ont augmenté quatre fois plus vite que la population. On construit en moyenne 300 000 logements chaque année, dont les deux tiers en maisons individuelles et pour celles-ci dans 70% des cas hors lotissements.
L'éparpillement urbain qui en résulte a de multiples conséquences : si on roule moins en voitures individuelles en ville, cela est compensé par les déplacements entre la ville et la campagne. Les routes et les lotissements contribuent au morcellement du territoire, ce qui a de multiples conséquences sur le maintien des espèces animales et végétales. Enfin, cela se traduit par des consommations énergétiques inutilement importantes. Les nouvelles lois d'urbanisme poussent à la densification de l'habitat. Il faut savoir qu'un lotissement bien conçu présente une densité qui peut être supérieure à celle des grands ensemble (3000 habitants au km^2) pour une sensation de bien-être importante, des densités qui peuvent s'accompagner du choix de faire de l'habitat sain. La densité n'est pas un obstacle à un habitat confortable et sain et doit donc être favorisée pour entraîner une diminution des pertes d'espaces naturels et de consommation d'énergie. *(D'après FNAUT-Infos, octobre 2007)*

DR

Fin du pétrole

> 100 $. Le cap des cent dollars le baril a été franchi le 2 janvier 2008.

> Après le pic de pétrole. *L'Institut Energy Watch Group*, un groupe de réflexion allemand indépendant des groupes pétroliers, a publié un rapport sur le pic de pétrole, fin novembre 2007. Il estime que 2006 marque l'année du pic de pétrole et prévoit une baisse assez rapide des possibilités d'extraction par la suite : 81 millions de barils par jour aujourd'hui, 58 en 2020, 39 en 2030. Cela signifie qu'il nous faudrait diviser par deux notre consommation mondiale en vingt ans ... alors que les prévisions actuelles tablent sur une hausse de 37%. Sur le papier, il semble tout à fait possible de mettre en place une politique d'économie du pétrole de cette ampleur, mais dans la pratique, rien n'est moins sûr. Les scénarios sont multiples. Les pessimistes pensent que l'on n'arrivera pas à diminuer notre consommation ... tout simplement parce que de grandes quantités de pétrole seront englouties dans des guerres pour maintenir le contrôle de ce qui reste, comme c'est le cas en Irak actuellement. D'autres craignent une crise boursière importante entraînant un bouleversement économique incontrôlé. Les optimistes calculent que les économies à faire sont de l'ordre de 2% par an au début avec une accélération ensuite. Il est facile au départ d'économiser ces 2%, puis cela ne devient possible que si l'on change notre rapport à cette énergie : mais c'est possible en investissant dans d'autres modes de transports, de chauffage ... à condition que l'on ne reporte pas les investissements nécessaires, ce que semblent ignorer nos politiques actuels. En théorie, prévoir une décroissance de la dépendance au pétrole de 2% par an n'est pas plus dur que de favoriser une augmentation de 2% par an. Y'a plus qu'à ...



P-E Weck

> Le pétrole pas assez cher ! En 2007, les ventes de voitures neuves en France ont augmenté de 7%. Ahurissant ! Si le pétrole a augmenté de près de 25% en un an, à la pompe, du fait des taxes, cela ne se traduit que par une hausse d'environ 9%. Et le prix du carburant ne représente encore qu'un peu plus de 10% du coût de fonctionnement d'une voiture ... Donc les automobilistes ne se préoccupent pas ou peu de cette hausse pour le moment. Espérons que la hausse s'accélère.

> Conséquences inégalitaires. En France le triplement rapide du prix du pétrole n'a que peu d'impact sur le budget des familles. Il en est déjà autrement pour les agriculteurs, les pêcheurs et les camionneurs qui ont un carburant moins taxé... C'est aussi plus marqué aux Etats-Unis où la hausse en dollar est répercutée intégralement et où les carburants sont moins taxés. Les hausses sont encore plus gravement ressenties dans les pays du Sud où le carburant n'est le plus souvent pas taxé. Avantage toutefois pour les pays du Sud : ils consomment peu de dérivés du pétrole.

Tarifs progressifs

Actuellement, plus vous consommez, plus vous bénéficiez de prix "de gros", prix moins chers qu'au détail. Un moyen d'aller vers la décroissance serait d'inverser ce système : fournir le nécessaire à bas prix puis le "trop" à prix plus cher. Cela aurait l'avantage de ne pas pénaliser les plus défavorisés et de faire payer aux plus riches leur surconsommation. Si on peut imaginer cela sans difficulté pour des services publics (eau, énergie ...), il est plus difficile de voir comment cela pourrait se passer dans le commerce ou le principe du prix de gros permet de financer la marge des revendeurs.

Toulouse

La religion de la croissance

Serge Latouche, économiste objecteur de croissance, auteur de nombreux ouvrages sur la question, animera une conférence-débat à l'Ecole supérieure de commerce, 20 boulevard Lascrosses, le jeudi 14 février 2008 à 20h30, à l'invitation du *GREP, Groupe de recherche pour l'éducation et la prospective, 5, rue des Gestes, BP 71340 Toulouse cedex 6, tél : 05 61 13 60 61.*

Hérault

Université d'été de l'Arche

L'Arche de la Borie-Noble lance ses Universités d'été les 18, 19 et 20 juillet 2008 autour du thème *la relation, de la philosophie à l'engagement* avec au programme une journée de débats autour de la présentation de textes de Lanza del Vasto, une journée sur la vie simple et la décroissance, une journée sur la désobéissance civile. Renseignements : *Gérard Sentou, 13, chemin du Jeu de Mail, 34450 Vias, www.arche-nonviolence.eu.*

Groupe décroissance

Un groupe local des objectrices et objecteurs de croissance s'est constitué à Béziers. Il se donne pour objectif de rassembler toutes les personnes qui se retrouvent dans les idées de la décroissance et d'organiser des actions diverses : information, manifestations, désobéissance civile ... Réunions un mardi sur deux de 18h30 à 21 h à la péniche "Le capharna'rhum". Renseignements : *Marie-Hélène Dupy, tél : 04 67 28 15 08.*

Nyons

Fonctionner en réseau

Après les débats de Cahors, Vassivière et La Louvesc en 2007, une proposition de structuration des objecteurs de croissance en lien avec le mouvement altermondialiste est en débat, structuration qui favoriserait le fonctionnement en réseau horizontal aux différents niveaux (régional, national, international). Pour faire avancer cette idée, une rencontre est organisée les 22, 23 et 24 février à Nyons à l'invitation d'Alter-Egales. Quatre débats en ateliers sont prévus : démocratie (représentation, élections, charte...), fondamentaux des collectifs (que chaque collectif qui en a vienne avec), nos désobéissances civiles, échanges de nos pratiques locales. Repas bio à prix coûtant. Renseignements : *http://portail.alterdigue.com ou tél : 04 75 27 11 64.*

Ain

Paul Ariès

Une conférence de Paul Ariès, politologue, auteur de "Décroissance ou barbarie" se tiendra à l'Espace 1500 à Ambérieu-en-Bugey, vendredi 15 février 2008 à 20h30. Renseignements : *Sylvain Magnus, tél : 04 74 34 54 16, sylvain.magnus@tiscali.fr.*

Avion, maïs, hélico et OGM…

Pour éviter que les oiseaux perturbent les mouvements des avions sur les aéroports, les agriculteurs voisins ne peuvent cultiver que certaines plantes à graines, dont le maïs. Mais aux Etats-Unis, celui-ci est attaqué par la chrysomèle qui détruit les racines. Cet insecte arrive en France le plus souvent en étant embarqué… dans des avions. D'où leur joie en découvrant ces champs autour des aéroports. Pour contrer les attaques et éviter leur propagation… les préfectures ordonnent des traitements par hélicoptères (faciles à faire depuis l'aéroport). Pour les producteurs bio voisins, la qualité bio est évidemment perdue. La suite ? Aux Etats-Unis, Monsanto propose déjà un maïs OGM qui ne craint pas l'insecte. On pourra sans doute bientôt le cultiver autour des aéroports… Sans entrer dans le débat sur l'avenir des aéroports, on peut suggérer aux agriculteurs de découvrir qu'il est possible aussi de cultiver de la luzerne, autorisée, riche en protéines, peu gourmande en intrants, pas concernée par la chrysomèle…

Rouen

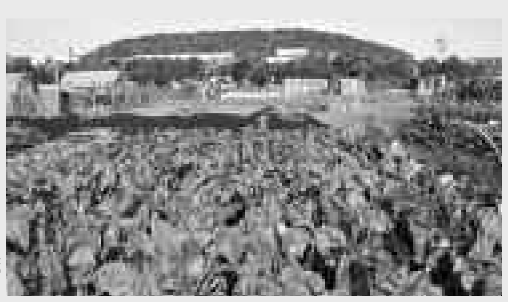
Jardins partagés

En 1998, un grand magasin et un parking de 700 places menacent d'engloutir quatre-vingts jardins familiaux, trois zones de maraîchage et une zone naturelle, dans la périphérie de Rouen. L'association pour la protection du site naturel de Repainville, APSNR, a réussi à convaincre les élus de protéger le site et aujourd'hui le lieu compte vingt jardins familiaux supplémentaires et une zone maraîchère bio qui emploie quatre personnes. Des chantiers verts sont organisés mensuellement pour favoriser la rencontre des bénéficiaires du lieu et des autres. Renseignements : *APSNR, chemin de Repainville, 76000 Rouen, tél : 06 14 15 78 37.*


DR


DR


DR


DR

Pauvres coccinelles!

Une enquête menée dans 160 points de vente bretons en produits de jardins montre l'ignorance des vendeurs. 80 % conseillent des herbicides chimiques pour désherber un fossé… alors que c'est interdit par la loi pour protéger la qualité de l'eau d'écoulement. 67 % conseillent un insecticide quand on leur présente des larves de coccinelles, alors que les coccinelles sont une aide pour le jardinier en consommant nombre de pucerons.

DR

Plan Barnier… pour aider la bio ?

Le 1er octobre 2007, Michel Barnier a présenté un plan pour doubler les surfaces de bio d'ici 2010. Mais… il annonce qu'il veut limiter les distorsions du marché de la bio, s'étonnant que 60 % des ventes se fassent en vente directe ou dans des magasins spécialisés… donc il souhaite sans doute que les grands magasins soient subventionnés ? Il promet également une enveloppe d'un million d'euros pour la formation… qu'il veut confier aux organisations professionnelles traditionnelles qui n'y connaissent rien… alors que des organismes de formation bio existent déjà. Il doublerait la recherche en ignorant de même les instituts comme l'Itab (Institut technique de l'agriculture biologique). Concernant le risque de contamination par les OGM, il n'en parle pas… avec le risque que comme en Espagne, la bio disparaisse totalement.

Kokopelli

Harcèlement judiciaire



Kokopelli commercialise 1200 variétés anciennes de plantes auprès de jardiniers amateurs de biodiversité. La loi européenne interdit aujourd'hui la commercialisation des espèces non répertoriées. Or pour être répertoriées au niveau européen, il faut payer une somme importante… ce qui ne peut être fait que pour des variétés fort diffusées et ce qui pousse de fait à diminuer la diversité de l'offre. Kokopelli s'est alors transformée en association puisque les échanges de plants non répertoriés restent possibles en dehors du commerce traditionnel. Une astuce qui n'a pas plu à des semenciers qui ont attaqué cette pratique au tribunal. Condamnée deux fois, Kokopelli



Gers

Sauver une terre en bio

Une exploitation agricole de 107 hectares en bio depuis sept ans est en vente, mitoyenne d'une autre exploitation bio gérée par la famille Kervel (4 frères et sœurs de 23 à 31 ans). Celle-ci, avec le soutien de la Confédération paysanne, du GABB 32 et de l'association Terre de liens, a mis en place une SCI pour collecter des fonds et pouvoir acheter ces terres menacées par la culture de maïs en intensif (et en OGM possible). Il s'agit d'en faire une exploitation en polyculture-élevage bio, encourageant la biodiversité et le retour des haies. On peut faire une promesse d'apport en prenant contact avec : *Famille Kervel, Castagnon, 32190 Castillon-Débats, tél : 05 62 64 41 80, robyn.kervel@neuf.fr.*

Espéranto

> Manifestation Paris-Saint-Jacques-de-Compostelle. Une manifestation en faveur de l'Europe multilingue avec l'espéranto comme langue intermédiaire, est organisée du 29 juin au 13 juillet 2008. Alternance de marches et de transferts en autobus. Bienvenue à tous, que vous parliez ou non l'espéranto. Envoi du rapport Grin commandé par le Haut conseil de l'évaluation de l'école sur demande. Soutiens et renseignements : *FKEA, Michèle Abada-Simmon, 288, avenue d'Argenteuil, 92600 Asnières, tél : 01 47 99 75 51, dpl.chevalier@laposte.net.*

> Martigues : rencontres. Du 9 au 12 mai, les associations Espéranto-France, JEFO, SAT-Amikaro, GEE (Enseignants), FKEA (catholiques), FET (travailleurs), Espéranto-Info... se retrouvent pour des débats autour de la culture méditerranéenne. *Espéranto-Info, mas Saint-Chély, 48210 Sainte-Enimie, tél : 04 66 48 58 48.*

"Si vous avez construit des châteaux en l'air, vous n'avez pas travaillé en vain car c'est là que tout devrait être. Maintenant, mettez dessous des fondations"
Henry David Thoreau.

Caravane amoureuse

Marc Vella est un pianiste nomade. En vingt ans, il a parcouru plus de 150 000 km avec son piano à queue. Il a joué très loin des salles de conservatoire où il a été formé. En 2004, il a effectué un périple en France, Espagne et Maroc ; en 2006, en Roumanie. Du 19 avril au 8 juin 2008, sa "caravane amoureuse" ira à la rencontre des gens en France et en Belgique, avec trois bus pour se déplacer et emmener ceux et celles qui veulent faire durer l'aventure plus que le temps d'un concert. Il devrait être accompagné par l'Ethiket'bus, un bus anglais aménagé en magasin éthique et centre de documentation sur les questions du commerce équitable, de la production locale... Le trajet est à l'étude pour rencontrer les "acteurs de l'ombre" : associatifs, travailleurs sociaux, de santé, élèves... Départ de Bordeaux puis passage à Bayonne, Lourdes, Toulouse, Perpignan, Marseille, Nice, Aix-en-Provence, Orange, Albertville, Chamonix, Lyon, Saint-Etienne, Clermont-Ferrand, Aurillac, Dijon, Mulhouse, Strasbourg, Nancy, Metz, Charleville-Mézières, Louvain-la-Neuve, Namur, Hasselt, Bruxelles, Roubaix, Vitry-sur-Seine, Paris, Rennes, Dinard, Blois... et Bordeaux. 6500 km au total. *Marc Vella, 26, rue du Touarte, 77580 Villiers-sur-Morin, tél : 01 64 63 60 39.*

Haute-Saône

Une école Freinet se construit

L'association EPI, Ecole pédagogie institutionnelle, s'est créée en 2002 afin de lutter contre l'exclusion scolaire d'enfants en difficulté pour des raisons psychologiques ou physiques. Depuis 2004, elle a ouvert une petite école à Chagey (près d'Héricourt) qui accueille dans une classe unique une douzaine d'enfants de 5 à 16 ans. L'éducation s'appuie sur les pédagogies Freinet et institutionnelle. Des familles demandent à mettre leurs enfants dans cette école, ce qui n'est plus possible par manque de place. D'où le projet d'ouvrir un petit internat pour une douzaine d'enfants supplémentaires. Le projet a été chiffré à un peu plus de 300 000 € et la moitié de la somme a déjà été réunie. Le chantier a commencé au printemps 2007, mais il manque toujours la fin du financement. Un appel est lancé pour trouver des personnes qui sont prêtes à investir dans l'école. *EPI, 8, rue de Faÿs, 70400 Coisevaux, tél : 03 84 46 05 87.*

Médias

Annoncée depuis deux ans, cette revue se veut un "digest" des bons articles de la presse alternative. Le premier numéro présente surtout des articles sur la santé et sur les énergies. Il annonce que le choix se fait selon trois niveaux : spirituel, émotionnel et physique, ce qui conduit à des articles pour le moins sélectifs.

> La Garance voyageuse, *48370 Saint-Germain-de-Calberte, www.garancevoyageuse.org*, dans son numéro 80, la revue du monde végétal se penche sur les mythes concernant les plantes mangeuses d'hommes, les plantes horribles... Comme quoi "la peur de la nature" présentée par François Terrasson vient de loin.



> La Brique, *35/24, rue des Sarrazins, 59000 Lille, www.labrique.net.* Depuis un an, ce bimestriel insolent présente luttes, contre-infos et alternatives en région lilloise. Plein d'articles intéressants pour les locaux comme pour les plus éloignés.

> Terre et humanisme, *Mas de Beaulieu, BP19, 07230 Lablachère, tél : 04 75 36 64 01.* Dans le n°59, la revue présente un excellent dossier sur "l'intelligence des mains" et la revalorisation nécessaire du travail manuel dans une société plus économe. 4 € le numéro.

Saône-et-Loire

Le Hameau de la Place

Le *Hameau de la Place* est un éco-lieu en création autour d'un domaine cultivé en biodynamie. Cet éco-lieu entend se développer selon les principes des *Oasis en tous lieux* définis par Pierre Rabhi : recherche de la plus grande autonomie possible, simplicité volontaire, entraide... Il accordera une large place aux techniques alternatives et cherchera à favoriser l'expression créatrice. 220 arbres fruitiers ont été plantés en 2005, ce qui permettra à une première famille de s'installer en mai 2008. La production fruitière, la transformation des fruits et la vente permettront une première activité professionnelle. Deux autres logements sont à restaurer pouvant accueillir deux autres familles. Une association gère les lieux ; une SCI est propriétaire du foncier et du bâti. On peut prendre des parts dans cette SCI pour favoriser l'évolution de l'éco-lieu. Pour en savoir plus : *Françoise Bruneau, La Place, 71520 Saint-Pierre-le-Vieux, tél : 06 50 15 13 28.*

Paris

Fée mini thé

Fée mini thé est un salon de thé qui s'est mis en place autour des idées de culture, de développement humain, d'écologie et de protection de la nature. Il propose un choix de 70 thés bios et/ou équitables, des cafés et chocolats équitables, ainsi qu'une petite restauration végétarienne et végétalienne, faite maison, la plus biologique possible. Le lieu est non-fumeur, sans alcool. L'endroit, calme, offre également un salon de lecture et une bibliothèque, des expositions et propose débats, animations, théâtre... *FéeMiniThé, 25, boulevard du Temple, 75003 Paris, tél : 01 48 04 56 19.*

Meurthe-et-Moselle

Amis de la Terre

Un nouveau groupe des Amis de la Terre vient de voir le jour dans le département. Il a mené sa première action au moment de Noël en distribuant des tracts appelant à ne pas subir la société de consommation. Le groupe entend être présent dans les forums sociaux, fêtes, soirées locales et partout où l'on peut éveiller les consciences. Contact *: Hervé au 03 83 51 28 05 ou Jean-François-Petit, jeffpetit@wanadoo.fr.*

alternatives

Lille

Commando théâtral

La Compagnie Tambours battants organise des stages autour de la question du cri, pour retrouver l'énergie de l'instant, savoir comment intervenir pour exprimer sa rage, sa joie, sa douleur, son plaisir… Cela se passe les 9 et 10 février à la MRES, Maison régionale de l'environnement et des solidarités. *Tambours battants, MRES, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 42 05 03, contact@tamboursbattants.org.*

Indre

Le bénévole, espèce en mutation ?

Pour les quatrièmes rendez-vous de l'économie sociale et solidaire, les 8 et 9 février 2008, l'Aprés, Association pour un réseau éthique et solidaire organise avec l'IUT de l'Indre à Châteauroux, propose des débats sur la place des bénévoles dans un secteur associatif de plus en plus professionnalisé. Programme : *Aprés, 2, avenue François-Mitterrand, 36000 Châteauroux, tél : 02 54 08 25 65.*

Dordogne

Village des Pruniers

Le Village des Pruniers a été fondé en 1982 par le moine Thich Nhat Hanh, 80 ans aujourd'hui, prônant un "bouddhisme engagé". Celui-ci a dû fuir le Vietnam en 1966 après que plusieurs membres de son association en faveur des plus pauvres aient été arrêtés ou tués pendant le conflit sur place. Le Village des Pruniers compte quatre hameaux, deux pour des moines, deux pour des nonnes, mais également quatre hameaux satellites pour y accueillir ceux qui veulent les rencontrer. Depuis plusieurs années, le centre organise des marches silencieuses pour demander à l'Unesco l'organisation d'un Institut d'éducation à la paix et à la non-violence. 1500 personnes ont participé à la dernière marche, dans Paris, le 22 octobre 2006. *Le Village des Pruniers, Le Pey, 24240 Thénac.*



Village de Pruniers.

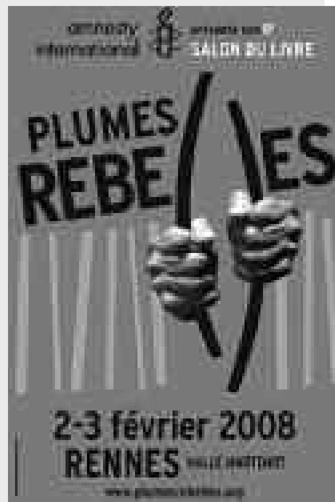
DR



Rennes

Plumes rebelles

La huitième édition du salon du livre organisée par Amnesty international se tiendra à la Halle Martenot, à Rennes, les 2 et 3 février 2008. Cet événement humaniste et citoyen réunira de nombreux stands d'éditeurs, de libraires et de revues, autour de rencontres avec les auteurs français et étrangers présents (tables rondes, cafés littéraires, dédicaces et expositions). Conçu comme un lieu d'échanges et de débats, à la croisée de la littérature et des droits humains, *Plumes Rebelles* ouvre ses thématiques engagées à l'écriture dans toute sa diversité : roman, essai, poésie, reportage, photographie, etc. Par la modicité du prix de location des stands d'exposants, *Plumes Rebelles* permet la visibilité des maisons d'édition, petites ou grandes, aux contenus éditoriaux exigeants, pour des libraires indépendants garants de la diversité de l'offre littéraire, et pour des revues indépendantes indispensables à la vie des idées. *Amnesty International, Plumes Rebelles, 32, quai Saint-Cyr, 35000 Rennes, tél : 02 99 33 76 33.*





Hélène Biensa

Hautes-Pyrénées

Remue-Méninges

L'association *Remue-Méninges* que nous avons présentée dans notre numéro spécial Ariège et Hautes-Pyrénées, va fêter ses dix ans cette année. Pour fêter les dix ans du festival du court-métrage qu'elle organise à Anères, elle tourne elle-même un court-métrage qui sera présenté lors du festival, du 7 au 11 mai 2008. Le choix étant d'avoir une animation le 22 de chaque mois, le tournage aura lieu comme il se doit un 22 (mars). Les autres activités des 22 : un carnaval (février), une fête du pain (avril), les 40 ans de Mai 68 (mai)… et toujours le deuxième vendredi du mois, la projection d'un court-métrage. Programme complet : *Remue-Méninges, café du village, 65150 Anères, tél : 05 62 39 79 38, festival.aneres.free.fr.*

Rhône-Alpes

22e Salon Primevère

Le 22e Primevère, salon de l'écologie et des alternatives, se tiendra à Eurexpo-Lyon les 29 février, 1er et 2 mars. 450 stands et une centaine de conférences et d'ateliers. Extraits du programme :

Vendredi 29 février

• 12 h : Atelier comment désobéir avec Xavier Renou • 16 h : Métiers : choisir une formation • 16 h : Vidéo : Bure : tous n'ont pas dit oui • 17 h : Croissance contre bien-être durable • 17 h : Le logo AB mis à mal • 18 h : Les labels du commerce équitable • 18 h : Vidéo : L'assiette sale • 19 h : Laissez-les grandir ici avec le Réseau Éducation Sans Frontière • 19 h : Réseau Habitat groupé • 19 h : Pourquoi ça ne va pas plus mal avec Patrick Viveret • 20 h : Métier : Apiculteur • 20 h : Vidéo : Volem rien foutre al païs

Samedi 1er mars

• 11 h : Le Bois Raméal Fragmenté • 11h30 : Métier : sage femme • 11h30 : Se préserver des rayonnements électromagnétiques • 13 h : Métier : Ingénieur environnement-ecodéveloppement • 14 h : Vidéo : La double face de la monnaie • 14 h : La catastrophe des agrocarburantsavec Fabrice Nicolino • 15h30 : La tyrannie technologique • 15h30 : Vidéo : Le beurre et l'argent du beurre • 16 h : Manger bio à la cantine • 16 h : Les autres valeurs de la monnaieavec Bernard Guibert • 16 h : Quelles attitudes face aux conflits du quotidien • 16 h : Où en est-on du Grenelle de l'environnement avec Marie-Christine Blandin • 17h30 : Vidéo : We feed the world • 18 h : L'autocontruction saine

Dimanche 2 mars

• 10h30 : Bio : équilibrer ses menus, son budget • 10h30 : Les vaccinsavec Sylvie Simon • 11 h : Le mini-éolien • 11 h : Métier : Producteur de plantes médicinales et huiles essentielles • 11 h : Vidéo : Alerte à Babylone • 11h30 : Vidéo : Notre pain quotidien • 12h30 : Quelle protection pour les lanceurs d'alerte avec Christian Vélot • 13 h : Métier : Géobiologue• 13 h : De la critique du sport • 13 h : Vidéo : Le silence des nanos • 14h30 : Métier : agriculteur bio • 14h30 : (Ré)inventer la gratuité • 14h30 : La souveraineté alimentaire• 15 h : Métier : Le commerce éthique • 15 h : La renucléarisation militaire de la France • 15 h : Vidéo : Braves gens, n'ayez plus peur • 16h30 : Santé-environnement : agir en réseau • 16h30 : De l'agro-industrie aux circuits courts • 17 h : Portage des bébés en écharpe

Programme complet : *Association Primevère, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, tél : 04 74 72 89 90.*

Fêtes, foires salons

> **Paris : 6e Naturally.** 31 janvier au 4 février, Cité des sciences de La Villette. *Naturally, 1, place Paul-Verlaine, 92100 Boulogne, tél : 03 86 78 19 20.*

> **Paris : 24e Médecines douces**. 7 au 11 février, Paris-Expo, porte de Versailles, 250 exposants, 10 conférences, 100 ateliers. *SPAS, 86, rue de Lille, 75007 Paris, tél : 01 45 56 09 09.*

> **Laval : Nature et Bien-être**. 16 et 17 février, parc des expositions de Laval-Saint-Berthevin, bio, habitat, santé, tourisme… *CCI, parc des expositions, 84, boulevard des Loges, 53940 Saint-Berthevin, tél : 02 43 91 47 77.*

Auvergne

La Fada ! Ni cahute ni soumise !

La Fada, la Fédération d'artistes demandeurs d'asile, une bande de joyeux coloristes plein de plâtres sur le visage, refaisaient lors de mon passage, le 18 juin 2007, une salle de danse en plein cœur de Clermont-Ferrand.
Ils étaient une dizaine, disons vingt enfin pourquoi pas trente à squatter un bel immeuble aux rivages du tramway futuriste. J'y ai trouvé Karyn, couturière et infographiste qui m'a confirmé que leur squat n'avait pas de couleur politique.
Bien qu'elle ait voté Alter comme Mathieu, guitariste normand, qui ne savait pas que Karyn avait voté Moustachu, qui ne savait pas que Matev, élève aux beaux-arts avait voté pour Mamie Poitou, tout en fabriquant sa chambre en boîtes d'œufs, tout ce beau monde s'efforce de pratiquer des activités artistiques. Pas de politique alors, demandais-je en avisant le mégaphone ravagé d'autocollants Ras le Front, CNT, et autres coucous de cette espèce.
Mais c'en est ! Des artistes pas tristes, illégalistes mais sans se faire de bile. En visitant cette grande bâtisse, on découvre une salle de bain si rouge, que j'ai cru que c'était là, que Marat avait été assassiné, une chambre si noire que j'ai demandé qui avait éteint la lumière, enfin une exposition sur la Tchétchénie terriblement apaisante en regard de ce que j'avais vu auparavant. Le rouge ? Le noir ? Vous vous dites ? Eh non, pas de politique. D'ailleurs la Fada n'a reçu aucun soutien de la gauche tendance Fadela Amara à Clermont-Ferrand.
L'originalité du lieu tient aux activités. Dans une salle, Massimo, la quarantaine bien sonnée, a entreposé des bouchons multicolores par milliers. Qu'est ce qu'il a du boire comme soda ! Dans une autre, ses téléviseurs habillés de pull couleur panthère attendent des acquéreurs comme à la SPA, mais il y a peu de chance ici...
Dans une autre, Marie, qui participe aux CRS, Clounes à responsabilité sociale, a étendu des bandelettes scriptibles sur un mur moutarde. Certains sont allés manifester avec la droite aux cris de *« Intermittent ! Rentre chez toi ! »* Ou « *Respectez les passages cloutés !* ». Quand je vous dis qu'ils ne font pas de politique...
Reste que la Fada a été expulsée en juillet 2007.
Tous ces primo squatteurs ont réinvesti cet hiver un nouveau lieu qui se veut une auberge au centre de la France. Quatre maisons servent de lieu de résidence comme de lieu artistique.
La Réserve, 86, rue Etienne-Dolet, 63000 Clermont-Ferrand, jaial.reserve@gmail.com.
Christophe Goby.

Lyon

amdam

ndam est un lieu collectif où vivent et aillent des artistes. Il a la particularité disposer d'un immense jardin aménagé gressivement. Aujourd'hui les jardins sont issés et le collectif d'artistes à lancé un el pour la mise en place d'un jardin partavec des personnes extérieures. *Ramdam, chemin des Santons, 69110 Sainte-Foy-Lyon, tél : 04 78 59 62 62.*


DR
Ramdam.

Aveyron

Formateurs pour personnes en difficulté éducative

L'Aspré, Association pour accompagner et soutenir des personnes en recherche et/ou difficulté éducative, propose une formation professionnelle de 300 heures (méthode, théorie, stage de terrain, accompagnement individuel) à des personnes souhaitant s'investir dans le domaine. La formation se déroule de février à octobre 2008. Des modules peuvent être suivis de manière sélective sans suivre toute la formation. *Aspré, Brigitte Cassette, Le Champ des Baumes, route de Saint-Martin, 12100 Millau, tél : 05 65 62 29 70.*

Gard

Le Merlet

Le Merlet est une association qui organise des camps pour les jeunes de 7 à 17 ans avec une volonté pédagogique et des activités de découverte de l'environnement, de pleine nature et des ateliers d'expression. Ces camps permettent la découverte des gorges du Tarn. Un catalogue pour les vacances de printemps et d'été est disponible : *Le Merlet, route de Nîmes, 30270 Saint-Jean-du-Gard, tél : 04 66 85 18 19.*

Alpes-de-Haute-Provence

Ecovillage d'artistes

Michel Lamouche s'est installé dans un ancien village presqu'abandonné, le hameau de Tanaron, à une dizaine de kilomètres de Dignes, avec l'idée de le restaurer et d'y inciter d'autres comédiens et artistes à venir y vivre. Situé dans un environnement magnifique, il peut accueillir plusieurs foyers. Pour en savoir plus : *Michel Lamouche, hameau Tanaron, 04000 La Robine-sur-Galabre, tél : 02 92 32 56 91.*

Ardèche

Le Sycomore

Après cinq années passées à la communauté de l'Arche de Saint-Antoine (Isère), Sabine et Dominique Belsœur se lancent dans un projet de lieu d'accueil, de partage d'expériences et d'ouvertures spirituelles, culturelles et sociales. Ils ont trouvé pour cela un ancien bâtiment religieux de 1000 m² en état de fonctionnement avec un terrain de 2500 m², à Lalouvesc. Ce bâtiment étant vendu 350 000 €, ils ont mis en place la SCI le Sycomore qui peut accueillir d'autres associés, ainsi qu'une association pour les personnes qui veulent seulement aider financièrement. Pour en savoir plus sur ce projet : *Dominique et Sabine Belsœur, L'Arche, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél : 04 76 36 48 31.*

Isère

Communauté de l'Arche

La Communauté de l'Arche organise tout au long de l'année des stages sur différents sujets. Du 1er au 3 février 2008, *l'argent et mon pouvoir d'achat dans ma vie ;* 19 au 21 février, *Auteur de sa vie, acteur dans le monde ;* du 1er au 4 mai, *conflit et relation ;* du 24 au 29 août, *vivre en paix ça s'apprend...* et beaucoup de stages sur le développement personnel, la santé, la spiritualité. *L'Arche, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél : 04 76 36 45 97.*

Lyon

Bébé terrien

Le 1er décembre 2007 a ouvert à Lyon, à l'initiative d'Emmanuelle Valentin, *Bébé terrien* une boutique dédiée à la parentalité et à l'enfance qui propose un lieu de rencontre pour échanger des conseils sur les démarches alternatives et trouver des produits comme des couches lavables, des écharpes de portage, des accessoires pour l'allaitement, des vêtements, jouets, produits d'hygiène... *Bébé terrien, 20, rue Terme, 69001 Lyon,*





Marie Clem's

Un petit coin pour soulager la planète

Combien y a-t-il d'utilisateurs de toilettes sèches en France ? Difficile à savoir. Par contre, le superbe livre de Christophe Elain *Un petit coin pour soulager la planète* a déjà dépassé le cap des 10 000 exemplaires. L'intégralité du bénéfice, 20 000 €, a été partagé entre des projets de toilettes sèches dans des villages en Inde et au Bengladesh, ainsi que dans des camps de Roms en région parisienne. Une nouvelle édition est maintenant disponible chez un nouvel éditeur contre 10 € (+ 3 € de port) auprès de *Editions Eauphilane, chez Moreau, 24600 Vanxains, tél : 05 53 91 22 29.*



Var

Ouvert et durable

L'association *Ouvert et durable* propose des mini-chantiers écoles tout au long de l'année ; sur une journée : le chanvre (9 février), terre crue et briques compressées (29 mars), séchoir solaire (10 mai), la chaux dans tous ses états (7 et 8 juin), pierre sèche et calade (28 juin). Elle propose également un chantier participatif du 5 au 7 mars pour une construction associant terre crue et pierre sèche... *Ouvert et durable, 4405, chemin de Correns, 83570 Cotignac, tél : 08 72 27 78 09.*

Pas-de-Calais

A petits pas

L'association *A petits pas* propose des journées de formation, de visites et de chantier sur l'éco-construction tout au long de l'année. *A Petits pas, 16, rue de Canlers, 62310 Ruisseauville, tél : 03 21 41 70 07.*

Loire-Atlantique

Maçonnerie en écoconstruction

Le centre de formation professionnelle *Noria et compagnie* propose à des professionnels ou des demandeurs d'emploi des formations dans le domaine de l'écoconstruction. Une formation en maçonnerie se tiendra du 10 mars au 24 octobre 2008. *Noria et Compagnie, 4 bis, rue Jean-du-Dresnay, 44460 Fegreac, tél : 02 40 88 99 39.*

Gironde

Alternabois

Alternabois est une jeune société qui s'est créé en janvier 2006 à l'issue d'un programme de recherche du centre technique du bois de Bordeaux. Elle propose des lames de bois de terrasses et du mobilier de jardin en bois d'acacia. Ce bois, issu de forêts européennes gérées de manière durable, est une alternative à l'utilisation des bois tropicaux. *Alternabois, 1886, avenue de Pierroton, 33127 Saint-Jean-Illac, tél : 06 89 49 93 86.*

Hautes-Alpes

Restauration du patrimoine

L'association *Le Gabion* organise du 14 avril au 10 décembre 2008 une formation professionnelle "ouvrier en restauration du patrimoine" ouverte à des demandeurs d'emploi de la région PACA ayant une petite expérience du bâtiment. *Le Gabion, domaine du Pont-Neuf, 05200 Embrun, tél : 04 92 43 89 66.*

Drôme

Basse consommation et décoration

L'association Quint'essence propose le 9 février 2008 une présentation des maisons basse consommation : aperçu des techniques, comparatif des isolants... et le 8 mars, une présentation de la décoration et aménagement écologiques de l'habitat. *Quint'essence, Jean-Claude Mengoni, Ribière, 26150 Saint-Andéol-en-Quint, tél : 04 75 21 26 34.*

Rhône

Jardin solidaire et bâtiment bioclimatique

Le jardin de Cocagne de Bully, jardin d'insertion cultivé en biologique, déménage fin 2008 (suite à la poursuite du projet de l'A89) sur un terrain de la Tour-de-Salvigny où ils envisagent de construire un bâtiment bioclimatique en bottes de paille, avec ossature bois, puits canadien, serre agricole pour les semis, chambre froide, bureaux et salle de réunion, solaire photovoltaïque... Une souscription est lancée sur la base du prix d'une botte de paille installée (soit 20 €). On peut en savoir plus sur le projet *: Jardin de cocagne, chemin de Goutte-Martin, 69210 Bully, www.jardnco.org.*

Ariège

Construire et consommer autrement

L'association Phébus-Ariège avec l'aide de l'association Ecorce propose différentes formations sur les énergies renouvelables dans la maison et sur l'habitat sain notamment le solaire thermique (28 et 29 mars 2008), construire et consommer autrement (9 au 12 avril). *Phébus-Ariège, 6, rue du Ploumail, 09600 Dun, tél : 05 61 68 62 17.*



DR

Pour des livres dans les bibliothèques

Depuis 2000, l'association APPER anime un site internet (www.apper-solaire.org) où l'on trouve de l'information sur les capteurs solaires pour produire de l'eau chaude. Un forum permet de discuter de questions techniques pour ceux qui se lancent dans l'autoconstruction. Depuis 2005, l'APPER cherche à équiper les bibliothèques et médiathèques de livres sur l'énergie solaire thermique et l'eau chaude. Le financement de l'opération est assuré par des dons et par des bénéfices faits sur des groupements d'achat de matériel solaire. L'association lance un appel aux volontaires pour recenser ce qui est déjà mis à disposition par les bibliothèques et leur proposer une liste d'ouvrages. Cette liste d'ouvrages peut être demandée à l'association. L'action proposée ne coûte que du temps. *APPER-Solaire, chemin des Serres, 04170 Saint-André-les-Alpes.*

Loire-Atlantique

Rencontres de la cuisson solaire

Bolivia Inti, association spécialisée dans la promotion des cuiseurs solaires en Amérique du Sud, a lancé l'idée d'un "Grenelle de la cuisson solaire et écologique" qui se tiendra les 8 et 9 mai 2008 au centre de vacances des Korrigans, à Le Pouliguen, près de la Baule (Loire-Atlantique). *Bolivia Inti, 1, rue Julien-Grolleau, 44200 Nantes, tél : 02 51 86 04 04.*

Loire

Formations

Le Greta roannais, en collaboration avec le groupe énergies renouvelables et Oïkos, association pour l'habitat écologique, propose des formations professionnelles tout au long de l'année, une partie des frais pouvant être prise en charge par la région : solaire photovoltaïque (5 au 8 février, 10 au 13 juin), bois énergie (18 au 22 février, 14 au 18 avril), géothermie et pompes à chaleur (25 au 29 février, 21 au 25 avril, 2 au 6 juin), zinguerie et intégration de capteurs solaires (3 au 7 mars), ossature bois et construction paille (17 au 21 mars), pisé et enduits de terre (25 au 27 mars), chaux, enduits et finitions (2 au 4 avril), électricité biocompatible (9 et 10 avril), solaire thermique : formation Qualisol (21 au 24 avril puis 30 juin au 3 juillet), micro-éolien et micro-hydraulique (13 au 16 mai), recycler et économiser dans la maison (21 au 23 mai), les énergies renouvelables dans l'habitat (28 au 30 mai), architecture bioclimatique et solaire passif (3 au 6 juin). Le Greta propose aussi des formations longues de plombier chauffagiste installateur en énergies renouvelables (septembre 2008 à juin 2009), bio-électricien (septembre 2008 à juin 2009), écoconstructeur (octobre 2008 à juin 2009). *Greta du Roannais, 4, impasse Champromis, 42300 Roanne, tél : 04 77 23 05 05.*

Communes championnes des renouvelables

L'édition 2007 du Championnat énergies renouvelables des communes, organisé par le CLER, Comité de liaison énergies renouvelables, a mobilisé 112 communes qui ont concouru dans trois catégories : équipements en solaire thermique, en solaire photovoltaïque et en bois énergie (chaudières automatiques).
Le classement se fait selon le ratio puissance installée sur nombre d'habitants, avec trois catégories : moins de 2000 habitants, entre 2000 et 50 000, plus de 50 000.
Lauréats pour le solaire photovoltaïque : Les Ilhes Cabardès (57 h, Aude), Sainte-Anne (4900 h, Martinique) et Fort-de-France (94 000 h, Martinique).
Pour le solaire thermique : Rupt-Devant-Saint-Mihiel (53 h, Meuse), Montmélian (4000 h, Savoie) et Chambéry (58 000 h, Savoie).
Pour le bois énergie : Felletin (1800 h, Creuse), Jonzac (4300 h, Charente-Maritime), Vénissieux (56 000 h, Rhône).
Il n'y a pas encore de concours pour l'éolien.
Les lauréats ont reçu une médaille, fondue au four solaire de Mont-Louis (Pyrénées-Orientales).



Corse

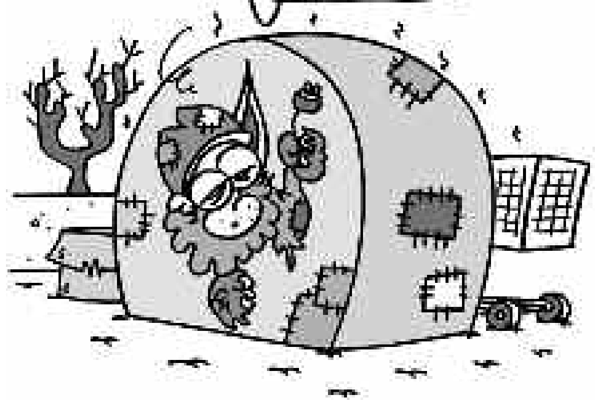
Oui au soleil

La Corse bénéficie d'un ensoleillement remarquable... et dépend pourtant encore aujourd'hui pour son eau chaude essentiellement du pétrole et du gaz. Le WWF, Fonds mondial pour la nature et l'Université de Corse ont lancé une campagne "Oui au soleil" qui demande que soit mise en place une législation sur l'île comme il en existe en Catalogne et qui oblige à prévoir des chauffe-eau solaires sur l'ensemble des constructions neuves, des installations qui peuvent couvrir environ 70 % des besoins en eau chaude sans aucune pollution. *WWF, 1, carrefour de Longchamp, 75016 Paris, tél : 01 55 25 84 84.*

Record de consommation

Avec 88,9 GW de puissance atteint le 17 décembre 2007 à 19h, la France vient de battre un record. Explication : il faisait froid (légèrement en dessous des normales saisonnières) et le chauffage électrique a tourné à fond. Selon RTE, Réseau de transport d'électricité, une baisse de 1°C entraîne une hausse de la demande de 1700 MW. Comme les centrales nucléaires ne peuvent assurer une production en pointe, la France a importé de l'électricité (pour 1600 MW) depuis des centrales au fioul et au charbon, battant ainsi ses émissions de gaz à effet de serre et ceci alors que 54 des 58 réacteurs fonctionnaient normalement. RTE reconnaît dans un article du *Monde* du 21 décembre 2007, qu'il faut faire des investissements pour assurer ces pointes de puissance... Ce qui ne peut passer par le nucléaire. Une étude conjointe menée par RTE et l'Ademe, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, l'utilisation du chauffage électrique en pointe provoque une émission de CO_2 de 500 à 600 g par kWh alors qu'EDF annonçait jusqu'à maintenant seulement 180 g. Comme quoi le nucléaire ne permet pas de lutte contre l'effet de serre.

RECORD DE LA CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ EN FRANCE



nucléaire

Japon

Réacteurs définitivement arrêtés ?

Suite au tremblement de terre de juillet 2007, les sept réacteurs de la plus grosse centrale du monde, à Kashiwazaki-Kariwa, près de Tokyo, ont été arrêtés en urgence. Au départ, il avait été annoncé qu'il faudrait au moins un an avant la remise en route des réacteurs. Mais les expertises qui se poursuivent actuellement sont plus pessimistes. Dans les quatre plus anciens réacteurs, il y a des doutes sur le bon fonctionnement des barres de contrôle qui doivent descendre instantanément en cas de perte de contrôle : la structure a bougé et les barres pourraient rester bloquées comme cela s'est produit lors de plusieurs essais. Au mieux, les trois réacteurs les plus récents pourraient redémarrer… d'ici deux ans. Les autres, pas sûr.

Allemagne

Cancers infantiles en hausse

Une étude de l'Office fédéral de protection contre les radiations pour le ministère de l'environnement, portant sur la période 1980-2003 met en évidence, dans un rayon de 5 km autour des 21 centrales allemandes, une augmentation du taux de cancer chez les enfants de 60% (77 cas au lieu de 48 attendus) et pour la seule leucémie de 117% (37 cas au lieu de 17 attendus).
(AFP, 8 décembre 2007)
Après les révélations des autorités allemandes sur l'augmentation des cancers chez les enfants habitant au voisinage des centrales nucléaires, les autorités suisses ont lancé une enquête similaire à partir des registres du cancer dans le pays. Mi-décembre 2007, le Réseau Sortir du nucléaire a demandé au gouvernement français d'engager la même étude. Celui-ci a alors lancé une étude, pour voir si l'étude allemande est valide !

Genève

Pour l'indépendance de l'OMS

Le 1er décembre 2007, vingt et une personnes issues du domaine de la santé ont lancé un appel public pour demander aux Etats membres de promouvoir l'indépendance de l'OMS. Parmi les signataires, on compte les conseillères nationales socialistes suisse Maria Roth-Bernasconi et Marina Carobbio ainsi que la future conseillère aux Etats socialiste Liliane Maury Pasquier, respectivement infirmière, médecin et sage-femme, on compte également Michel Fernex, professeur émérite de médecine de la faculté de Bâle, Rosaly Bertell, épidémiologiste (USA), Youri Bandajevsky, médecin de Gomel (Biélorussie), Abraham Béhart, président français des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire, Denis Fauconnier, médecin généraliste Corse…
Cet appel vient soutenir les militants qui depuis le 26 avril 2007, date de l'anniversaire de l'accident de Tchernobyl, se relaient silencieusement devant l'entrée de l'OMS et dénoncent l'accord qui lie l'OMS à l'AIEA et qui empêche l'OMS de donner sa version des faits sur la question du nucléaire sans avoir au préalable subi la censure de la très pro-nucléaire Agence internationale de l'énergie atomique.
Une intensification de la présence est souhaitée à partir du 26 avril 2008, date anniversaire de Tchernobyl et de l'action et jusqu'à mi-mai 2008, pour l'Assemblée mondiale de la santé. Les personnes qui peuvent se libérer quelques jours sont invitées à réserver leur présence en priorité pour cette période.
Contacts en France : André Larivière, tél : 04 71 76 36 40 ou 06 76 69 54 98, Yann Forget, tél : 04 50 92 64 69, en Suisse : Philippe de Rougemont, 022 344 38 31.



Yann Forget



Du nucléaire civil à la bombe

Le 17 décembre 2007, le gouvernement allemand, par la voix de son ministre des affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, a mis en garde la France contre les risques de prolifération à partir du nucléaire civil. Il a rappelé que si la coopération internationale dans ce domaine a un sens, il ne faut pas oublier qu'une technologie nucléaire civile peut permettre à des pays mal intentionnés de se doter de l'arme nucléaire. Il a clairement exprimé l'inquiétude du gouvernement allemand vis-à-vis des accords passés entre la France et la Libye.

Fessenheim

Demande d'expertise

Le Réseau Sortir du nucléaire a révélé depuis déjà longtemps que la plupart des centrales nucléaires ont été construites en France avec des données sismiques sous-évaluées. EDF jusqu'à maintenant fait le gros dos à chaque fois que les autorités de sûreté demandent une mise aux normes qui coûterait fort cher. Cette polémique est suivie de fort près par les autorités suisses du canton de Bâle et du Jura qui ont demandé officiellement à la France, le 12 décembre 2007, qu'une expertise soit faite sur la centrale de Fessenheim, plus vieille centrale en activité.



Greenpeace

Action de Greenpeace dans 315 communes du département, 1200 affiches posées, 25 février 2007.

Drôme

Stages CRII-Rad

La CRII-Rad, Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité, propose deux stages tout public : utilisation d'un compteur Geiger (samedi 15 mars de 9 h à 13 h), et radioactivité et radioprotection (samedi 8 mars de 9 h à 18h). Inscriptions : *CRII-Rad, Le Cime, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél : 04 75 41 82 50.*

Paris : évacuation des SDF.



E. Morales



E. Morales



E. Morales

Sans-logement

> Londres : SDF en baisse. Les services sociaux estiment que le nombre de SDF a été divisé par quatre à Londres en dix ans. Cela est la conséquence d'une politique volontaire du gouvernement Blair qui a décidé d'agir en amont, en développant des aides municipales pour éviter les expulsions pour loyers impayés. Comme quoi, c'est possible !

> Paris : chasse aux SDF ? Après 72 jours de camping rue de la Banque, ce sont finalement 374 familles mal-logées qui ont obtenu le vendredi 14 décembre 2007, l'engagement de l'Etat d'être relogés dans un délai d'un an… Pas de quoi satisfaire d'autres mal-logés : le 15 décembre 2007, les Enfants de Don Quichotte, Emmaüs et le Secours Catholique essayaient d'installer deux cents tentes sur les quais de Seine, au niveau de Notre-Dame. Evacuées sans ménagement par les CRS, de nombreuses personnes ont été brutalisées et l'une est même tombée à l'eau. Car si les promesses se multiplient, concrètement, les responsables d'associations dénoncent toutes qu'il ne se fait rien ou pas grand chose.

Non à la pénalisation du travail social !

Le lundi 19 novembre 2007, deux intervenantes sociales travaillant pour *France terre d'asile*, dans le cadre d'un dispositif de protection de l'enfance financé par l'Etat, ont été interpellées au petit matin à leur domicile parisien. Fouille au corps, perquisition, saisie de l'ordinateur personnel, transfert menottées à Coquelles dans le Pas-de-Calais, maintien en garde à vue pendant plus de 12 heures pour l'une et 24 heures pour l'autre ; ce traitement musclé avait pour but de vérifier, selon le procureur de la République de Boulogne-sur-Mer, si elles s'étaient rendues complices ou non d'aide au séjour irrégulier. Il conclura à une générosité "mal placée". Cet incident n'est pas isolé. De plus en plus de travailleurs sociaux se trouvent confrontés, dans leur exercice professionnel, à la situation des "sans" : sans papiers, sans domicile, sans emploi… Au final, sans existence.

Parmi ces personnes, que certaines politiques publiques veulent rendre invisibles, les migrants sont particulièrement visés à plusieurs titres : celui d'être précaires, étrangers et éventuellement en situation irrégulière. Dans ce contexte, les intervenants sociaux tentent, conformément aux missions du travail social, de venir en aide à tous, indépendamment de leur origine et nationalité. Ce faisant, ils participent au maintien du pacte social et républicain de notre pays fondé sur la liberté, l'égalité et la fraternité.

En 2003, la loi sur la maîtrise de l'immigration a introduit une immunité humanitaire pour protéger les associations et leur personnel. Dans une décision du 2 mars 2004, le Conseil constitutionnel a rappelé que "le délit d'aide au séjour irrégulier d'un étranger en France commis en bande organisée ne saurait concerner les organismes humanitaires d'aide aux étrangers". Cette décision s'applique à l'ensemble du secteur social dont les missions s'inscrivent, pour l'essentiel, dans un cadre normatif défini par le Code de l'action sociale et des familles.

Une pétition pour rappeler le droit au gouvernement a été lancée le 20 novembre 2007, soutenue par de très nombreuses associations de défense des droits humains. *France terre d'asile, 24, rue Marc-Seguin, 75018 Paris, tél : 01 53 04 39 99.*

Fichages

> Contre le fichage ADN. En 2003, le fichage ADN ne concernait que les criminels dangereux et on comptait 2807 personnes fichées. Depuis, à force d'élargir le domaine d'application des tests ADN, le gouvernement annonce qu'il y a maintenant 450 000 personnes fichées. Pour seulement 60 000 en prison ! Le fichage ADN touche de plus en plus de militants. Dans le but d'informer sur les enjeux du fichage ADN et de son refus, une belle brochure assez complète a été écrite. Elle est accompagnée d'une compilation CD, regroupant des morceaux de styles assez différents (punk, rap, slam, électro...) mais comportant tous des paroles autour du fichage ADN. Les sous récoltés par la vente de cette compilation iront aux personnes condamnées pour refus de prélèvement ADN. Prix libre, commande à : *compile-adn@no-log.org*.

> Pétition contre le fichage des élèves. Depuis 2004, le Ministère de l'éducation nationale a décidé de mettre en place un fichier "base élèves" pour les écoles primaires. Appelé "base élèves", il devrait faire l'objet d'un énorme fichier centralisé étendu à l'ensemble du territoire d'ici 2009. Alors que jusqu'à maintenant le suivi des élèves se fait par son livret scolaire, dès l'âge de trois ans, l'enfant se voit attribuer un numéro et tout ce qui concerne sa scolarité, ses difficultés, sera consigné dans un fichier informatique. La mise en place de ce fichier a commencé à l'insu des parents. Dans les Pyrénées-Atlantiques, la FCPE, la Ligue des droits de l'Homme, le MRAP, le SGEN-CFDT, la FSU, CGT Education, RESF et d'autres associations, ont lancé une pétition contre ce fichage… qui va permettre de contrôler bien évidemment aussi les parents (sans papiers par exemple). Pétition sur internet : www.fcpe64.org ou par courrier : *FCPE, Salle 601, complexe de la République, rue Carnot, 64000 Pau, tél : 05 59 27 23 07*.

> Occupation de la CNIL. La CNIL, commission nationale informatique et liberté, a été créée en 1978 pour veiller au respect des libertés de chacun face au développement de l'outil informatique. Le 14 décembre 2007, une soixantaine de militants venus de différents collectifs (Oblomoff, Pièces et Main d'Œuvre, Mouvement pour l'abolition de la Carte d'identité, Halte aux puces !, Coordination contre la biométrie, Souriez, vous êtes filmés !) se sont invités au siège de l'institution pour provoquer un débat sur l'utilité de cette institution qui en trente ans n'a jamais bloqué un seul projet étatique permettant le fichage de la population. Après un débat avec les salariés, les militants ont prononcé la dissolution de la CNIL, jugée inopérante. Les salariés ont demandé le départ des militants… ceux-ci demandant le départ des salariés. Seule les gardes-mobiles ont réussi à trancher le débat en évacuant… les militants, lesquels ont conclu que "la CNIL, c'est CNUL". Tous ont ensuite été fichés, sur un fichier évidemment autorisé par la CNIL.

> Lyon : étudiants sous surveillance. Lors de la visite de la ministre de l'Enseignement, à l'université Lyon II, le 17 octobre 2007, les étudiants ont pu découvrir un tract très documenté sur les méthodes expérimentales mises en place sur le campus dans le cadre d'un programme de recherche menée par l'Ecole centrale de Lyon en partenariat avec différentes entreprises proches du ministère de la Défense. Ainsi, les étudiants ont appris qu'ils étaient soumis à une vidéosurveillance constante depuis juin 2004, dans le cadre d'un programme visant à améliorer les capacités de reconnaissances par ce biais et la possibilité de suivre une personne automatiquement par caméras interposées. Le laboratoire du CNRS qui effectue les recherches se prénomme Liris, il travaille en collaboration avec une société privée Foxstream dont l'adresse est située sur le campus de Lyon I et dont le patron est Jean-Baptiste Ducatez, tête de liste PS à Genas, commune à l'ouest du campus. L'autonomie des universités passe-t-elle par un financement militaro-industriel ? (*pour en savoir plus : http://rebellyon.info/article4349.html*)



Université de Jussieu.

Amiante

› Un médecin du travail inculpé. Le docteur Claude Raffaelli a été médecin du travail pendant vingt-cinq ans à l'usine Ferodo-Valéo de Condé-sur-Noireau (Calvados). Il a été mis en examen le 23 octobre 2007 pour "non assistance en personne en danger" et "homicides et blessures volontaires". Membre du Comité permanent amiante, créé par les industriels pour défendre l'utilisation de l'amiante, il est soupçonné d'une 'abstention fautive" pour ne pas avoir informé les salariés de l'usine sur les risques encourus et pour ne pas avoir établi de fiches d'inaptitude. C'est la première fois qu'un médecin du travail est poursuivi en justice.

› Jussieu : les profs en meurent. Ils ont été parmi les premiers à dénoncer les méfaits de l'amiante dans leur université parisienne, mais aussi partout ailleurs. De formation scientifique, ils connaissaient les dangers de la fibre et dès les années 70 ont remué ciel et terre pour obtenir le désamiantage de l'université. Si celui-ci est en cours, l'Institut national de veille sanitaire vient de reconnaître que quatre hommes et une femme, enseignants-chercheurs, sont aujourd'hui atteints d'un cancer… alors que jusqu'à maintenant, c'était surtout le personnel technique qui était touché.

Vaccins

Plaintes collectives :

le 3 janvier 2008, 18 personnes atteintes de scléroses en plaques suite à une vaccination contre l'hépatite B, ont déposé plainte devant Mme Bertella-Geffroy, juge d'instruction au pôle sanitaire du Tribunal de grande instance de Paris. L'association *Action Santé Environnement* s'est constituée partie civile. Ces malades dénoncent les obstacles qui depuis quinze ans pour les plus anciens, sont mis en avant pour les empêcher d'obtenir réparation en justice. *Action Santé Environnement, Maison des Associations. 1/3, rue Frédérick-Lemaitre. 75020 Paris, tél : 06 37 29 73 81.*

Hérault

Sage-femme en procès

Françoise Servent, qui exerce depuis 26 ans et qui a déjà aidé à près de 800 accouchements à domicile, fait l'objet d'une instruction judiciaire suite à la naissance d'un bébé sans vie. Particularité : ce n'est pas la famille du bébé qui a porté plainte, mais, deux ans après, le Parquet. Dans le département, un projet de Maison de naissance avait déjà été bloqué par les médecins et Françoise Servent est la sage-femme libérale qui a fait le plus d'accouchement à domicile de l'Hérault. Avec une mort sur 800 accouchements, elle fait mieux que les cliniques ! Mais qu'importe, un procès est en cours, un moyen de discréditer l'accouchement à domicile. Une association s'est mise en place pour la soutenir : *Asaad, Pratcoustals, 30120 Arphy, tél : 04 67 99 09 37, www. soutienaadfrancoiseservent.blog.fr*

Champs électromagnétiques

› Téléphone portable : un badge contre. L'association *Buzzkompany* propose différentes réalisations et actions dans le domaine de l'alternative. En novembre 2007, elle a lancé la fabrication d'un badge représentant un téléphone portable barré d'une croix rouge à porter pour inciter les autres à ne pas utiliser de téléphones portables à proximité. Le badge est disponible pour 1 euro franco de port l'exemplaire. *Buzzkompany, Minédroch, 56320 Priziac, tél : 09 52 59 02 62.*

› Paris : moratoire sur le wifi. Après avoir pris connaissance d'une étude américaine transmise par les associations *Priartem* et *Agir pour l'environnement*, concluant par l'urgence de revenir à des liaisons par fil pour éviter des champs électromagnétiques nocifs, les syndicats sont intervenus lors du Comité d''hygiène et de sécurité de la Direction des affaires culturelles de la Ville de Paris, le 28 novembre 2007, et ont obtenu un moratoire sur l'installation de zones wifi dans les bibliothèques de la capitale. Plusieurs personnes de bibliothèques récemment connectées (10e, 11e, 13e, 14e, 16e et 18e) sont venues témoigner des troubles qu'elles ressentaient : maux de têtes, vertiges, malaises, douleurs musculaires… certaines ayant même dû exercer leur droit de retrait, tant la situation était, pour elles, devenue insupportable. Les syndicats ont tous voté le moratoire sauf la CFDT qui, comme les représentants de l'administration, s'est abstenue.

› Lyon : méfiance des kiosquiers. Alors qu'à Paris, on se dirige vers une modération du wifi, à Lyon, depuis début décembre, la ville expérimente le libre accès à internet par wifi en plaçant les antennes relais (portant à 150 m) sur des kiosques à journaux… Seulement les kiosquiers lisent la presse et sont au courant des problèmes de santé apparus dans les bibliothèques de Paris et certains se sont déjà opposés à l'installation des antennes au-dessus d'eux.

Tabac

Plus de monde dans les bars et les restaurants

Le lobby du tabac a essayé de monter les restaurateurs contre les mesures d'interdiction qui sont entrées en vigueur le 1er janvier 2008. En vain, car les chiffres sont là : en Italie où la même mesure a été prise depuis un an, la fréquentation des bars et des restaurants a connu une hausse de 26% ! En France, des sondages commandés par la profession indiquent également une légère baisse de fréquentation chez les fumeurs, mais une hausse sensible chez les non-fumeurs, ces derniers étant largement majoritaire maintenant dans la population.

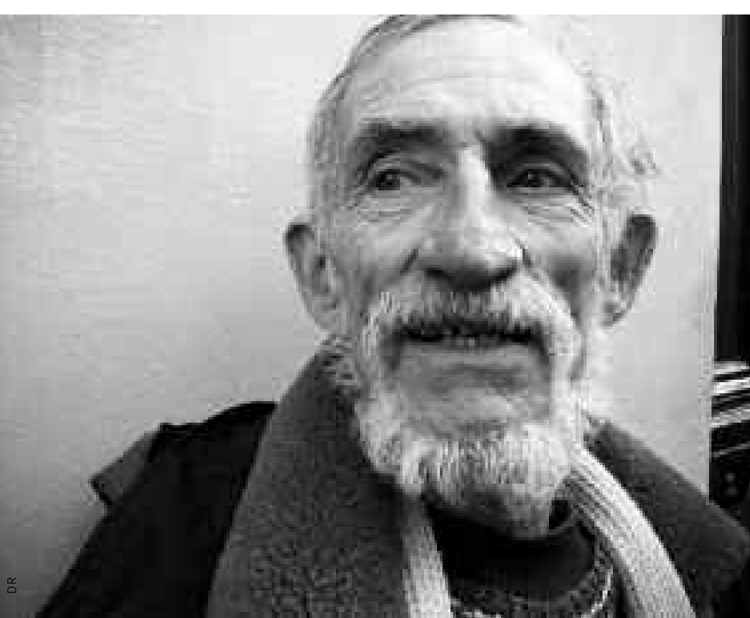

DR



DR



DR


DR



DR

photos : Nicolas Haeringer

Un moratoire fragile

Le 3 janvier 2008, une quinzaine de militants ont entamé un jeûne à durée indéterminée. Ils demandaient par leur action non-violente au gouvernement français qu'il mette rapidement en place la clause de sauvegarde comme il s'y est engagé lors du Grenelle de l'environnement au mois de novembre 2007. Cette action se déroulait au 24, rue de la Banque, à Paris 2e, dans les locaux du Ministère de la Crise du logement. Elle a été relayée par de multiples groupes locaux.
Le 8 janvier 2008, Michel Barnier recevait une délégation des jeûneurs pour leur confirmer que le gouvernement mettrait en place la clause de sauvegarde si cela s'avérait nécessaire. Le même jour, Jean-Louis Borloo devait présenter un projet de loi au Sénat selon une procédure d'urgence qui permet de faire un seul vote devant le Sénat et l'Assemblée nationale. Toujours le même jour, Nicolas Sarkozy dans sa conférence de presse annonçait que le gouvernement suspendait ce projet de loi dans l'attente d'un avis scientifique sur le maïs Monsanto 810, le seul autorisé en culture en France jusqu'à maintenant. Jean-Louis Borloo annonçait alors dans la foulée que le projet de loi était reporté après les élections municipales. Celles-ci ont lieu les 9 et 16 mars 2008.
Le 11 au soir, le gouvernement annonçait qu'il activait la "clause de sauvegarde". Le jeûne était alors suspendu. Mais le gouvernement a aussi annoncé un quadruplement des budgets de recherche dans le domaine et le maintient du débat au Sénat d'une loi encadrant la future utilisation des OGM. Une manifestation est prévue le 5 février devant le Sénat.
Les infos au jour le jour se trouvent sur *http://grevedelafaim-moratoire-ogm.org*.
Localement, vous pouvez trouver les infos auprès de Greenpeace, des Verts, d'Attac, La Confédération paysanne...

Bové ne retourne pas en prison

La peine de quatre mois de prison ferme qui le menaçait pour un fauchage d'OGM à Menville (Haute-Garonne) en juillet 2004, a finalement été transformée le 17 décembre, par le juge d'application des peines de Millau, en une amende de 40€ par jour pendant 120 jours, soit au total 4800€.
Les faucheurs volontaires et la Confédération paysanne devraient la payer pour lui.

Pacifique

Océan de plastique

De nombreux objets en plastique flottent sur l'eau… Des études scientifiques ont montré que ces déchets tombés du littoral ou des bateaux sont entraînés par les courants marins et se concentrent dans deux lieux l'un à l'est du Pacifique, l'autre à l'ouest, totalisant une surface de 3,5 millions de km² (soit 6 fois la surface de la France), qui a triplé depuis 1990.



DR

Les mesures montrent que par endroit, la quantité de plastique est six fois supérieure à celle du plancton et que l'entassement peut atteindre 30 m de profondeur. Et ceci n'est que la partie apparente de l'iceberg puisque 70 % des objets en plastique coulent. La durée de dégradation de ces déchets étant évaluée entre 500 et 1000 ans, c'est une vraie marée toxique qui empoisonne chaque année les poissons, les oiseaux et autres organismes vivants. Selon un rapport de Greenpeace au moins 267 espèces animales souffrent de la présence de ces déchets. Evidemment, le nettoyage n'est pas envisagé : son coût plomberait la croissance mondiale.

Pesticides

> Enfant autiste. Une étude de l'Institut de santé publique d'Oakland en Californie a montré que les femmes vivant leurs premières semaines de grossesse dans les zones agricoles, voient augmenter les risques d'avoir un enfant autiste. Les femmes exposés aux pesticides organochlorés comme le dicofol et l'endosulfan ont six fois plus d'enfants autistes que la moyenne. La période de sensibilité maximum est entre la première et la huitième semaine de grossesse.

> Orléans et Tours pollués. Après Airparif à Paris, c'est une étude menée par Air Pays de Loire qui montre que l'on retrouve de nombreux pesticides dans l'air à Orléans et à Tours. Sur 49 pesticides recherchés, 30 ont été détectés au moins une fois, avec de fortes variations selon le vent et les traitements dans les champs.

> Antilles : population contaminée. Dans un rapport rendu public à l'Assemblée nationale, le 18 septembre, le professeur Belpomme, cancérologue, qui anime le réseau Artac, Association pour la recherche thérapeutique anticancéreuse, montre que toutes les femmes enceintes et les jeunes enfants sont pollués par des pesticides que l'on retrouve dans leur sang. Le taux de cancers de la prostate dans les îles est aussi anormalement élevé (le deuxième au monde après les Etats-Unis). Particulièrement accusé le chlordécone, un pesticide interdit en métropole depuis 1990 et aux Antilles depuis 1997. Ce pesticide est utilisé pour traiter les bananes et le rapport montre qu'on en trouve des utilisations au moins jusqu'en 2002. Le professeur Belpomme estime que l'ensemble de la population des îles est en danger, ce que contestent d'autres médecins et les autorités sanitaires en avançant qu'on ne dispose pas d'études épidémiologiques pour le vérifier.

Prix du pire lobbying européen

Quatre associations internationales, SpinWatch (Grande-Bretagne), LobbyControl (Allemagne), Corporate Europe Observatory (Pays-Bas) et les Amis de la Terre (Bruxelles) ont lancé en 2005 des prix pour dénoncer la "peinture verte" ("greenwashing") des grandes marques. Cette année, cinq lobbys ont été choisis pour leurs méthodes douteuses et les internautes ont voté : BMW-Daimler-Porsche qui mènent une action contre la baisse des autorisations d'émissions de gaz à effet de serre par les véhicules a reçu le prix (32% des voix) devant Epaca, association des lobbyistes qui essaie d'empêcher la mise en place d'un mode de transparence sur le financement par les lobbyistes (24%), le cabinet Stewart qui mène des actions contre le protocole de Kyoto (16%), Etienne Davignon, conseiller du commissaire européen au développement Louis Michel… alors qu'il est aussi membre du conseil d'administration de Suez (15%) et Repsol, compagnie pétrolière espagnole leader dans le domaine des agrocarburants (13%). Un prix "Ecoblanchiment" a été également remis au Forum allemand pour l'énergie atomique pour sa campagne publicitaire en faveur de "l'énergie qui protège le climat" (33%), devant BAE systems pour ses publicités pour des "munitions sans plomb respectant l'environnement" (27%), Exxon Mobil qui communique sur sa volonté de diminuer ses émissions de gaz à effet de serre… alors que ses rapports internes indiquent une hausse de 6,5% (22%), Shell pour une pub où des cheminées d'une raffinerie sort des fleurs (13%), Airbus pour ses pubs pour l'A380 qui le présente comme plus écologique (5%). Pour voter l'année prochaine :





DR

Transports

> La SNCF saborde le fret. La SNCF a annoncé une vaste restructuration de son service fret qui passe par une plus grande utilisation de la route et a procédé fin novembre 2007, à la fermeture de 262 gares de fret ! Le Mans, Limoges, Poitiers, Tours… Ceci en totale contradiction avec les annonces du gouvernement qui indique vouloir favoriser les transports non-routiers. La FNAUT, Fédération nationale des associations d'usagers des transports et les Amis de la Terre ont protesté dans le cadre du Grenelle de l'Environnement.

> Une étiquette pour moins polluer ? La mise en place de l'étiquette énergie pour les appareils électroménagers a fait évoluer les fabricants vers des modèles essentiellement A ou B. Pour les voitures, cela risque de prendre plus de temps : d'une part, les voitures bénéficiant de l'étiquetage A ne représentent aujourd'hui que 0,02% du marché, d'autre part, la consommation des véhicules n'est pas un critère d'achat pour tout le monde. Concrètement, en 2006, 58% des deux millions de voitures mises en vente l'ont été dans les catégories D, E, F ou G. Et ceci ne tient pas compte des voitures d'occasion, qui sont encore plus mal classées.

> Platanes. Après le transfert de la gestion de la RN113 de l'Etat au département de l'Aude, ce dernier a annoncé son intention d'abattre 700 platanes qui bordent l'axe routier. Catherine Abet, dans la revue *Pleine Vie* rappelle aux élus : "on observe généralement que ce sont les voitures qui s'encastrent dans les arbres, à cause de la vitesse excessive et de l'alcool, et non le contraire".

Labels touristiques

Différents labels se sont mis en place ces dernières années pour faire la promotion des établissements qui respectent au mieux l'environnement, mais le niveau d'engagement demandé est fort différent d'un label à l'autre. Ainsi la *Fleur bleue* de l'éco-label européen est accordée à une centaine d'hôtels en Europe : ce label demande qu'une partie de l'énergie soit d'origine renouvelable, que l'eau soit économisée… mais c'est à peu près tout. Le réseau des Auberges de jeunesse essaie d'obtenir ce label pour ses établissements. *La clef verte* distingue 90 établissements en Europe (hôtels, campings…), surtout au Danemark et en France, il met en avant la gestion environnementale (gestion des déchets, de l'énergie, de l'eau), la formation continue du personnel, la gestion du paysage. Le label est attribué par la Fondation pour l'éducation à l'environnement depuis 1998. *Steinbock-label* ou *Le Bouquetin* est un label suisse qui considère l'établissement selon des critères écologiques, sociaux et économiques. Il y a vingt lieux certifiés seulement, de un à cinq bouquetins. *Viabono* est un label allemand qui distingue actuellement 264 hôtels et 27 auberges de jeunesse. Il incite à une gestion économe et au respect du paysage. *L'Österreichishes umweltzeitchen* est un label du gouvernement autrichien qui est donné à 124 hôtels et auberges avec des exigences environnementales assez élevées, notamment dans le domaine des économies d'énergie. *Svanen*, le cygne nordique, attribué à 96 établissements est présent en Europe du Nord et tient compte surtout de l'usage de produits chimiques, de la consommation de papier, de la gestion des déchets jetables… peu de la construction et du paysage. *Garantia de qualitat ambiental* est un label mis en place par le gouvernement catalan, insistant tout particulièrement sur les économies en eau, en énergie. (source : *WWF Magazine*, premier trimestre 2007)



PCB

Au tour de la Somme

Après le Rhône pollué sur plus de 300 km par les PCB, un composant chimique proche de la dioxine, c'est au tour de la Somme et de plusieurs de ses affluents d'être pollués. Le 18 décembre 2007, le préfet de la Somme a interdit la pêche entre Saint-Quentin et Saint-Valéry-sur-Somme.

Sud-Est

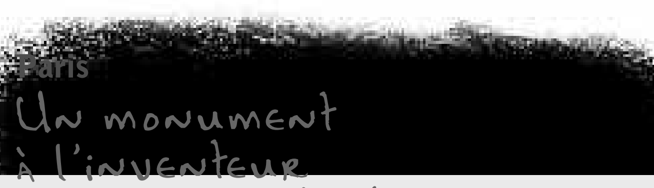
Pollution aux PCB

La pollution du Rhône par les PCB ne sera sans doute pas résorbée avant des dizaines d'années car il est matériellement impossible de récupérer les vases contaminées sur plus de 300 km et le produit est particulièrement stable. La simple surveillance de la pollution coûte déjà très cher. Pour avoir des données fiables, il faut prélever 30 poissons par emplacement, à 800 € l'analyse par poisson. L'Etat annonce qu'il va falloir faire des mesures sur plus d'un millier d'emplacements. Calculer le coût de ces simples mesures.

Jura

Composts non conformes

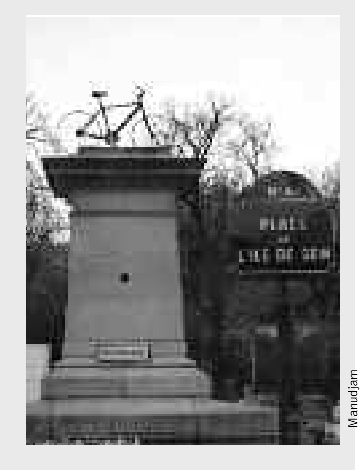
La législation vient de redéfinir le taux d'impureté des composts qui peuvent être commercialisés à partir de la collecte sélective des déchets organiques. Un taux plus sévère qu'avant qui fait que de nombreuses installations de compost ne sont plus aux normes. Le Sydom qui gère une compostière à Lemuy ne peut plus vendre ses produits et envisage de les épandre en plein champ. Une mauvaise solution pour les associations qui demandent une concertation pour changer les modes de compostage. Une réunion est organisée pour en débattre les 5 et 6 avril 2008 à la salle Notre-Dame à Salins-les-Bains. Renseignements : *ATTAC-Jura, Charlotte Boucon, Champagny-Dessus, 39110 Chaux-Champagny, tél : 03 84 37 99 04*.



Paris

Un monument à l'inventeur du roulement à bille

Pour fêter le centième anniversaire du roulement à bille si précieux dans une bicyclette, la Vélorution du 1er décembre 2007 à Paris s'est terminée par l'inauguration d'un monument en l'honneur de Sven Wingquist, l'inventeur de cette technique. Le monument a été installé place de l'Ile de Sein, dans le 14e. A cette occasion, il a été lu des extraits de Energie et Equité (1972), livre d'Ivan Illich : "Le roulement à billes est un élément fondamental dans deux formes de déplacement, respectivement symbolisées par le vélo et par l'automobile. Le vélo élève la mobilité autogène de l'homme jusqu'à un nouveau degré, au-delà duquel il n'y a plus en théorie de progrès possible. À l'opposé, la cabine individuelle accélérée a rendu les sociétés capables de s'engager dans un rituel de la vitesse qui progressivement les paralyse".



Manudjam

Vélos en libre-service

Les opérations de vélos en libre service se multiplient : après Lyon (3000 vélos depuis mai 2005), des vélos sont aussi apparus à Montpellier (300 en juin 2007), Rennes (200 en juin 2007), Orléans (300 en juin 2007), Paris (14000 en juillet 2007) à Aix-en-Provence (200 en juillet 2007), Besançon (200 en septembre 2007), Mulhouse (200 en septembre 2007), Marseille (700 en octobre 2007), Nantes (730 en novembre 2007) et sont annoncés Rouen (200 avant fin 2007) et Toulouse (1470 en janvier 2008). On peut d'une part s'étonner que seul le système de Decaux se développe, mais également douter du succès de l'opération quand dans des villes on ne compte que 200 vélos… Pour que le système soit efficace, il faut un réseau dense de stations et non limitées au seul centre-ville.

Mulhouse

Balades

A Mulhouse, le CADR, cyclistes associés pour le droit de rouler, propose la découverte du vélo à travers des balades à thème (et une approche en train) : découverte de la piste cyclable Beldersheim-Battenheim, du Bioscope, de l'Ecomusée (dimanche 30 mars 2008), visite de Colmar et environs (dimanche 27 avril), la maison bioclimatique d'Urbeis (24 et 25 mai), week-end européen du vélo (7 et 8 juin), lacs de Schluchsee et Fribourg (29 juin)… Programme complet : *CADR, 2, rue du Panorama, 68200 Mulhouse, tél : 03 89 42 73 42*.



Inégalités mondiales

Un habitant des Etats-Unis émet 19,7 tonnes de CO_2 par an contre 0,3 tonne pour un habitant de Côte-d'Ivoire. En moyenne dans le monde, nous en sommes à 4,2 tonnes alors qu'il faudrait redescendre à une tonne, soit le niveau d'émission en Inde ou au Vietnam. Un Iranien devrait diviser ses émissions par cinq, un Français par six, un membre de l'Union européenne par huit, un Britannique par neuf, un Allemand ou un Japonais par 10, un Saoudien par 14.

Recul des glaces arctiques

2007 a été marqué par une fonte record des glaces arctiques. Alors que dans les années 1990, la fonte était de l'ordre de 60 000 km^2, nous en sommes en 2007 à trente fois plus avec 1,7 million de km^2 (trois fois la France). A la fin de l'été, la banquise ne faisait plus que 4,13 millions de km^2. Le rythme s'accélère car plus la banquise diminue de taille et moins elle renvoie de lumière solaire donc plus l'eau chauffe vite.
A ce rythme, les océanologues envisagent que la banquise pourrait fondre complètement dès l'été 2013. Sans glace fondante en été, les températures dans l'hémisphère nord pourraient alors monter beaucoup plus vite.

2007 dans les années les plus chaudes

Selon l'Organisation météorologique mondiale, 2007 se classe à la septième place des années les plus chaudes depuis le début des mesures météorologiques avec une température supérieure de 0,41°C à la normale 1960-1990. En France, cette année ne se classe qu'à la 12e place du fait d'un deuxième semestre relativement frais, avec 0,6°C au-dessus de la normale. En Europe de l'Est et en Europe du Nord, 2007 se classe en première place avec un premier semestre particulièrement chaud. Au niveau mondial, les dix années les plus chaudes sont : 1998, 2005, 2003, 2002, 2004, 2006, 2007, 2001, 1997 et 1995.

Des camps pour le climat

Après le succès du camp pour le climat en juillet 2007 devant l'aéroport d'Heathrow, à Londres, le plus grand aéroport d'Europe, des participants de différents pays envisagent de renouveler l'action dans différents pays.

- En Grande-Bretagne : Climate camp, Cornerstone Resource Centre, 16, Sholebroke Avenue, Leeds, LS7 3HB, tél : 0777 286 1099, www.climatecamp.org.uk.
- En Allemagne, sur http://klima-camp.org.
- En France, rien encore, mais on peut suggérer un lieu : le chantier actuel du parking P5 devant l'aéroport Lyon-St-Exupéry qui avec 11000 places devrait être le plus grand d'Europe ! Parking longue durée destiné à ceux qui laissent leur voiture avant de prendre l'avion.

Conférence de Bali

- **La France déçoit.** Alors que la France a voté en juillet 2005 une loi qui prévoit une réduction des émissions de gaz à effet de serre sur son territoire de 75% d'ici 2050, Jean-Louis Borloo, lors de son discours à Bali, pour la conférence mondiale sur le climat, le 11 décembre 2007, a annoncé que la France mettait comme condition à son engagement la ratification du traité de Kyoto par les Etats-Unis… Un bon moyen de différer les décisions à prendre. Et surtout en total décalage avec les Pays-Bas qui ont annoncé leur volonté de réduire leurs émissions de 40% d'ici 2020 et l'Allemagne qui vise une réduction de 30% d'ici 2020.



P-E Weck

Paris : journée de mobilisation le 8 décembre 2007.

- **Al Gore dit une vérité qui dérange.** Le récent prix Nobel de la Paix a fait un discours à charge contre l'administration Bush, rappelant que les Etats-Unis sont de loin la première cause du dérèglement climatique et dénonçant une administration incapable d'échapper à la pression des lobbys industriels de son pays.
- **Le Sud entre en piste.** 150 pays du Sud (dont la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud) ont annoncé leur volonté de prendre en compte la menace climatique dans leurs décisions politiques. Ils se sont engagés à prendre des mesures pour diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre… à condition que les pays développés leur donnent accès aux techniques les plus efficaces en ce domaine ainsi qu'au financement nécessaire.
- **Décisions reportées**. Comme le dit joliment un communiqué commun de Greenpeace, de la Fondation Nicolas Hulot et du Réseau action climat, "la maison brûle encore, mais on essaie de sauver les meubles". A part quelques pays européens (Pays-Bas et Allemagne) qui ont annoncé des politiques volontaires, la plupart des Etats représentés à la conférence sur le changement climatique à Bali ont surtout cherché à gagner du temps. Tout ce qui a été entériné collectivement, c'est que les décisions sur l'aprés-Kyoto (2012) doivent être prises au plus tard fin 2009 lors d'une nouvelle conférence à Copenhague. Les débats ont été délibérément sabotés par les représentants des Etats-Unis.

Annuler la dette odieuse

Les populations de nombreux pays en développement remboursent aujourd'hui, souvent au prix de dépenses sociales vitales, des dettes contractées contre leur gré pour financer des régimes despotiques ou guerriers, dont ils sont ou ont été la première victime. Mobutu a mis la République démocratique du Congo (ex-Zaïre) à feu et à sang ; en Indonésie, le Général Suharto a éliminé entre 300 000 et un million de communistes supposés et détourné 35 milliards de dollars ; le Général Videla a fait assassiner ou disparaître 30 000 opposants et contraint à l'exil 500 000 Argentins. Il n'est pas acceptable que les citoyens de ces pays, et de tant d'autres, aient à rembourser la dette héritée de leur bourreau.
Ces dettes sont odieuses et doivent être considérées, juridiquement, comme nulles et non avenues. Les pays et les organismes qui ont prêté en toute connaissance de cause à de tels régimes, en échange de juteux contrats commerciaux et de leur alignement diplomatique, doivent assumer leurs responsabilités en annulant ces dettes.
Le gouvernement norvégien a ouvert la voie et montré que les créanciers pouvaient faire face à leurs erreurs passées, en octobre 2006, en annulant certaines créances illégitimes. Pour qu'à son tour, la France s'engage dans le sens de la justice et du droit et que, au sein de l'Union européenne et des Nations Unies, elle encourage ses partenaires sur la même voie, une pétition a été lancée par un collectif d'associations coordonné par le *CCFD, Comité catholique contre la faim et pour le développement, Jean Merckaert et Carol Birene, 4, rue Jean-Lantier, 75001 Paris, tél : 01 44 82 81 53.*

La fin du Paris-Dakar ?

La trentième édition du Paris-Dakar devait commencer à Lisbonne le 3 janvier 2008. Alors que les concurrents étaient sur le départ, les organisateurs ont annoncé l'annulation de l'épreuve suite à des menaces précises provenant des milieux islamistes. Si officiellement, l'épreuve devrait renaître l'année prochaine, beaucoup d'infos laissent entendre que cela pourrait être la mort de l'épreuve. Car du côté des sponsors, des télévisions, il n'est pas sûr que l'on veuille réinvestir dans une course qui chaque année connaît polémiques, annulations… sans aucun justificatif sportif. *Silence* avait publié il y a près de vingt ans un hors-série avec le collectif *Pa'Dak'* pour dénoncer cette parodie colonialiste où le plus riche gagne, en écrasant tout sur son passage (au moins 48 morts depuis le début de l'épreuve dont une dizaine d'enfants).


DR

Derrière l'Arche de Zoé ?

L'Arche de Zoé, une simple ONG ? Allons, allons ! L'équipe a été emmenée au Tchad par l'armée française, gratuitement. Elle a pu louer sur place un avion pour rejoindre Abéché vers la frontière avec le Soudan, elle a disposé là d'une dizaine de 4x4, elle a affrété un Boeing pour ramener les enfants orphelins… Et là tout s'enraie. L'Unicef qui récupère les enfants découvre qu'ils ne sont ni orphelins ni soudanais, mais tchadiens. Le siège de l'association se trouve chez le père de la secrétaire, Stéphanie Lefebvre… Lequel père, Jean-François Dhainaut, ancien président de Paris-V, anime une pépinière d'entreprises dans le domaine de biotechnologies… Bref, tout cela sent l'opération de renseignements militaires qui a mal tourné, éventuellement avec un côté biotechnologie comme le suggèrent certains (Réseau Voltaire). Relire *La constance du jardinier* de John Le Carré pour (re)découvrir comment militaire et industrie pharmaceutique peuvent être liés dans des expérimentations douteuses sous un prétexte humanitaire en Afrique.

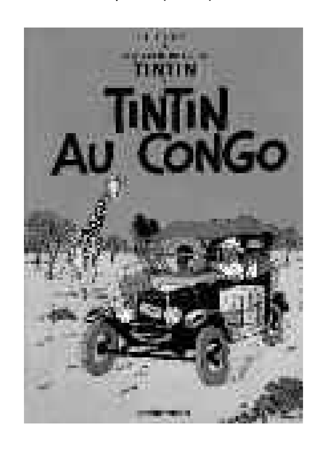
Rwanda

Hubert Védrine en sang

Changement de ton dans la diplomatie française ? Après des années de dénégations, *Le Monde* a publié dans son édition du 3 juillet 2007, des archives de l'Elysée qui prouvent qu'en 1994, la présidence était parfaitement au courant de la préparation du génocide. Non seulement l'armée française est intervenue en 1993 pour protéger le gouvernement contre une offensive du FPR, mais elle a continué ensuite à fournir des armes et des formations à un gouvernement qui ne se cachait pas de sa volonté d'exterminer les Tutsis. La presse belge a depuis longtemps publié des révélations sur ce sujet : comment la France a continué à aider les génocidaires après le massacre d'avril 1994, notamment pour les aider à s'enfuir. La seule inconnue reste de savoir jusqu'où les soldats français présents pendant le génocide ont participé activement ou passivement à celui-ci.
Un groupe s'intitulant "Génocide made in France" a mené une action surprise en versant du sang sur le visage d'Hubert Védrine, le 28 novembre 2007. Celui-ci s'apprêtait à entrer au Cercle national des Armées, 8, place Saint-Augustin, à Paris. Hubert Védrine, secrétaire général de l'Elysée de 1991 à 1995, faisait partie du conseil de défense restreint en charge de la définition de la politique française au Rwanda. A ce titre, il a soutenu l'engagement politique, financier et militaire de la France aux côtés des génocidaires de 1994. La vidéo de l'action est visible sur *www.genocidemadeinfrance.com*.

Interdire "Tintin au Congo" ?

Le 23 juillet 2007, Bienvenu Mbutu Mondondo, étudiant congolais en sciences politiques à Bruxelles, a déposé plainte contre X et contre la société Moulinsart, qui commercialise les albums de Tintin, pour demander que l'on interdise à la vente l'album d'Hergé *Tintin au Congo* au nom de la loi de 1981 qui entend combattre le racisme. Les tintinophiles rappellent que la première version parue en 1930-1931 était encore pire que l'actuelle, Hergé ayant remanié certaines cases lors de la mise en couleur de l'histoire. En Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, cet album n'est déjà plus autorisé à la vente au rayon BD enfants.



Lyon

Salon européen du commerce équitable

L'association *EquiSol* organise les 1er, 2 et 3 février 2008 à Lyon, le premier salon européen du commerce équitable, à l'Espace Double-Mixte, 43, boulevard du 11-Novembre à Villeurbanne. 150 exposants sur 4000 m². *Equisol, 15, rue Jacquet, 38000 Grenoble, tél : 04 38 21 05 11.*

Allaitement

En Norvège, 98% des jeunes mères choisissent d'allaiter… et 48% d'entre elles le font pendant plus de neuf mois. En France, l'allaitement est en hausse : actuellement 42% des femmes choisissent d'allaiter, et la plupart arrêtent avant trois mois, date généralement de la reprise du travail. L'allaitement est un important facteur de santé pour le bébé qui en profitera ensuite toute sa vie.

Belgique

Contre les mutilations sexuelles

A l'occasion de la journée internationale de l'OMS contre les mutilations sexuelles, le 6 février 2008, une pièce de théâtre sera jouée à Bruxelles, prélude à une campagne d'information dans le pays qui durera jusqu'à l'été 2008. La pièce a été conçue par le *GAMS, Groupe pour l'abolition des mutilations sexuelles, rue Brialmont, 11, B 1210 Bruxelles, tél : 02 219 43 40, www.gams.be*.

Sarthe

Prévention des violences sexuelles

Une semaine de prévention des violences sexuelles se tiendra dans le département du 3 au 11 avril 2008. La compagnie *Tic tac* présentera la pièce de théâtre *Au bout de la nuit.* Des interventions dans les établissements scolaires permettront aux filles et aux garçons d'être sensibilisés à ces questions. Un colloque se tiendra le 8 avril au centre de l'Etoile au Mans.
Réseau Genre et Sexualité, 7, rue de la Crochardière, 72000 Le Mans, tél : 06 75 95 99 50.

Iran

Un million de signatures

En juin 2006, des milliers d'Iraniennes ont manifesté à Téhéran pour demander une relecture du Coran sur la condition des femmes … comme cela a été fait au Maroc. Malgré une répression continue, elles ont lancé une pétition et font de nombreux stands dans les rues avec l'objectif d'obtenir un million de signatures … de femmes et d'hommes car il s'agit d'un problème de société et non d'un problème de femmes. Les animatrices de la campagne sont essentiellement de jeunes femmes sortant de l'université : 60 % des étudiants en Iran sont aujourd'hui des femmes, les diplômes étant perçus comme un moyen d'échapper partiellement aux aberrations des lois religieuses. Les femmes ont le soutien des religieux les plus progressistes. *(Politis, 20 décembre 2007)*



DR

Montpellier

Une langue de domination

L'Université populaire de Montpellier organise le jeudi 6 mars 2008 à 19 h, à la librairie Scrupule, un atelier sur "Femmes et politiques linguistiques : un point de vue féministe" ; comment la langue est utilisée à des fins de domination masculine.
Libraire Scrupule, 26, rue Faubourg-Figuerolles, 34000 Montpellier, tél : 04 67 92 24 18.

Contraception naturelle ?

Débat récurrent chez les écologistes que de savoir quels pourraient être les modes de contraception les plus naturels ! C'est que la pilule n'est pas vraiment une panacée : perturber les cycles hormonaux d'une personne pendant une vingtaine d'années (en considérant qu'il y a des périodes sans rapport et d'autres où l'on souhaite avoir des enfants), n'est sans doute pas sans conséquences. Aujourd'hui mieux dosées, les pilules ont sans doute moins d'effets… alors que chez les bénéficiaires des années 60-70, on met aujourd'hui en évidence des liens avec certains cancers. L'idée même que c'est la femme qui doit être "droguée" en permanence est une vision d'ailleurs totalement patriarcale peu perçue par les féministes. Pour s'en rendre compte, il n'y a qu'à se demander pourquoi les hommes ne prennent eux pas aussi une pilule.
Peut-on refuser la pilule ? Aujourd'hui, 60% des femmes en âge de procréer l'utilisent… ce qui signifie que 40% font d'autres choix. Les méthodes physiques (préservatif, stérilet) ont moins de conséquences sur la santé à long terme, encore faut-il les supporter. L'Ined (Institut national des études sur la démographie) dans une publication de novembre 2007, rappelle que la baisse du nombre d'enfants a été la plus rapide au cours du dix-neuvième siècle (passant de cinq enfants à 2,5 par femme), ceci principalement avec deux méthodes : le retrait et l'abstinence. Ces méthodes sont aujourd'hui peu utilisées car, comme pour les méthodes naturelles de contrôle des périodes de fertilité, le risque d'erreur est grand. L'Ined estime que le risque d'erreur est toujours présent, quelle que soit la méthode choisie (quand même 6-7% avec la pilule) et qu'à l'arrivée un tiers des grossesses reste non prévu (300 000 par an). Ceci explique que le nombre d'avortements reste constant en France (200 000 par an), 100 000 grossesses non prévues étant acceptées.



DR

Provence

La maman bohème

"La maman bohème" suivi de "Médée", deux monologues tirés d'un spectacle féministe écrit il y a une trentaine d'années par Dario Fo et Franca Rame, joué par Ariane Ascaride, l'actrice fétiche de Guédiguian, sera joué du 6 au 8 février 2008 au théâtre national La Criée, à Marseille. Il passera ensuite les 26 et 27 avril au Palais des Congrès de Saint-Raphaël, les 29 et 30 avril au Théâtre en Dracénie, à Draguignan…



Algérie

Pollution radioactive

Bruno Barrillot, du CDRPC, Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits, spécialiste des essais nucléaires, s'est rendu en novembre 2007 à Reggane, dans le désert algérien où la France a procédé à des essais nucléaires jusqu'en 1966. Outre la présence bien visible de nombreux équipements à l'abandon, de laboratoires souterrains abandonnés et dont les autorités algériennes n'ont pas les plans, il a pu mesurer la radioactivité ambiante sur les sites de tirs. Bizarrement, les mesures indiquent cent fois plus que les mesures réalisées par les inspecteurs de l'AIEA. Le récit extrêmement parlant de ce voyage a été publié dans la revue du Centre : *Damoclès* novembre 2007. Il est disponible contre 2,5 € auprès de *: CDRPC, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, tél : 04 78 36 93 03.*

Moruroa

L'Etat condamné

Le 26 novembre 2007, la cour d'appel de Douai a reconnu le lien entre le cancer broncho-pulmonaire d'un militaire mort à 49 ans et son affectation à Moruroa entre 1979 et 1980. Le jugement est intéressant puisque le tribunal dénonce "l'aspect dérisoire des protections des hommes qui participaient à ces tests et la médiocrité du dispositif de surveillance médicale". C'est la première fois que l'Etat est condamné pour la période qui concerne les essais nucléaires souterrains. Plusieurs centaines de militaires ont engagé des procédures pour les essais de Moruroa, mais aussi pour ceux réalisés dans le Sahara.

Pierre J.



> Médias contrôlés. En décembre 2007, Rupert Murdoch s'est offert le *Wall Street journal*, portant à 247 le nombre de médias contrôlés dans le monde. Un spécialiste des médias indique que ces 247 titres ont tous soutenu la guerre en Irak, ce qui en dit long sur le degré de liberté des rédactions.

> Iran : revendication. Il est toujours bon de rappeler la position du gouvernement iranien, position peu présente dans les médias occidentaux : l'Iran demande que le Moyen-Orient soit déclaré zone dénucléarisée, faute de quoi, le pays se réserve le droit de produire ses propres bombes nucléaires. Ce que demande clairement l'Iran, c'est donc le démantèlement des armes nucléaires israéliennes. Qu'attendent les grandes puissances pour soutenir le droit international en mettant la question de ces armes sur la table des négociations entre Israël et ses voisins ?



DR

> Iran : rapport défavorable à Bush. Le président des Etats-Unis espérait sans doute refaire le coup des armes de destructions massives, mais un rapport rédigé par l'ensemble des services de renseignements du pays et rendu public fin novembre 2007, estime que l'Iran n'est pas en train de préparer une bombe nucléaire… mais bien un programme nucléaire civil. Un démenti cinglant après des mois d'informations distillées faussement dans les médias.

> Vétérans à la dérive. Une enquête de la CBS, une des plus grandes chaînes de télévision des Etats-Unis, a révélé en novembre 2007 que l'on comptait 120 suicides d'anciens combattants en Irak par semaine. L'enquête prend en compte tous les vétérans depuis 1991, date du premier conflit au Koweït. Pour cela, il a été fait un relevé très précis des registres des hôpitaux. Un chiffre affolant : cela fait 6000 suicides par an… beaucoup plus que le nombre de morts sur le terrain. Une autre enquête publiée la semaine suivante indique que le taux d'anciens combattants dans les SDF est de 26%. Les jeunes désireux de s'engager dans l'armée vont sans doute y réfléchir un peu plus : d'actif sur le terrain, on revient démoli psychologiquement et après avoir épuisé les aides sociales (faibles aux Etats-Unis),on part à la dérive, on sombre dans l'alcool et la drogue, on se retrouve à la rue et on se suicide. Jolie carrière !

Midi-Pyrénées

Dictionnaire de la non-violence

Le Centre de ressources sur la non-violence organise un vendredi tous les deux mois, de 18h30 à 22 h, un atelier de réflexion à partir d'un mot et de sa définition tirée du dictionnaire de la non-violence de Jean-Marie Muller. Prochains mots au programme : "terrorisme" (8 février), "politique" (14 mars), "courage" (16 mai), "justice" (10 octobre), "médiation" (12 décembre). *CRNV, 11, allée de Guérande, 31770 Colomiers, tél : 05 61 78 66 80.*

Pakistan

La France fournit les armes

Le samedi 3 novembre 2007, le général Moucharraf déclarait l'Etat d'urgence et la suspension de la Constitution au Pakistan. Cette décision faisait suite à l'élection présidentielle du 6 octobre 2007 et à l'annonce imminente de la Cour suprême qui devait invalider la réélection triomphale de M. Moucharraf.
La répression et l'emprisonnement des dissidents et des populations par le pouvoir militaire en place ont depuis atteint un niveau très élevé. Face à cet état de fait, la France a fait savoir sa "préoccupation", et "appelle à un retour au fonctionnement régulier des institutions et au maintien de l'Etat de droit" (ministère des Affaires étrangères, 8 novembre 2007).
Cependant n'y a-t-il pas quelque hypocrisie de la part de la France à dénoncer un Etat de violence qu'elle a largement contribué à alimenter : l'Etat pakistanais constitue en effet le troisième client des exportations d'armes de la France. En 2004, le montant des livraisons d'armes de la France vers le Pakistan atteignait 2164 millions d'euros. (Source : *Un monde au pas. Les nouveaux visages de la militarisation*, COT, ed. APEL, 2007)
Au Pakistan, où l'armée est au pouvoir suite à un coup d'Etat, 40% du PIB est absorbé par le budget de la défense (contre 0,7% pour la santé). Ces dépenses contribuent donc plus ou moins directement, via les importations d'armement, à la relance de la croissance économique française…
La France ne saurait se réfugier derrière le prétexte d'une "mauvaise" utilisation de son matériel. Nul n'ignore que le renforcement des capacités militaires d'un Etat ne produit pas de la sécurité pour les citoyens mais de la puissance pour l'Etat en question. Y compris au détriment des citoyens, comme au Pakistan. Vendre des armes à un Etat, c'est fragiliser les bases de la démocratie.
(Source MAN, Mouvement pour une alternative non-violente)

paix


Blocage symbolique de l'OTAN en 2006.

DR

Bruxelles

Pour le blocage de l'Otan

Le 22 mars 2008, les groupes d'inspections citoyennes flamands *Bombspotting* organisent une action pour bloquer le siège de l'Otan à Bruxelles. Cette action sera précédée de deux jours de formation à la désobéissance civile (20 et 21) et suivie du congrès de l'IRG, Internationale des résistants à la guerre (23 et 24). Le blocage devrait permettre de lancer des débats sur différents sujets : la présence illégale d'armes nucléaires dans les bases de l'Otan, l'envoi de troupes dans des pays comme l'Irak, l'Afghanistan, la mise en place d'une défense européenne prévue par le traité constitutionnel… En France, un départ groupé à cette manifestation est organisé par l'*Union pacifiste, BP 196, 75624 Paris cedex 13, tél : 01 45 86 08 75, www.unionpacifiste.org.*

annonces

Gratuites : les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonnés et les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** soyez le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes.

Entraide

■ Nous restaurons depuis cinq ans une petite ferme dans le piémont pyrénéen : matériaux sains, énergies renouvelables, quelques bestioles, un potager, des ruches… Nous organisons un chantier participatif, rencontres chouettes et partages de savoir-faire, du 24 mai au 8 juin 2008 : isolation en terre paille, foins à la faux, enduits de terre crue et chaux, réalisation d'une petite serre en noisetier, citerne à eau de pluie en pierre et chaux, vider le fumier de la bergerie, restauration de murets en pierres sèches, soins au potager et aux bestioles, dallage extérieur en galets… Autres réjouissances possibles : visite d'ateliers d'artistes, participation au festival de la Terre à Bagnères-de-Bigorre, bal folk et projection cinéma dans la bergerie, balades en montagne, soirées au coin du feu… Logement en dur ou sous tente, repas préparés en commun avec des produits locaux, bio et/ou sauvages. *Clotilde et Vincent, tél : 05 62 95 28 16, vincent@soleilenherbe.fr.*

■ Urgent. Stagiaire IMCA (Institut des métiers du cinéma et de l'audiovisuel) recherche de février à mai 2008 hébergement sur Avignon ou alentour. Chambre indépendante ou non, sous-location, co-location, possibilité d'échange contre du travail (aide aux devoirs, baby-sitting…) ou prix modeste. Etudie toutes propositions. Merci de votre aide. *Charlotte Morel, place de Peyre, 07260 Joyeuse, tél : 04 75 39 28 37, tereza-morel@yahoo.fr.*

■ J'anime un stage d'autobioconstruction et des chantiers ouverts au printemps 2008 sur un projet sympa de ferme pédagogique. Si vous voulez aider : *Alain Richard, tél : 05 46 47 84 91, spiraloleron@club-internet.fr.*

■ Offre à retraité-e, NF, de partager maison bio-climatique dans village calme, arrière-pays héraultaix. *Tél : 04 67 96 69 28.*

Agir ensemble

■ Habitant l'est des Côtes-d'Armor (Broons), je souhaite rencontrer des lecteurs des environs pour échanges décroissance, simplicité volontaire. *Yeun (Yves), 02 96 80 00 73 le lundi, yeunlibro@voila.fr.* A bientôt peut-être.

■ 70 ans, cherche habitat individuel, écolieu pour retraités valides et actifs, ermitage, communauté respectueuse des croyances, pour vivre dans la sobriété et l'autonomie, près des éléments naturels. Départements 73, 74 ou 38. Merci pour vos appels : *04 79 62 88 73.*

■ Plasticienne, bientôt installée en Charente(s), cherche des ami(e)s esprit S!lence, décroissance, etc. et tout renseignementt récentt sur la vie alternative locale (associations) qui n'apparaît pas toujours sur internet. *Marisoft@free.fr.*

Rencontres

■ Le passage à la quarantaine et des rencontres propices m'ont fait modifier mes conceptions de vie. Entreprenante, courageuse, végétarienne et non fumeuse, je souhaite rencontrer un compagnon (40-50 ans) honnête, passionné de nature et de grands espaces pour construire un projet de vie rurale en Cévennes lozériennes où je possède un mas. Glandeur s'abstenir, y'a de l'ouvrage ! Possibilité de réalisation de gîtes et de restauration de la châtaigneraie. *N. Salles, 518, chemin des Prairies, 30100 Alès, nc.elzieres@wanadoo.fr.*

■ Envie de partager, d'échanger, de construire avec une complice de cœur et d'esprit du 67-57-68-54. *Marc, tél : 06 71 14 27 32.*

Recherches

■ Nous cherchons un lieu à louer ou à vendre, avec ou sans logement, avec ou sans travaux, pour créer ou reprendre café-resto alternatif et militant. Etudions toutes propositions. *Delphine et Marion, tél : 06 98 74 65 12, blablacosmik@hotmail.com.*

■ Nous sommes à la recherche des différents volumes des *Catalogues des ressources* publiés aux Editions Alternatives en 1975, 1976, 1977, 1979 et 1994. Si vous les avez et pouvez nous les prêter, les donner, les vendre, merci de nous contacter : *éditions Le p'tit gavroche, 19, rue Imbert-Colomès, 69001 Lyon, tél : 04 72 00 92 98, ptitgavroche@gmail.com.*

■ Cherche abri clos (grange ou box) pour petite voiture âgée quand je prends le train. Brive ou environ (2-3 km), à l'année, tarif modeste. *J. Monnier, tél : 06 43 46 01 17.*

Echange

■ Echange tandem contre toutes propositions. *Tél : 02 99 95 44 16.*

Emploi

■ Titulaire d'un CAP cuisine par apprentissage (deux ans), je cherche une place de cuistotte dans café-resto de préférence alternatif, solidaire, convivial… Je suis mobile et disponible. Pour me contacter : *Delphine, tél : 06 89 98 60 40.*

■ Venant d'Allemagne, homme cherche emploi à partir d'avril 2008. Bonne capacité de technique de construction. Profession de base : formation de mécanicien polyvalent. Ouvert à proposition pour nouveau métier. *shavale@web.de, tél : 0049 4103 188977 Ulrich.*

■ Vous souhaitez faire une expérience en maraîchage bio, à votre compte, sur une petite surface, de façon assez manuelle : venez me remplacer de février à octobre ou +. Conviendrait aussi bien à JF, JH ou jeune couple. Location d'une petite maison 4 pièces + 7000 m² de terres attenantes + éventuellement 3000 m² à 1 km, tout certifié bio + matériel de jardinage. *Gilles Pénin, Le Rimbert, 36140 Crozon-sur-Vauvre.*

Logement

■ Cherchons terrain 3 à 4000 m² mini pour bâtir notre écohabitat groupé, à 15 km maxi ville avec gare, en Bourgogne sur un axe Auxerre-Autun, petite bâtisse ou grange à rafraîchir bienvenue. *Georges Héritier, tél : 01 64 56 09 85, chastifagor@free.fr.*

■ Vends 6,70 ha sur les coteaux de Moissac (82), en bio depuis 1998. Exposition sud-ouest, lieu calme et protégé, très bel environnement, délimité par haies et bois, comprenant une parcelle constructible avec ruine de 140m², compteur d'eau ; 0,4 ha de cerisiers, 20 pruniers allo, 1,4 ha de terres cultivables, 1 ha de bois et taillis, le reste en prairies. Voisinage avec d'autres fermes bio. 70 000 €. *Tél : 05 63 04 34 88, biodescoteaux@orange.fr.*

■ Esprit solidaire et sur un chemin spirituel, cherche à louer une petite maison (type T3) avec jardin, à la campagne… Loyer modéré car petit budget, mais caution. *Tél : 06 88 23 76 50, Marie-Josèphe.*

■ Je cherche à me loger en région parisienne entre le 25 février et le 6 avril 2008 car je dois effectuer un stage à Montreuil (93). J'étudie toutes propositions. Merci de me contacter au *04 67 28 15 08, Marie-Hélène (Béziers).*

■ Jeune couple cherche bâtiments en pierre, même en mauvais état, entourés de bois, si possible avec point d'eau, pour projet de vie rurale. *leretouralaterre@hotmail.fr.*

Vacances

■ Offre maison écologique (dont toilettes sèches) en pays de Redon (Bretagne), en août 2008, deux chambres, grand jardin, poules, proximité voies navigables et cyclables, contre plus ou moins la même chose dans les zones suivantes : Ardèche, Var, Vaucluse, Lot, Dordogne ou Aveyron. *Tél : 02 99 72 65 04, bruno-onfray@hotmail.fr.*

■ **Drôme.** Au sud du parc naturel du Vercors, loue week-end, semaine ou plus, yourte meublée de 35 m², 5/6 couchages, sur terrain de 2000 m² avec cuisine et vaisselle, salle de bain (douche), chauffage poêle à bois hors saison. Piscine en saison. Départ nombreuses randonnées dont certaines vers les hauts plateaux du Vercors et toutes activités nature. *Tél : Roland, 04 75 21 15 73, www.souslayourte.com.*

■ **Charente-Maritime.** J'habite une maison 3 ch. près de l'île d'Oléron. Je vais m'absenter de chez moi plusieurs fois pour une ou plusieurs semaines au printemps 2008, du 6 au 20 juillet, la semaine du 15 août. La maison est libre pour vous si vous voulez passer quelques jours ici, contre modeste dédommagement et nourrir mon chat. *Alain Richard, tél : 05 46 47 84 91, spiraloleron@club-internet.fr.*

■ Loue gîte meublé pour deux personnes en Bretagne, période juin à août, 220 € la semaine. *Tél : 02 99 95 44 16.*


DR

Une autre Villa est possible

A Potsdam, près de Berlin, la Villa est un lieu de vie solidaire autogéré où se mélangent au quotidien activités, politique et culture. Ici, on s'active pour réaliser des projets émancipateurs et des alternatives conviviales à la morosité capitaliste ambiante.

C'est l'histoire d'une dizaine de copains venant principalement du Brandebourg (région de Berlin) qui s'est lancée dans cette aventure collective autogérée. Ils sont tous plus ou moins engagés politiquement, notamment dans le combat antifasciste et pour la culture alternative. Ils ont des compétences diverses : électricien, architecte, ébéniste, travailleurs sociaux, instituteur, actrice, étudiants et informaticien.
Pendant sept ans, ils construisent ce projet de vie et de travail collectif pour tenter d'appliquer au quotidien leurs idées de façon durable. De nouvelles personnes se greffent peu à peu au projet. Grâce au soutien du Miethäuser Syndikat (1) et d'apports financiers privés, ils achètent à crédit en juillet 2005 ce qu'on appelle *la Villa*, c'est-à-dire une maison de 600 m^2 et un atelier de 400 m^2 entourés d'un grand jardin.
Jusqu'à cet été 2007, les habitants de la maison aidés de copains, de volontaires internationaux et d'oiseaux de passage ont restauré ces deux vieilles baraques. Heinrich, un voisin de 70 ans vient souvent filer un coup de main "à ces jeunes gens courageux", il est toujours le premier à s'activer tôt le matin. La rénovation est surtout faite à partir de récup' et de matériaux écologiques.

La maison

Dans la grande maison, chacun a maintenant sa chambre au deuxième étage, qu'il loue à l'association pour 5 euros le m^2 par mois *a priori*, mais en réalité en fonction de ses ressources personnelles du moment. Dans la cuisine commune, on partage les repas du soir préparés à tour de rôle. Les sanitaires et la machine à laver sont aussi communs.

Très vite, ils aménagent et louent deux bureaux au rez-de-chaussée de la maison à des associations travaillant, l'une contre les discriminations, l'autre pour l'aide aux sans-papiers de la région. Une grande salle de séminaire est déjà souvent réservée par des associations et groupes politiques qui s'y réunissent pour des sommes solidaires. Ces groupes peuvent aussi dormir sur place au premier étage en louant deux grandes chambres d'hôtes comportant une dizaine de lits chacune, ils peuvent aussi cuisiner eux-mêmes ou commander à l'avance des repas souvent délicieusement concoctés par Andrea et Catia qui vivent là.

La maison des ateliers

Quand on entre dans la maison des ateliers, on peut rencontrer Tobi, ébéniste, qui réalise des meubles pour équiper la maison mais aussi pour les vendre. L'idée de l'atelier bois, c'est que les habitants de la ville viennent utiliser les machines et le matériel pour construire ou apprendre à construire leurs propres meubles. Il y a aussi l'atelier vélo. Il est ouvert, après adhésion, à tous ceux qui veulent venir apprendre à réparer leur vélo. Sur place, Peer est là pour les conseiller et des pièces détachées sont à disposition. Un atelier de construction "énergies renouvelables" est aussi en marche. Des ateliers poterie, photo et théâtre sont en projet. Au-delà des gens du coin, il est prévu d'accueillir, dans ces ateliers, des groupes d'enfants ou de personnes en difficulté.

Les projets

En plus des travaux de restauration, la plupart des habitants de *la Villa* ont commencé à penser et à réaliser des projets selon leurs envies et leurs


DR

Atelier menuiserie.

(1) Le *Miethäuser Syndikat* est un réseau solidaire de projets collectifs et autogérés, qui se soutiennent entre eux financièrement. La structure juridique de chacun des collectifs participants repose sur une association d'habitants et sur une SARL (GmbH). Les collectifs sont autonomes dans leur gestion mais le *Miethäuser Syndikat* possède une part de la SARL, donc un droit de vote limité à quelques points. Ainsi, il peut s'opposer à la reprivatisation et la remise des locaux sur le marché si un groupe décide de dissoudre son collectif. Voir en France le projet du CLIP à Paris.

compétences. Ces projets, portés par une ou plusieurs personnes, font vivre le lieu et permettent à ceux qui le souhaitent d'apprendre sur des thèmes et pratiques de leur choix.

› **Le projet écologique** a pour but de promouvoir les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables. En ce moment, Michaël, habitant de la maison, organise des ateliers de construction d'une éolienne verticale. Il prévoit aussi de faire des séminaires d'éducation à l'environnement.

› **Le projet Médias** consiste à mettre à disposition des supports techniques multimédias pour ceux qui veulent monter des projets. C'est aussi un gros travail de réseau via Internet entre différents projets de vie et de travail alternatifs. La création d'une radio locale est aussi prévue.

› **Le projet culture :** bientôt des projections, conférences, débats ; musiciens et théâtreux viendront animer régulièrement le lieu.

› L'idée du **projet international** est de créer des liens solidaires avec des individus et des collectifs autogérés d'autres pays. En 2006 et 2007, la maison a ouvert ses portes à des chantiers internationaux autogérés sur les thèmes de la participation politique puis du travail.
Des volontaires polonais, russes et français sont venus aussi à *la Villa* pour participer au projet à plus long terme. Certains restent, c'est le cas de Florent, 24 ans, français, qui est venu ici faire un Service volontaire européen (2) pour un an et a décidé de prolonger l'aventure à la Villa "où l'on apprend chaque jour un tas de choses".

› Un **projet historique international** est en cours. Il s'intéresse au rôle des femmes russes, polonaises et serbes contre le fascisme pendant la seconde guerre mondiale. Ainsi en avril 2007, Christian a embarqué ceux qui le voulaient (une dizaine de personnes) en Serbie pendant deux semaines pour interroger des vieilles partisanes et soutenir la création d'un centre antifasciste à Novisad, deuxième ville de Serbie.

Comme la tradition du groupe l'exige, en juillet de l'année dernière, habitants de la maison et jeunes du coin ou de France ont enfourché leurs vélos pour une virée de quinze jours entre la France et l'Allemagne, mêlant fête et politique en partenariat avec l'association Solidarités Jeunesses (3). C'est un moment de convivialité annuel très important pour le groupe parfois abîmé par les tensions quotidiennes.

Comment ça marche ?

Chaque lundi soir, les habitants de la maison se réunissent autour d'une bonne bière pour discuter de l'avancée des travaux, des projets, de la répartition des tâches et des problèmes. La plupart des habitants de *la Villa* et deux familles qui habitent encore en ville, faute de place, sont membres de l'association. Une journée par mois, ils se retrouvent pour parler des questions de fond, des finances et des projets à plus long terme. Les décisions sont prises par consensus et les modérateurs tournent. Les deux coordonnateurs de la maison doivent changer régulièrement.
"Comment est financé votre projet ?" est une question très souvent posée car ce fonctionnement collectif et pluriel en étonne plus d'un. Les caisses sont alimentées par la location des chambres individuelles, celle des chambres d'hôtes, de la salle de séminaire, des bureaux associatifs et par des dons. Les projets sont subventionnés surtout par l'Europe, par l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (4), un peu par la région du Brandebourg et par des fondations privées. Pour l'instant, l'argent récolté est consacré en grande partie au remboursement du prêt bancaire.

Les difficultés

Le choix était de rénover la maison et déjà de réaliser les projets. Les travaux ont inévitablement pris du retard à cause d'erreurs et du manque d'ar-

(2) Le Service volontaire européen (SVE) est un programme européen pour la jeunesse qui permet de financer en totalité un volontariat de 3 mois à 1 an dans une association d'un pays d'Europe pour les jeunes européens de 18 à 30 ans.
(3) Solidarités Jeunesses est, en France, une association nationale de jeunesse et d'éducation populaire qui organise des chantiers internationaux, des projets de volontariat à moyen et long terme, des actions d'insertion, des formations et des actions de solidarité internationale. Solidarités Jeunesses est la branche française d'Action jeunesse pour la paix (YAP). Elle compte, en France, plusieurs délégations régionales.
(4) Cet organisme favorise les échanges entre les jeunes des deux pays.



Réalisation de bois raméal fragmenté.



Menuiserie au soleil.


Rénovation du bâtiment principal.

gent. La fatigue se fait sentir. Les tensions sont fréquentes et augmentées par la précarité financière subie au quotidien. Après deux ans d'expérience commune, des visions assez différentes sur l'avenir de *la Villa* se confrontent et sont source de tensions.
L'envie d'être polyvalent et de prendre plaisir à ce que l'on fait est parfois bafouée par la nécessité d'être efficace. Mais le groupe tient le cap à grand coups de solidarité…

Des alternatives en chantier

Vivre ensemble au quotidien dans un habitat collectif, c'est tout aussi riche qu'épuisant. C'est partager les ressources, les repas mais aussi les savoirs et savoir-faire ou parler au moins deux langues dès le petit déjeuner…
Travailler autrement ? La critique du travail est au cœur du projet. A *la Villa*, ils sont nombreux à défendre le Grundeinkommen (revenu d'existence universel) qui ferait du travail une activité choisie. Cette idée est d'ailleurs bien plus souvent et largement débattue outre-Rhin qu'en France. Pour l'instant à *la Villa*, certains sont étudiants, d'autres travaillent dans la maison des ateliers avec l'équivalent allemand d'un Contrat aidé, deux personnes sont salariées de l'association à mi-temps, d'autres perçoivent l'équivalent du RMI ou ont des petits boulots à côté. L'idée c'est qu'à terme, les habitants de *la Villa* puissent vivre de leurs activités et de leurs projets réalisés sur place en recevant des revenus identiques. L'idéal serait que chacun arrive à fixer ses règles et son rythme d'activité en accord avec les autres.
L'écologie? Végétariens, ils essayent de s'approvisionner entre autres dans une ferme collective autogérée situé au nord de Berlin. La maison est chauffée par un chauffage central alimenté automatiquement par une chaudière à bois déchiqueté. Et l'électricité est Ökostrom (5). Principaux moyens de déplacement, les vélos stationnent devant la maison et on partage une voiture.


Repas en commun.

La formation alternative ? C'est un choix qui n'est pas des plus efficaces, certes, mais sûrement des plus riches. Ainsi, Roger, ancien permanent de l'association Solidarités Jeunesses Auvergne/ Rhône-Alpes, qui sait tout faire de ses mains, prend le temps d'expliquer patiemment aux moins expérimentés et aux volontaires les techniques de construction et de restauration. Bientôt, il construira un four à pain dans le jardin de *la Villa*. Chacun essaie de prendre le temps de transmettre ce qu'il sait aux autres.
Les meneurs des différents projets embarquent dans leurs aventures tous ceux et celles qui veulent apprendre ou apporter leurs compétences sur le sujet.
Les séminaires, à l'image du dernier qui posait la question de la place d'un lieu comme *la Villa* dans le mouvement social, ou les manifestations culturelles, sont aussi des moments de partage de savoirs et de savoir-faire ouverts à tous.
L'engagement politique? Ici on pratique l'autogestion et la solidarité pour une émancipation personnelle et collective. L'antiracisme et l'antifascisme comme la désobéissance civile, la nonviolence ou encore l'auto-organisation, sont des sujets privilégiés de réflexion et d'action. Début juin 2007, *la Villa* était sous haute surveillance policière car on y préparait activement le contre-sommet du G8 qui s'est tenu à Heiligendam. Plus généralement, *la Villa* soutient les squats du coin ou autres initiatives alternatives et s'investit dans le mouvement social local.
Durant l'été 2007, les ados du chantier international ont construit des jeux en bois dans le jardin pour que les enfants de *la Villa* et ceux de la ville viennent y jouer. Une maison passive en énergie sera bientôt en chantier sur le terrain pour que deux familles, partie prenante du projet depuis le début, viennent y vivre.
Si vous allez un de ces jours à Berlin, faites un détour à Potsdam pour prendre un petit bol d'air libertaire à *la Villa*, il est bien possible que, vous aussi, vous y restiez plus longtemps que prévu…

Camille Clochon ■

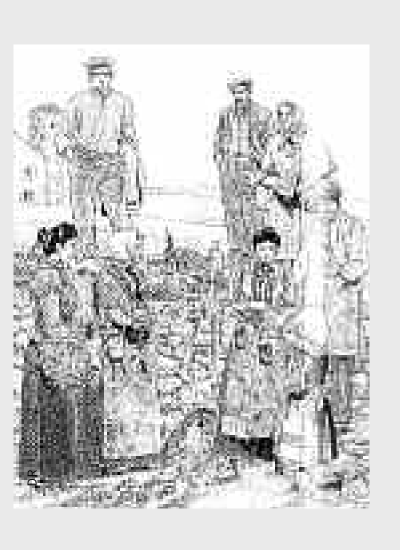


Soziales Zentrum Potsdam
Verein zur Förderung innovativer Wohn und Lebensformen e.V (INWOLE)
R-Breitscheid Strasse 164
14482 Potsdam. Allemagne
www.foerderverein-inwole.de
info@foerderverein-inwole.de

(5) En Allemagne, on peut choisir la provenance de l'énergie qu'on utilise. En choisissant l'Ökostrom, on a la garantie de n'utiliser que de l'énergie non atomique. C'est un mouvement de citoyens antinucléaires qui a mis ce système en place il y a quelques années.

Colporteurs de santé

Pendant de nombreuses années, dans les Pyrénées espagnoles, des femmes ont fait du porte à porte pour distribuer des plantes médicinales et soigner les gens… un métier qui pourrait renaître aujourd'hui autour de la phytothérapie.


DR

A la fin du 19e siècle, dans le haut Urgel, dans les Pyrénées espagnoles, au sud de l'Ariège, l'ouverture de mines et d'usines pousse les agriculteurs à travailler pendant l'hiver dans l'industrie et l'été dans les fermes, laissant seules les femmes dans les montagnes. Celles-ci vivent mal le départ de leurs hommes et le pouvoir que leur donne l'argent gagné et, déjà féministes, elles s'interrogent sur la mise en place d'une activité pour elles. A Tuixent et Vansa, des femmes ont l'habitude d'aller ramasser dans la forêt de la térébenthine, la sève du sapin, laquelle est utilisée pour lutter contre les maladies respiratoires. Elles commencent à en proposer autour d'elles et découvrent alors que les fermiers mais aussi les habitants des villages leur posent beaucoup de questions sur les possibilités de se soigner avec les plantes. Les jeunes femmes demandent alors aux plus anciennes, dont certaines connaissent bien les plantes, de les former pour les reconnaître, les cueillir, les faire sécher, les transformer et, peu à peu, elles développent un important savoir en plantes médicinales.

Les trémentinaires

Du fait du premier produit qu'elles ont commercialisé, elles sont appelés les trémentinaires (*térébenthine* se dit *trementina* en catalan). Le métier se structure au début du 20e siècle. Des tournées s'organisent dans tout le nord de la Catalogne, jusqu'aux portes des grandes villes. Les femmes se déplacent entièrement à pied, ayant adapté leurs vêtements pour y glisser des plantes sèches, des fioles d'huiles… Elles se déplacent par deux, une vieille et une jeune élève. Les tournées s'allongent et peuvent durer jusqu'à quatre mois, dans des conditions météorologiques souvent difficiles car les cueillettes se font surtout à l'automne et les tournées en hiver et au printemps. Les femmes ne vendaient pas sur les marchés, préférant une relation plus personnelle avec les gens qu'elles retrouvaient année après année.
Cela aura une conséquence sociale : une émancipation des femmes paysannes dans le nord de la Catalogne, celles-ci s'étant trouvé un revenu. Elles rencontreront de plus en plus les ouvrières des villes et seront impliquées dans la montée de la République avant l'arrivée de Franco. Sous la dictature, l'activité tolérée jusqu'alors est de plus en plus réprimée. Le métier va se perdre peu à peu… concurrencé par les hommes médecins qui se déplacent plus vite avec des véhicules motorisés. La dernière trémentinaire a exercé quand même jusqu'en 1982 (1).

Les herboristes de la montagne de Lure

La montagne de Lure, en haute Provence, renferme 1600 espèces de plantes. La montagne a été considérée pendant longtemps comme une

Cueillette de plantes médicinales (association Hélichryse, voir S!lence n°342).


DR

(1) Depuis 1998, un petit musée retrace leur histoire à Tuxient : Museu de les Trementinaires, plaça del Cadi n°1, 25717 Tuixent, tél : 973 37 00 30, www.tuixent.ddl.net.
(2) Sur les colporteurs de la montagne de Lure, il existe une étude publiée dans *Les cahiers de Salagon* édité par le musée départemental ethnologique de Haute-Provence, 04300 Mane, tél : 04 92 75 70 50.
(3) Soixante de ces producteurs sont regroupés au sein de Simples, Syndicat inter-massifs pour la production et l'économie des Simples, chemin des Genestons, 26110 Nyons, tél : 06 62 50 24 80, www.syndicat-simples.org.

immense pharmacie naturelle. Des herboristes y avaient leurs habitudes et aux 17e et 18e siècles, ceux-ci effectuaient également de longues tournées pour aller distribuer leurs plantes. A la différence des Trémentinaires, ils ne soignent pas eux-mêmes mais vendent en gros dans les villes aux droguistes (qui, à l'époque, vendaient les "drogues"), et aux épiciers (qui vendait les épices). Il s'agissait ici d'hommes, le plus souvent accompagnés de mulets ; les tournées allaient jusqu'au Languedoc, en Auvergne, en Bourgogne. Après la Révolution française, les métiers de médecin et de pharmacien se sont de plus en plus structurés, marginalisant de plus en plus ces pratiques. Le métier d'herboriste est devenu illégal en 1940 sous le gouvernement Pétain. Aucun gouvernement "démocratique" n'a depuis jugé bon de rétablir les autorisations nécessaires à ce métier (2).

Pour un retour des herboristes nomades

L'harmonisation législative européenne devrait permettre un retour de ces métiers sous une forme ou sous une autre puisque l'herboristerie est restée légale dans de nombreux pays : en Italie par exemple, vous avez souvent d'un côté la pharmacie qui vend des produits de l'industrie et de l'autre l'herboristerie qui propose des produits phytosanitaires naturels.
On peut donc imaginer qu'autour des producteurs de simples (les plantes médicinales) (3), aujourd'hui interdits de conseils de santé, puisse se développer à nouveau un réseau de colporteurs de plantes ayant une formation en phytothérapie. Et que ce qui se passe aujourd'hui plus ou moins clandestinement pour éviter les foudres de l'Ordre des médecins, pourrait renaître au grand jour.
Dans le cadre d'une réflexion sur la décroissance et sur la nécessité de ralentir pour préserver la planète, on peut alors espérer que se mette en place un réseau de colporteurs se déplaçant lentement, à pied, avec mulets ou vélos et remorques, qui proposeraient des traitements de fonds… au même rythme que dans le temps, c'est-à-dire avec une consultation annuelle.
Nous aurions alors fait un pas en dehors du complexe pharmaco-industriel et un autre vers un parcours de santé. Ceci pourrait s'inclure dans d'autres réflexions comme un système d'entraide pour l'hébergement, le développement d'initiatives nomades, des marches de décroissance autour d'un processus d'accompagnement de ces colporteurs et la reconnaissance du savoir des femmes, encore aujourd'hui, pour les questions de santé…

Francis Vergier ■

La Poste et l'enveloppement durable

Comme souvent dans les entreprises, le développement durable n'est qu'un prétexte à communiquer. Un exemple avec la Poste.

"*Entre une grave pénurie d'énergie et un dérèglement climatique majeur, nous ne savons pas aujourd'hui ce qui adviendra en premier. Mais nous savons qu'au moins l'un de ces deux bouleversements risque de se produire dans l'espace d'une ou deux générations. Il n'y a donc plus de temps à perdre*" (1). C'est en ces termes que s'exprime Jean-Paul Bailly, président du groupe La Poste, dans la préface du rapport annuel 2005 du développement durable de l'entreprise. Il précise en outre que : "*Le développement durable repose davantage sur des changements de comportement que sur des évolutions techniques* ». La prise de conscience sur la nécessité de préserver l'environnement est remarquable, semble-t-il, et les intentions sont louables. Patrick Widloecher, directeur du développement durable du groupe, s'enthousiasme : "*Le développement durable, ce n'est que du bonheur pour La Poste et son personnel, pour ses clients et ses partenaires*" (2), et il surenchérit : "*D'ici dix à quinze ans, l'acheminement et la distribution du courrier se feront quasiment sans émission de CO_2*" (3). Là, il n'y a plus de doute, avec autant de bonne volonté devant les défis à relever, La Poste va engager une politique économique et sociale raisonnée visant à réduire de manière drastique son empreinte écologique.


La Poste

Du discours à la réalité

Quelques mesures ont bien été prises à grand renfort de communication : 500 voitures électriques pour 2008 (10 000 à l'horizon 2011), 350 000 vêtements en coton équitable, création d'une filiale fret avec la SNCF (Olena Cargo) et surtout le fameux éco-carnet contenant 12 timbres à la place de 10 ! Ce saupoudrage de décisions est en complète contradiction avec les choix d'investissement du groupe. En voici l'illustration à travers des programmes en cours de réalisation :

› La branche Courrier dépensera entre 2006 et 2010 environ 3,4 milliards d'euros (4) pour moderniser son réseau de production afin de pouvoir délivrer, dès 2007, 85 % des lettres à J+1

(1) http://www.laposte.fr/IMG/pdf/rapport_developpement_durable_2005.pdf (préface)
(2) http://www.laposte.fr/IMG/pdf/rapport_developpement_durable_2006.pdf (page 48)
(3) http://www.laposte.fr/performanceclient/Les-marques-face-a-la-consommation# (onglet Interview)
(4) http://www.senat.fr/rap/a06-080-2/a06-080-24.html

(acheminement et distribution en 1 jour) et 90 % à terme. Quel client, particulier ou professionnel, a vraiment besoin d'un délai maximum d'une journée entre l'envoi et la réception d'une lettre alors qu'il existe des moyens de communication instantanée de documents (mail, télécopie, internet…) dans l'éventualité d'une urgence ?

› Le découpage de La Poste en quatre métiers (Courrier, Colis, La Banque Postale et le Réseau Grand Public) engendre des coûts considérables pour "dé-mutualiser" les moyens. En effet, chaque branche doit se doter de ses propres services ressources humaines, comptabilité, informatique, etc. autrefois partagés. Le budget s'élève à plusieurs centaines de millions d'euros, mais bien entendu, aucune publication n'a eu lieu sur ce point de la part des instances dirigeantes.

› Le changement de logo et de slogan en 2005 implique la rénovation de 17 000 bureaux et agences, 50 000 véhicules, 130 000 boîtes postales, des centaines de milliers de vêtements sont à remplacer et des millions de feuilles de papier sont mises au rebut. L'addition atteint plus de 800 millions d'euros (5) en intégrant le réaménagement de 2500 bureaux de Poste avec un espace boutique (6) ! Les bureaux doivent se métamorphoser en réseau de distribution de l'Enseigne La Poste, à l'instar des Relais H ou des buralistes, tel est l'objectif sans cesse ressassé.

› Les 2500 plus grands bureaux de Poste vont être équipés en 2008 de 5000 écrans plats, qui diffuseront de 10 à 15 minutes de publicité par heure (7). Le montant des matériels et de leur installation avoisine les 20 millions d'euros.

Pas d'angélisme

La Poste soigne son image de marque face à la concurrence grandissante des postes étrangères et des nouveaux opérateurs pénétrant le marché français (Adrexo, IMX France, Deutsche Post) ; la perte progressive de son monopole la pousse à suivre les mêmes dérives que toutes les entreprises privées dans un marché libéralisé et déréglementé, peu importe les impacts sur l'environnement et la société. Ce constat n'est pas étonnant au regard des propos tenus par les dirigeants eux-mêmes. Jean-Paul Bailly affiche sans vergogne des positions diamétralement opposées à celles citées ci-avant lorsqu'il dit : "*Pour La Poste, le développement durable, c'est d'abord un levier très pertinent d'amélioration de son efficacité économique, apporteur de nouveaux marchés et de chiffre d'affaires additionnel, véritable atout concurrentiel pour ses activités ou pour son attractivité*" (8). Patrick Widloecher est encore plus clair : "*Nous ne sommes pas dans une logique humaniste*" (9), "*Notre investissement dans le développement durable ne relève pas de l'angélisme*" (3), "*Pour nous, le critère déterminant est l'intérêt économique pour l'entreprise. Ensuite, nous cherchons à savoir si une pression réglementaire existe*" (10).

Gwendal Révault ■

Commentaire

Connaissant bien le groupe La Poste, je m'en suis servi comme étude de cas pour montrer l'hypocrisie des plans stratégiques des entreprises face à la surexploitation et au mésusage des ressources de la planète. Toutes les grandes entreprises se créent une enveloppe "durable" pour se blanchir des dégâts qu'elles causent et travestir la réalité des véritables enjeux commerciaux pour lesquels elles se battent.
Je souligne au passage que La Poste, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), n'est pas financée par l'Etat, elle s'autofinance grâce à un chiffre d'affaires de plus de 20 milliards d'euros. Par conséquent, les gaspillages susmentionnés ne sont pas payés par les Français via leurs impôts mais lors de leurs actes d'achat de produits et services, comme pour tous les consommables vendus par n'importe quelle entreprise.



La Poste

(5) http://tf1.lci.fr/infos/economie/2005/0,,3269172,00.html
(6) http://www.bureaudeposte.fr/ (bureau virtuel)
(7) http://charlieenchaine.free.fr/spip php?article18
(8) http://www.laposte.fr/groupe_poste_engagements_developpement_durable_enjeux_engagements_poste_122.html
(9) *Acteurs de l'économie* Rhône-Alpes (05/2007)
(10) http://www.journaldunet.com/management/dossiers/040226devdurable/widloecher.shtml (22/02/2004)

La tyrannie des géants de l'aluminium

L'Islande, ses vastes contrées sauvages, ses fjords, les rennes, la mousse fleurie... Au fil des ans, cette image s'est de plus en plus ternie du fait de la complaisance des gouvernements successifs vis-à-vis de l'industrie de l'aluminium.


DR


DR


DR

Différentes actions de blocage pendant le camp d'été.

L'électricité peu chère (géothermie et hydraulique) suscite l'appétit des compagnies de fabrication de l'aluminium. Un projet pharaonique autorisé par le gouvernement menace la région autour du plus grand glacier d'Europe du Vatnajökun.
Pour le compte d'*Alcoa*, premier producteur mondial d'aluminium, une usine va produire 322 000 tonnes d'aluminium par an (1,3 % de la production mondiale). Les travaux de construction des barrages hydroélectriques nécessaires à son fonctionnement exclusif ont déjà commencé. Le principal barrage de Karahnjuva sera haut de 193 m, et inondera 57 km² de régions sauvages anciennement "protégées".
La construction de deux nouvelles fonderies et d'extensions d'usines déjà existantes sont à l'ordre du jour dans d'autres régions. Une de ces extensions concerne l'usine d'aluminium *Isal* près du port de Hafnarfjodur propriété du géant canadien *Alcan*. Suite à des protestations, s'est tenu un référendum local le 31 mars 2007. L'opposition à l'agrandissement a recueilli 50,3 % des voix. Peu après, la direction d'*Isal* fit savoir qu'elle renonçait à l'extension mais procéderait tout de même à quelques aménagements techniques pour augmenter sa production annuelle à 350 000 tonnes. La Haute Cour de Justice islandaise a rendu un arrêt en juin 2005, invalidant le permis de construire d'une usine d'*Alcoa*, celle-ci n'ayant pas procédé à l'évaluation obligatoire des conséquences environnementales de son projet. Mais la construction se poursuit en toute impunité.

Peinture verte

Le méga projet de barrage du Karahnjukar se fait malgré les rapports de géologues islandais et américains mettant en garde contre l'instabilité géologique de la zone. Le gouvernement islandais n'a reculé devant rien pour parvenir à ses fins : menaces physiques, harcèlement moral, désinformation... La présidente d'*Alcoa* a présidé le *WWF-USA*, une des principales associations internationales de conservation de la nature, pendant quinze ans et leur a versé des millions. Le 25 janvier 2007, à Davos, *Alcoa* a été classé au sein du "Global 100 most sustainable corporations in the world". Bref, tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes du développement durable. Pourtant, ces constructions saccagent des régions uniques d'un point de vue de la biodiversité. L'érosion et la désertification menacent, le milieu marin privé du limon habituellement apporté par les rivières glacières va s'appauvrir...

Chantage à l'emploi

Ces chantiers devaient créer de l'emploi. Mais *Imprégilo*, le maître d'œuvre italien du projet du Karahnjukar, plutôt que d'employer de la main d'œuvre locale, exploite majoritairement des ouvriers étrangers (Chinois, Portugais…). Le racisme et la xénophobie se développent. Par contre, la fonderie d'*Alcoa* reliée au grand barrage devrait embaucher 800 personnes du cru, ce qui contribue à partager la population entre les pour et les contre. Pour convaincre, *Alcoa* et

Le groupe anarchiste Jes Futuro

Le groupe anarchiste *Jes Futuro* s'est créé le 1er mai 1998 à Lannion (Côtes-d'Armor).
Jes Futuro s'est investi dans les luttes sociales (par exemple marches internationales contre le chômage avec AC !), contre le nucléaire civil et militaire, contre le tout incinération...
Il se prononce pour un anarchisme social, pour les luttes antipatriarcales, le pacifisme intégral, la non-violence active, la libération animale, l'écologie, l'espérantisme.
Voir le "manifeste pour notre anarchisme" sur le site *www.anarchisme et non violence2*.

Groupe Jes Futuro
c/o Cel
Bp 20138
22300 Lannion.



DR



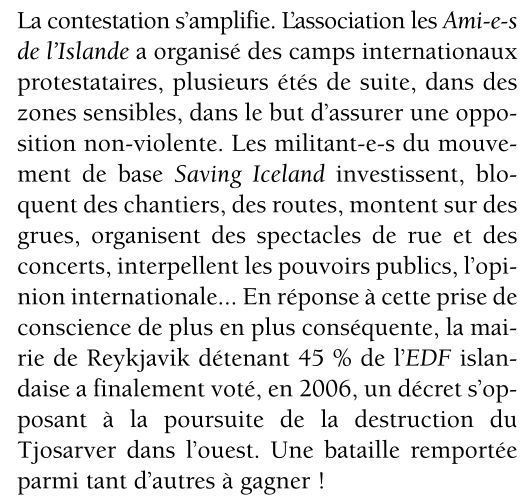
DR



DR

> Pour en savoir +

http://www.savingiceland.org/



l'*EDF* islandaise financent de nouvelles routes, un gymnase, un hôpital, et même un stage de formation de la police aux USA (!).

Opposition non-violente

La contestation s'amplifie. L'association les *Ami-e-s de l'Islande* a organisé des camps internationaux protestataires, plusieurs étés de suite, dans des zones sensibles, dans le but d'assurer une opposition non-violente. Les militant-e-s du mouvement de base *Saving Iceland* investissent, bloquent des chantiers, des routes, montent sur des grues, organisent des spectacles de rue et des concerts, interpellent les pouvoirs publics, l'opinion internationale... En réponse à cette prise de conscience de plus en plus conséquente, la mairie de Reykjavik détenant 45 % de l'*EDF* islandaise a finalement voté, en 2006, un décret s'opposant à la poursuite de la destruction du Tjosarver dans l'ouest. Une bataille remportée parmi tant d'autres à gagner !
L'agrandissement de la fonderie d'*Alcan* à Hafnarfjordur a été rejeté par référendum, d'autres projets dans le sud ouest sont en suspens.
Le 12 septembre 2007, c'était la journée d'action internationale contre l'industrie lourde en Islande, en Afrique du Sud, à Trinidad, au Danemark... marquant le début d'un nouveau mouvement global. Ces principales cibles sont *Alcan/Rio-Tinto* et *Alcoa*. Ce nouveau mouvement de lutte a été initié lors du dernier camp d'été de *Saving Iceland* à Öfus.

Groupe Jes Futuro ■

Commençons au sommet de l'Etat. Le parrain de Louis, le fils de Sarkozy, n'est autre que Martin Bouygues, le roi du béton. Or l'un des principaux bénéficiaires lors de la construction d'un réacteur est celui qui fournit le béton dont il faut des dizaines de milliers de m3 pour les enceintes de confinement. Le croirez-vous, mais c'est Bouygues qui a le marché de la construction de l'EPR à Flamanville ; chantier que Sarkozy ne veut pas remettre en question. C'est le même Bouygues qui va reconstruire un sarko, pardon un sarcophage autour du réacteur accidenté de Tchernobyl.
Mais le lobby, ce sont d'abord des hommes bien placés aux bons endroits : cela permet de se justifier de manière “objective”. Ainsi le nouveau gouvernement a demandé une étude sur la refonte d'Areva à la banque HSBC et au cabinet conseil McKinsey. Au sein de la banque, le dossier est entre les mains de Philippe Poncet, ancien président du conseil de surveillance d'Areva, et au cabinet conseil entre les mains de Bruno Bézard, ancien administrateur d'Areva. Il était aussi auparavant responsable de l'APE, Agence des participations de l'Etat… qui finance les grands projets, dont le nucléaire évidemment. Nul doute que ces deux experts indépendants vont conclure à la nécessité de relancer le nucléaire (1).
Juste retour de services, Sarkozy a annoncé, le 24 septembre 2007, devant l'assemblée générale de l'ONU à New-York que *“La France est prête à aider tout pays qui veut se doter de l'énergie nucléaire civile”*. Ce n'est pas nouveau, mais cela a le mérite d'être dit publiquement. Pour la bombe atomique, on vous en parlera plus discrètement en coulisse…

Sous couvert de la science…

L'académie des sciences et l'académie des technologies ont parrainé, le 10 octobre 2007, au Sénat, un “pré-Grenelle de l'environnement” sur le thème “Energies et effet de serre”… qui n'avait pour but que d'appuyer une demande de relance du nucléaire : un deuxième EPR tout de suite, des véhicules électriques… On y retrouvait tout le gratin nucléocrate : Georges Charpak, l'Association des Ecologistes pour le Nucléaire (2), le Mouvement National de Lutte pour l'Environnement (3), la Société Française de l'Energie Nucléaire (le lobby officiel)… mais aussi des associations plus étranges comme les Vieilles Maisons Françaises, Ecologie Radicale, Energie Intelligence, la Demeure Historique, la Ligue Urbaine et Rurale, la Société pour la Protection des Paysages, qui toutes dénoncent les horribles éoliennes : un millier en France noyées au sein de 50 000 pylônes très haute tension, qui eux sont très jolis, tout comme les tours de refroidissement, aussi hautes que les éoliennes (4).

Un lobby qui contrôle le politique

Alors que partout dans le monde, le nucléaire est dans une phase de ralentissement ou d'arrêt, en France, un puissant lobby arrive à la maintenir envers et contre tout. Quelques exemples de son action.


Michel Bernard

Centrale nucléaire de Cruas.

…mais pas de toute la science !

Médecin biélorusse, spécialiste des conséquences sanitaires de la radioactivité, Youri Bandajevski a été condamné en 1999 pour une prétendue affaire de corruption au sein de l'université de médecine. Il publiait régulièrement des données importantes sur les conséquences de l'accident de Tchernobyl dans le sud de son pays. Adopté comme prisonnier politique par Amnesty International, il a été finalement libéré en 2005. En avril 2006, avec le soutien de la ville de Clermont-Ferrand, il peut venir s'installer en France et bénéficie pendant un an d'une bourse pour reprendre ici ses études. Fin septembre 2007, il a annoncé qu'il allait quitter la France après avoir constaté que le lobby nucléaire français avait réussi à lui fermer toute intégration possible dans des unités de recherche de l'université. Mieux vaut ignorer le sort des neuf millions de personnes qui, quotidiennement, vivent dans les zones hautement contaminées.

Fausse démocratie

Lorsqu'il existe de faibles contre-pouvoirs pour simuler une très partielle démocratie, les magouilles ne sont pas en reste. Ainsi, la loi Bataille du 30 décembre 1991 prévoyait pour chaque solution étudiée pour l'avenir de nos déchets, un certain nombre de structures de concertation. Aujourd'hui, seule la solution de l'enfouissement des déchets est "étudiée" à Bure, dans la Meuse… et la Commission locale d'information et de suivi du "laboratoire" vient de choisir son président, le 2 octobre 2007. Les présidents des conseils généraux de la Meuse et de la Haute-Marne ont choisi… Christian Bataille, député PS à l'origine de la loi, lequel avait prévu le financement desdites instances pour leur faire accepter le nucléaire. Membre du parti socialiste, il s'est récemment illustré par ses prises de position contre Ségolène Royal, moins sensible aux charmes de l'atome.

C'est encore le même lobby qui a réussi à faire en sorte que le nucléaire ne soit pas débattu au Grenelle de l'environnement, pseudo-consultation démocratique des associations réelles ou télécommandées.

Le lobby nucléaire semble avoir aujourd'hui encore les moyens de contrôler la situation. Malgré le coût financier exorbitant. Malgré le risque d'accident. Malgré une opinion publique largement hostile au nucléaire et qui lorgne avec envie ce qui se passe dans les pays voisins.

Michel Bernard ■

(1) Le *Canard enchaîné* du 19 septembre 2007.
(2) Le *Canard enchaîné* avait publié un article rappelant son financement à l'époque par Framatome.
(3) Proche du parti communiste, indécrottable parti pronucléaire. Ce qui s'explique notamment par ses liens avec la CGT, gestionnaire du très riche comité d'entreprise d'EDF.
(4) Que l'on retrouve nombre de salariés ou retraités d'Areva, d'EDF, de la Cogéma dans les rangs des administrateurs des associations anti-éoliennes n'est qu'un pur hasard.

Courrier

Décroissance côté femmes



Je vous écris suite à l'article paru dans le S!lence d'octobre (n°350) sous le titre "La générosité masculine". Ne sachant pas s'il fallait le prendre au premier degré ou s'il s'agit uniquement de provocation, j'ai souhaité cependant réagir devant l'énormité des propos. Car si Françoise Chanial préfère coller des enveloppes plutôt que prendre la parole en public, ce n'est pas une raison pour devoir étendre son cas à toutes. Cette parole que l'on conquiert, car il s'agit bien d'une lutte, parole que les hommes ont tant de mal à nous concéder, nous ne devrions pas la vouloir ? Combien de femmes meurent encore, sont emprisonnées, battues, violées, pour avoir voulu s'exprimer, parler, dire qu'elles existaient, au même titre que les hommes. Et nous devrions qui plus est "reconnaître ce que nous donnent les hommes" !
Je ne prétends pas que tous les hommes sont de sombres brutes, loin de là, moi aussi j'en connais de très bien, qui luttent à mes côtés pour l'égalité hommes-femmes notamment. Mais les violences envers les femmes continuent, la précarisation des femmes s'accroît, et si, ici, nous avons les mêmes droits dans la loi, dans les faits les mentalités continuent d'emprisonner femmes et hommes dans des shémas de domination.
Donc je ne remercierai pas les hommes pour leur générosité. J'ai envie d'être actrice de ma vie et ce n'est pas facile tous les jours, la liberté a un prix élevé, mais je suis bien plus heureuse dans la recherche de cette liberté qu'enfermée dans un rôle de femme effacée que je n'aurais pas choisi. Cela ne fait pas pour autant de moi une personne sans foi ni loi qui marchera sur les autres pour arriver au pouvoir suprême. On peut désirer être indépendante et chercher à construire un monde plus solidaire.
Je citerai pour finir Gisèle Halimi qui dit très justement : "Lutter contre l'humiliation des femmes, c'est lutter contre l'humiliation des peuples". Il ne s'agit donc pas uniquement de revendiquer pour nos droits, il s'agit de revendiquer les mêmes droits pour toutEs, sans nous oublier pour une fois.

Sylvia Di Luzio
Paris

Label NESO : le bio en questions

Suite à l'article "NESO" de Paul Garde dans le n°351… vouloir élargir une appréciation à un ensemble de critères alternatifs : bravo !
Le sentiment que j'éprouve en lisant votre article a un relent de normalisation établie selon des données bien passéistes, en particulier au regard du critère qualitatif des produits. Le cahier des charges AB qui reste la référence en matière de respect des l'environnement, de la nature, des animaux, y compris des consommateurs a même réussi à se rallier la biodynamie dont le déclencheur Rudoph Steiner se référait à l'âme ainsi qu'aux énergies vitales, plutôt qu'au juste dosage : protéines lipides glucides (et pognon !). C'était il y aura bientôt un siècle !
Vous proposez d'attribuer la note maximale au label bio lequel autorise l'écornage des bovins. "Evitons qu'ils se blessent et diminuent ainsi leur valeur économique". Mais pourquoi se blessent-ils ? "Eh bien parce que l'univers concentrationnaire dans lequel ils vivent développe l'agressivité !" (…)
Vous trouverez par vous-mêmes bien d'autres exemples du manque d'implication profonde et sincère de ce cahier des charges. (…).

Olivier Bonfils
Tarn-et-Garonne

S!lence : l'article de Paul Garde ne fait pas référence au label AB pour sa notation ! Au contraire, il propose de le remplacer justement avec de nouveaux critères.

Naturel
Origine
Energie
Social

Une démographie soutenable mais pour quoi ?

(…) L'acte le plus inhumain du monde consiste *à avoir* des enfants, et l'acte le plus humain du monde consiste *à être* parent.
La différence me semble fondamentale mais c'est à chacun, selon sa conscience, de se situer entre ces deux attitudes, et entre leurs corollaires : avoir des enfants ou être parent ; possession ou tutorat ; élevage ou éducation ; infantilisme ou responsabilité ; égocentrisme ou convivialité ; profit ou équité ; compétitivité ou bien-être ; surconsommation ou sobriété ; décervelage ou conscience ; intégrisme ou spiritualité ; excès ou respect ; croissance ou vie ; égoïsme ou amour ; avoir ou être. (…)

Philippe Serpollet
Haute-Savoie

Label NESO (bis)

Agriculteur bio depuis plus de trente ans et responsable d'une Biocoop toujours plus grande pour le meilleur et (plutôt pour) le pire, j'ai lu avec intérêt l'article de Paul Garde dans le n°351 de *S!lence* dans la mesure où il brosse bon nombre de paramètres qui posent question, et pointe du doigt nombre de contradictions de l'agriculture biologique et de ses circuits de distribution.
Après, la réponse concrète, y compris au niveau d'un label, n'est pas chose simple, tant la réalisation matérielle d'une idée, surtout quand elle est belle, est parfois chose ardue.
J'aimerais sur un aspect avoir des informations objectives : sur quels éléments précis s'appuie-t-il pour affirmer que les produits bio d'Espagne du sud sont cultivés grâce à la surexploitation d'ouvriers immigrés ?
A-t-il des infos précises et vérifiées, ou s'agit-il d'un amalgame avec l'origine des produits et les reportages faits sur l'exploitation forcenée des clandestins en Andalousie ?
De même (…) y a-t-il des études faites sur le coût énergétique comparé d'un kilo de tomates transporté d'Espagne au mois d'avril par rapport à celui d'un agriculteur français qui chauffe ses serres ? (…)

Pierre Küng
Lot-et-Garonne

S!lence : sur les immigrés exploités en Espagne, nous n'avons pas de sources précises. Sur le coût énergétique comparé, des études assez fines ont notamment été publiées par le WWF-Suisse entre produits importés, produits forcés sous serre, produits de saison en pleine terre : WWF, chemin de Poussy 14, CH 1214 Vernier, tél : 022 939 39 90.

Label NESO, suite

Je viens de lire l'article sur Neso. Ce label social m'intéresse. Je suis jardinier et j'essaie d'appliquer les principes de la biodynamie. Je suis donc bio, mais sans label. Je vends des légumes directement du jardin et je pratique aussi le système des paniers. (…) Pourriez-vous me donner les contacts de Neso ou me mettre en contact avec eux ?

Georges Bérault
Vendée

S!lence : nous avons reçu une réaction de Paul Garde, l'auteur de l'article sur le label Neso, initialement paru dans le n° 275 de S!lence. Il explique n'avoir pas poussé plus loin cette proposition. Des expérimentations ont été mises en place en Bretagne par l'Aspaari, place de l'Eglise, 35330 Bovel, tél : 02 99 92 09 32. Notons également que la Charte de l'agriculture paysanne, mise en place par la Confédération paysanne et l'Adear, constitue une forme d'engagement pour l'agriculture et l'élevage, suivant des critères à la fois environnementaux et sociaux : elle prend en compte autant le respect de l'environnement que la qualité des produits, la transmissibilité ou encore l'autonomie. Confédération paysanne, 104, rue Robespierre, 9 3170 Bagnolet, tel : 01 43 62 04 04. Enfin, Nature et Progrès propose une mention bio qui intègre déjà des critères sociaux… et qui évolue dans le sens du label Neso : Nature et Progrès,16, avenue Carnot, 30100 Alès, tél : 04 66 91 21 94.

Poème solaire

En lisant l'article "Le soleil existe, pas besoin de l'inventer" (n°351, p. 24), j'ai pensé à mon petit poème qui me sert de leitmotiv, chaque fois que je présente mes cuiseurs solaires.

"L'énergie solaire
Est fusion nucléaire
Elle nous produit la lumière
Qui est filtrée par l'atmosphère
C'est la source de vie sur la terre

Ne fais pas marche arrière
Ne fais pas revenir sur la terre
L'énergie nucléaire
Meurtrière
Militaire

Respecte les produits de la lumière
Bois chaleur et vent sont tes partenaires

A ton étoile solaire
Les fusions nucléaires
A ta planète terre
Les repos de lumière

Et que l'humanité entière
Eclairée par la lumière
Vive la paix sur terre

Dominique Loquais
Loire-Atlantique

Ps : Vous pourrez également ajouter le site http://four-solaire.iguane.org, sur lequel toute personne qui en a le désir pourra se mettre à fabriquer son four.

Inquiétude

Je suis inquiet pour l'avenir de la communauté « silencieuse » telle qu'elle est représentée dans l'illustration de Mandragore encartée dans le n°351 de S!lence. En effet on n'y voit personne s'embrasser ou faire l'amour... Rassurez-moi ! (PS pour rire : silencieux c'est bien l'anagramme de licencieux, non ?)

Franck Caulin
Sarthe

Des rencontres pour les vieilles souches

Dans *S!lence* de novembre (n°351) Michel Jarru nous parle des jeunes pousses, et je viens vous entretenir des vieilles souches. De nombreux militant-e-s en retraite, vivant seul-e-s éprouvent le besoin de se retrouver pour :
- s'entraider au quotidien,
- rassembler forces et expériences pour agir ensemble,
- accueillir des militants en lutte ayant besoin de se ressourcer,
- transmettre aux enfants et aux jeunes les valeurs humaines qui les meuvent.

En effet l'âge avançant, chacun doit faire face à divers problèmes. Seul, il devient difficile de répondre à toutes les sollicitations d'actions pour un monde plus humain et la sauvegarde de la planète. Je propose aux vieilles souches, lectrices de *S!lence*, de se rencontrer régulièrement en écovoisinage, par équipes de 4 à 7 pour rassembler nos richesses humaines, nos forces et nos compétences afin d'être plus efficaces tout en préservant nos moments de solitude et d'indépendance.
Pourquoi pas aussi se créer des lieux de vie écologiques afin d'être proches les uns des autres pour mieux concrétiser nos aspirations, nos rêves, moins polluer, mieux accueillir.
Je m'adresse aux vieilles souches, bien enracinées et vivantes, solitaires mais solidaires, riches de tout un passé, debout, actives, pleines de jeunes pousses pour le présent et l'avenir.

Alexis Robert
Ille-et-Vilaine

Face au néo-libéralisme : une autre culture

(...) Le triomphe du néo-libéralisme après la chute du mur de Berlin, en 1989, est mondialement évident. (...) Le néo-libéralisme n'est pas qu'un système économique : c'est essentiellement une culture, c'est-à-dire une certaine conception de la société, de l'homme, une manière d'être au monde, une éthique, des (anti-)valeurs... En mettant l'économique au centre, le néo-libéralisme supprime de fait les autres aspects de la culture en réduisant ceux-ci à leur dimension marchande, autrement dit en niant leur spécificité. Mais si tout a un aspect économique, l'économique n'est pas le tout.
L'échec de la résistance vient de là : les alternatives proposées se situent essentiellement sur le terrain même des néo-libéraux : l'économique. (...)
En ce qui nous concerne, nous pouvons témoigner qu'après la guerre 1939-1945, il existait un courant minoritaire au sein même du mouvement ouvrier et de l'opposition anti-capitaliste, pour qui l'augmentation de la production et la répartition des richesses n'étaient pas le problème unique ni même essentiel : fallait-il tout sacrifier au niveau de vie au détriment des conditions de travail ? Se résigner à l'aliénation de l'emploi salarié industriel dépourvu de sens et assujetti au rendement chronométré selon Ford et Taylor ?
N'y avait-il pas mieux à faire que de travailler 10 heures par jour, plus les temps de déplacement ?
Au contraire, valoriser le temps libre hors-travail, pour vivre mieux les relations familiales et autres, pour découvrir d'autres mondes passés et présents, géographiques et culturels, prendre en compte la création artistique — immense enthousiasme du TNP de Jean Vilar, les ciné-clubs — place des comités d'entreprise dans les activités d'ouverture culturelle, création des maisons des jeunes et de la culture ; comprendre et transformer le monde en tenant toute sa place de citoyen (fédérations d'éducation populaire) (...).
Tous ces aspects qualitatifs minoritaires étaient présents dans les luttes collectives d'émancipation mais considérés comme secondaires par la majorité influencée par une conception étroite du marxisme (syndicat et parti) pour qui la feuille de paie était première, rejoignant ainsi sans le vouloir, la conception matérialiste du libéralisme.
Dans ce contexte, Mai 1968 n'est pas un surgissement spontané imprévisible mais apparaît comme un moment exceptionnel préparé par ces courants souterrains présents dans les luttes, mettant au grand jour ce qui était vécu intuitivement comme une promesse. Relevons quelques aspects : la contestation de la société de consommation, ne pas perdre sa vie à la gagner, "métro boulot dodo", vivre autrement personnellement et collectivement, questionnement (...) qui invitait à une remise en cause radicale de la société.
Que faire aujourd'hui ?
Bien saisir les mutations à accomplir. Nous sommes au vingt et unième siècle... ne pas raisonner comme au dix-neuvième ou au vingtième, mais relativiser l'économique en le situant dans un ensemble plus vaste, d'ordre culturel, en inversant le champ des motivations : du quantitatif au qualitatif, de l'avoir à l'être. Puisque dans l'immédiat, la racine du problème vient d'une certaine conception de l'économique, c'est sur ce plan qu'il faut agir en priorité, mais non pas en proposant un autre système clés en main, en reconduisant les stratégies du passé : la lutte des classes certes, mais pas seulement pour une répartition autre des richesses.
D'abord remettre en cause la croissance économique, être résolument des objecteurs de croissance, sans biaiser. (...)
Les propositions alternatives au libéralisme du vingtième siècle ne remettaient pas en cause le dogme de la production industrielle à tout prix, mais la répartition des richesses (...). Mais on ne bat pas le libéralisme sur son propre terrain : la production des richesses obtenues par l'exploitation de l'homme et de la nature et accaparées par des minorités (à l'échelle mondiale).
Il s'agit donc éminemment d'un combat culturel, mais de la culture non pas comprise comme un empilement de connaissances érudites pris comme un moyen de se distinguer des autres (Bourdieu : "la distinction") (...). La culture comme recherche et propositions de sens et de mémoire qui donne raison d'être et d'agir. C'est une perpétuelle quête personnelle et collective, nourrie par l'apport des différentes civilisations, dans l'espace et dans le temps, donc ouverte aux diversités, et non hégémonique. (...) La culture ne peut donc être considérée comme un service marchand comme le voudrait l'OMC, mais au contraire comme échappant à toute commercialisation puisqu'elle est à la racine du vivre ensemble.
Un exemple (...) : le cinéma comme septième art. Si l'aspect financier et commercial l'emporte sur sa dimension artistique, c'est sa négation comme art. Le combat contre les multiplexes dans cette perspective, est d'une importance capitale. (...)
Rien ne pourra se faire sans un changement profond des mentalités. Dans nos démocraties, le changement ne peut exister que si l'opinion y consent, le comprend, en voit la nécessité, et y trouve un mieux vivre. Ce qui suppose un travail d'éducation populaire (information, formation, animation) qui ne soit pas contrecarré par les médias dominants. (...) Il faut contribuer à la naissance d'un nouveau monde, une nouvelle étape de l'humanité : imaginer et mettre en place un autre paradigme pour les temps à venir.

Michel et Francine Coutaux-Beauplet
Gironde

Courrier

Salaires égaux

Il y a un an environ, il a été question de traiter, repérer, organiser, rendre visibles les entreprises coopératives dont le salaire était égalitaire. J'ai envoyé un courrier de réponse (suis-je le seul ?), mais il n'y a pas eu d'articles sur ce sujet depuis. La question a-t-elle été oubliée ?

Alain Marcom
Haute-Garonne

S!lence : eh bien oui, vous avez été la seule réponse ! Donc pour faire un article sur le sujet, c'est un peu juste. Nous renouvelons donc notre appel : si vous travaillez — comme nous à S!lence ou Alain Marcom à Inventerre — dans une structure pratiquant l'égalité des salaires, merci de nous le signaler. A l'inverse, si dans votre entreprise alternative, vous avez fait d'autres choix, n'hésitez pas non plus à nous en présenter les raisons.

Gens du voyage

J'ai pu lire dans le n°349 de septembre 2007 (p.41) un texte sur les pénalités pour les « délits » [d'installation sur des emplacements non-autorisés pour les gens du voyage, ndlr]. Personnellement je ne suis pas d'accord pour parquer les individus, ceci permet de mieux compter les brebis ! (...) Si pour certains il est utile de bénéficier d'un parc prévu, alors oui, mais c'est aussi imposer une façon de ne plus avoir aucune liberté (...). Relire le loup et le chien, de Jean de La Fontaine.

Claudine Loren
Hérault

Le verre de l'amitié, version écolo !

Je voudrais apporter un complément à l'excellent dossier sur les "foires écolo" paru dans S!lence n°349. Ce genre de manifestations ne doit pas, effectivement, simplement transmettre un message idéologique ou vendre des produits, mais doit, dans son déroulement, son organisation matérielle, témoigner de nos valeurs, mettre en œuvre les solutions pratiques que nous préconisons. Si le repas est bio, évitons de le servir sur des assiettes en plastique jetable !
Alors il me vient une idée qui ne rétablira ni les comptes de la nation, ni l'équilibre de la nature, simplement un très modeste "geste vert" pour tous ceux qui fréquentent les foires bio, et aussi ceux, militants d'associations plus ou moins environnementales, qui sont de plus en plus conviés à des inaugurations, réunions, (...) portes ouvertes, (...). Vous connaissez tous cette institution "so British", le "hamper", cette mallette d'osier traditionnellement utilisée par l'aristocratie, mais aussi les pêcheurs bien équipés, qui comporte, retenus par des courroies de cuir, des assiettes légères mais de bonne facture, des couverts, des flûtes à champagne... tout ce qu'il faut pour une garden-party distinguée. On la range dans le coffre de la Bentley, et le tour est joué.
Imaginons une version plébéienne et légère : pour les verres de l'amitié, foires de l'écologie et autres pots de départ, un verre de diamètre réduit, incassable dans son étui d'osier, est glissé dans le sac à main ; pour les buffets, en plus du verre, une pochette légère comprend deux assiettes, une petite serviette en tissu, des couverts de plastique non-jetables, et une enveloppe lavable où ranger la vaisselle souillée, le tout se rangeant dans un petit sac à dos ou se glissant dans l'attaché case. Pour les créatifs amateurs, une occasion d'imaginer une œuvre unique : pochette brodée maison, objets détournés... (...).
C'est dit, si je dois un jour être invité à l'inauguration d'un capteur solaire (...), je ne viendrai pas sans mon kit...

Jean-Pierre Cattelain
Doubs

Idées blanches

Je ne suis pas pessimiste, ni optimiste
Je ne vois plus les mystères
tout est dit sur la raison de notre existence...
il y'en a des tonnes c'est-à-dire aucune
vivre et faire comme si c'était important
pour le supporter jusqu'à sa mort
faire comme si chacun était original
... des milliards d'êtres humains ont été originaux avant nous

Société simple abrutie affamée de simplicité et de bêtise
simplifions tout pour tout ingurgiter plus facilement
achetons achetons achetons
faisons la queue dans les grands magasins
on aura tous notre part de la vie qu'on nous vend

La vie est une question posée vivante
on ne peut y répondre ? bien ne faisons rien alors
ne pensons plus
laissons-nous porter par cette pauvreté que la masse adore
devenons la masse
puisque nous sommes la masse ...
sans originalité
mourrons comme tout le monde est mort avant nous
oublions-nous
puisque nous ne nous sommes jamais souvenu
de pourquoi nous étions là
oublions-nous plus et encore
n'éteignons plus la télé
ne protestons pas contre la publicité
ne protestons pas contre les séries débiles
ne disons rien sur la "musique" des grandes radios
ne songeons plus à nos futures générations
puisqu'elles ne seront pas plus originales que nous l'aurons été
réfléchissons "être contre ou pour la tectonique?"
"contre ou pour la star académie", "contre ou pour la connerie"
crions pour !
pour le débat,
oui mais sans franchir les limites de ce qu'il nous est donné de comprendre
ne nous cassons pas le crâne
on pensera bientôt à notre place totalement
nous serons enfin soulagés
achetons mangeons dansons vivons cette source de pauvreté
non à la richesse intérieure oui au fric
oui au divertissement compréhensible
nous avons besoin d'être ménagés
d'être d'accord, d'être compris, je suis con alors donnez-moi de la connerie
pour que je sois encore plus con et que l'on me couvre d'encore plus de connerie
encore
oui encore
le peuple le réclame
faim
faim
faim
nous aurons toujours faim
de ces plats savoureux servis dans les médias
du sang
du neuf
des événements de l'action du vrai qui coule du fort de l'intense du cher
encore encore
ma vie à moi est bien trop nulle racontez-moi celle des autres
je suis vivant
au seuil de la mort des autres
je suis heureux grâce au malheur des autres
je paye pour ça
je paye pour ça
...

Sinon à part ça ... ça va !
et toi ?

Raphael Chemin
raphchem@hotmail.fr

Les potentialités du vent

L'homme est décidément curieux. Il se bat pour accéder au charbon, au gaz, au pétrole, à l'uranium dont la mise en œuvre produit des déchets gênants et pose des problèmes difficiles. Ce cruciverbiste invétéré se casse la tête alors qu'il n'y a pas plus simple que d'utiliser le vent ! C'est une énergie diluée certes mais surabondante et gratuite. Avec elle, les récepteurs atteindront des dimensions très importantes, mais ils peuvent être réalisés avec les matériaux les plus ordinaires.
Imaginons, en mer, à quelques milles du rivage des rangées d'immenses installations qui auraient comme premier avantage de protéger la faune marine. Aucune contre-indication, pas le plus petit obstacle et plus le moindre résidu, plus de mâchefer, plus de tanker, plus de boue, plus de liquéfaction des gaz, plus de marée noire, plus de stockage de déchets, plus de pipeline, plus de démolitions acrobatiques, plus d'effet de serre… Sécurité des approvisionnements 100%, menace terroriste nulle.
Et l'air calmé redevient éternellement respirable…
On peut puiser dans le vent sans compter, en tout temps, en tout lieu. S'il y a une limite de Betz [cette loi découverte par l'Allemand Albert Betz en 1919 et qui s'applique à tout type de capteur éolien, affirme qu'une éolienne ne pourra jamais convertir en énergie mécanique plus de 16/27 de la puissance incidente du vent qui la "traverse", ndlr], il n'y a pas de limite aux potentialités du vent. Il faudrait seulement débrider les imaginations, lancer des idées tous azimuts, accepter a priori toutes les suggestions et prendre le temps de les étudier, tout le temps d'en faire le tour, scrupuleusement. Après les énergies concentrées et les réseaux qu'elles imposent, place aux énergies aériennes, ponctuelles, locales, à la sobriété. Plus rien de louche, de sournois, tout au grand jour. En prise directe avec cette source d'énergie nous serions responsabilisés, parés pour l'avenir. (…)

D. Mouchot
Hérault

Fonte des glaces

Un petit détail : dans le n°349, septembre 2007, p38, "Fonte des glaces" : "Si la calotte glaciaire du pôle Nord fondait complètement, le niveau des mers monterait de 7m". Non il ne changerait pas : c'est de la glace flottante. Mais ça serait vrai pour le Groenland. Le problème est déjà bien assez grave sans en rajouter. Un lecteur fidèle et intéressé.

Pascal Hugo
Indre-et-Loire

Vingt cinq ans – Merci François,

C'est au cours de l'été 1982 que François Nutchey, le mari de Madeleine, ancienne directrice de publication de Silence, est venu installer un chauffe-eau solaire dans la maison que nous nous préparions à investir pour pouvoir quitter la ville et l'Université, et développer l'activité agricole dont je rêvais, rejoignant ainsi la néoruralité cévenole.
J'avais fait connaissance de François à Grenoble, dans le suivi de réalisations solaires qu'il avait assurées dans la région, à partir de son atelier ardéchois. C'est donc tout naturellement que je lui ai demandé de poser deux capteurs de 3 m² en façade sud, pour alimenter en thermosiphon un ballon de 300 litres. Cette installation professionnelle prenait la place d'un chauffe-eau d'amateur que j'avais réalisé cinq ans plus tôt. Je lui ai proposé également des réalisations dans la région où j'avais des contacts.
Au fil du temps ces capteurs ont vieilli bien sûr, et ils devenaient insuffisants l'hiver du fait de la détérioration des joints qui n'assuraient plus l'étanchéité des vitrages et des isolants. Aussi au bout de 25 années de "bons et loyaux" services, nous sommes-nous décidés à les renouveler par des capteurs industriels de même type (Giordano).
Merci François du rôle que tu as joué dans la promotion du solaire malgré la politique énergétique française qui a condamné les artisans comme toi, merci de nous avoir réalisé une installation solaire en fonctionnement depuis 25 ans, et dont nous ne changeons que les éléments vieillis.
Enfin avec 30 ans d'expérience, j'insiste sur l'intérêt des installations en thermosiphon, plus simples, plus fiables, moins chères et à l'abri des surtensions du réseau électrique (foudre).

Pierre Péguin
Gard

Un "droit de polluer" individuel ?

Pour lutter contre les émissions de CO_2 et freiner le changement climatique l'UE a adopté la politique environnementale "celui qui pollue paie". Cela a déjà généré un commerce de droit à polluer, entre les pays qui polluent et les pays qui n'ont pas la possibilité de polluer (…).
Il faut avancer un peu plus dans cette direction. Il faut privatiser ou libéraliser ce droit, le droit à la pollution. (…). Cette mesure sera peut-être plus efficace que tous les concerts organisés aux quatre coins de la terre pour promouvoir la lutte contre le changement climatique. Combien de tonnes d'émissions de CO_2 ont libéré dans l'atmosphère ces concerts ? (…)
Sur les étiquettes des produits et des services il faudrait mettre la quantité de CO_2 rejeté dans l'atmosphère pour la fabrication du produit ou la réalisation du service (exemple, la somme des émissions générées pour la production d'une bagnole inclura aussi les émissions générées pour la construction des autoroutes, de manière proportionnelle). (…)
La seuil de tolérance de l'atmosphère pour la contamination en CO_2 est connue. Avoir cette donnée divisée par le nombre des humains donnera la quantité de CO_2 que chaque personne peut produire. Avec l'application de la politique déclarée « celui qui pollue paie », celui qui sera responsable pour le rejet de plus d'émissions de CO_2 qu'il a droit paiera des amendes. Ainsi commencera un commerce de droit de polluer au niveau individuel. (…)
Cette mesure responsabilisera les consommateurs et donnera l'opportunité de choisir entre consommer moins pour ne pas payer des prunes ou abuser et les payer. Les revenus de ces prunes seront destinés aux zones les plus affectées par le changement climatique, qui ont peu de responsabilité sur ce phénomène, pour leur reconstruction. (…)
Cette mesure affectera, logiquement, les industries polluantes, car ces industries ne vont pas produire des marchandises ou offrir des services qu'ils ne pourront pas vendre. (…) L'industrie de la publicité sera la première victime car sa mission est d'augmenter les ventes, la consommation, et pour autant les émissions de CO_2.
Cette mesure aura des conséquences sur deux niveaux complémentaires :
- individuel, où l'individu sera responsabilisé pour ses émissions ;
- social puisqu'elle affectera beaucoup d'entreprises qui devront fermer leur porte, due au manque de demande pour les produits générant des émissions de CO_2. Cela donnera une sérieux coup de main à la décroissance économique, car il faut mettre fin à la croyance en une croissance économique infinie sur une planète limitée. (…)

Daniel Haber
Espagne

Durable, vous avez dit durable ?

Premiers de la classe en manipulation, les anglo-saxons ont fait au monde le cadeau du "sustainable development". Premiers de la classe en rhétorique, les Français ont transmuté l'anglicisme en oxymoron en traduisant "sustainable" par "durable". Cette fantaisie qui aurait dû amuser l'intelligentsia pendant quelques semaines s'est incrustée. Les perspectives étant sombres nos contemporains avaient besoin de se rassurer par la croyance : croyance que l'Etat-providence pourrait continuer indéfiniment à fournir pain et jeux à crédit ; croyance que la croissance économique pourrait se perpétuer après l'épuisement des ressources planétaires et au-delà de l'empoisonnement de l'éco-système. Résultat : l'escroquerie intellectuelle du développement durable dure depuis quinze ans malgré la dénonciation de ses dangers par de nombreuses voix (…).
Les limites de notre planète sont mesurées (…), ses ressources minérales et énergétiques sont connues (…). La consommation de ces ressources cessera avec l'épuisement du dernier gisement. Si nous voulons que l'aventure humaine dure vraiment, il nous faut obligatoirement diminuer nos consommations de ressources non renouvelables. (…).
Sachant que nous conduisons collectivement notre véhicule dans un mur, la sagesse commande-t-elle d'appuyer sur le frein ou sur l'accélérateur ? Chacun répondra avec du bon sens, mais nos gouvernants, soit incompétents, soit manipulés par des intérêts à courte vue, nous mentent en faisant miroiter l'accélération de la croissance économique comme solution à tous les maux de nos sociétés : chômages, inégalités, violences, pollutions, dérèglements climatiques,…
Non, la croissance durable n'existe pas ou alors l'adjectif "durable" doit être édulcoré par l'adverbe "plus". Le modèle proposé est "plus durable" (de quelques années) que celui d'il y a 50 ans, mais n'est pas durable à l'échelle de la longévité que notre espèce est en droit d'espérer. Dans "La Relativité", Albert Einstein (1879-1955) disait que "une indication de temps n'a de sens que si l'on indique le corps de référence auquel elle se rapporte". Le même disait aussi que "on ne résout pas un problème avec l'état d'esprit qui l'a engendré".
Manifestement, la recherche du "toujours plus" cause plus de problèmes qu'elle n'en résout ! Il est encore temps d'essayer la voix du "toujours plus simple", plus en accord avec les attentes de nos contemporains (santé, bien-être, emplois, solidarité, équité…) et de cesser de croire en ce "développement durable", nouveau messie de la religion croissanciste.

Patrice Néel
Ardèche





No conso
Manifeste pour la grève générale de la consommation

Paul Ariès
Ed. Golias
2006 - 260 p. - 18 €



Jusqu'à maintenant, les mouvements de consommateurs ont surtout accompagné l'incitation à la consommation. Il serait temps, dans un monde où le gaspillage a des conséquences catastrophiques, de lancer un mouvement contre la consommation... laquelle n'est accessible qu'à une faible partie du monde, les 20 % qui consomment 80 % de la production mondiale. Paul Ariès essaie dans ce livre de retrouver comment on a glissé progressivement d'une attitude à l'autre, avec notamment, très tôt, une critique de la publicité et des grandes surfaces. Il essaie aussi d'analyser les limites du mouvement coopératif qui, il y a un siècle, espérait être une alternative à la consommation impulsée par la logique capitaliste. Il montre que l'une des armes efficaces ont été les campagnes de boycott, mais que celles-ci portent le plus souvent sur un produit et non sur le commerce en général. Après ces bilans négatifs, il se penche sur les nouvelles pratiques d'alter-consommation. Parmi celles-ci, le commerce équitable qui, à peine mis en avant, est déjà perverti... et ne résout presque aucun des problèmes liés à la destruction de la planète. Paul Ariès, en politologue, analyse que ce commerce équitable correspond en fait à une faillite de la critique politique du capitalisme. En nous attirant vers le terrain du commerce, le capitalisme nous cantonne dans le champ de la marchandise, sur lequel il sait parfaitement mettre en place les principes de récupération. L'exemple des salons et foires bio en montre bien toute l'ambiguïté. Revenir au politique suppose donc de sortir de la marchandisation et de toute forme de consommation. De consommateur, Paul Ariès nous appelle à redevenir usager. On use de quelque chose parce que cela correspond à un besoin et non parce que l'on a les moyens de l'acheter — à prix cassé ou à prix éthique. Redevenir usager, cela passe par une réflexion sur l'échange... qui n'est pas forcément marchand. Pour éviter le monde marchand, la relocalisation est indispensable et peut permettre de développer d'autres formes d'échanges comme dans les AMAP ou les jardins solidaires. Les bonnes pistes pour l'auteur sont aussi à chercher du côté de Nature et Progrès, qui a toujours su prendre en compte l'aspect social de la bio ; du côté de la simplicité volontaire et des objecteurs de croissance, pour la transparence des échanges, plus fort politiquement que l'équitable. Dans un style facile à lire, Paul Ariès pose énormément de questions et explore un grand nombre de pistes... qui convergent vers un appel à des démarches plus politiques et moins commerciales. Les solutions ne sont pas données clés en main, mais la direction est donnée... à vous de la prendre. MB.

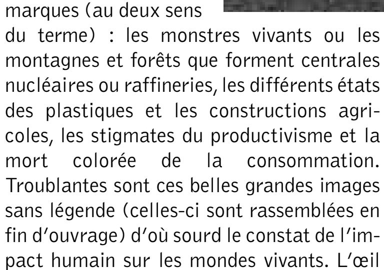
Hexagone 1, Le paysage fabriqué

Jürgen Nefzger
et Jean-Marie Baldner

Hexagone 2, Le paysage consommé

Jürgen Nefzger
et Mathilde Roman
Fudo Editions,
7, rue de la poste, 63590 Cunlhat
124 pages - 25 €

Installée en milieu rural et publiant quatre à six livres par an, cette petite maison d'édition concentre son attention sur la nature, ou plutôt sur les natures, en s'appuyant sur trois arts qui accompagnent le lecteur au fil des mots : le land-art, la photographie et la bande dessinée.
Ces deux livres (bilingues anglais/français) nous proposent un tour de France, un concentré de dix ans de pérégrinations, l'hexagone vu par le photographe Jürgen Nefzger. Le premier ouvrage de cet ensemble présente une série de photographies noir et blanc qui relève les traces légères et brutales, éphémères ou durables que l'homme fait à son paysage. La maison, l'immeuble, le lotissement, la place, le centre commercial, les lieux de vacances... le photographe regarde là où l'on vit. Le second volume, qui est lui tout en couleurs, répond, annonce ou complète ce que décrit le premier. Ce sont les marques (au deux sens du terme) : les monstres vivants ou les montagnes et forêts que forment centrales nucléaires ou raffineries, les différents états des plastiques et les constructions agricoles, les stigmates du productivisme et la mort colorée de la consommation. Troublantes sont ces belles grandes images sans légende (celles-ci sont rassemblées en fin d'ouvrage) d'où sourd le constat de l'impact humain sur les mondes vivants. L'œil cherchant et divagant ; naissent alors le recul critique et les questionnements profonds sur la place et les responsabilités de l'homme. Quel univers nous fabriquons-nous ? Une œuvre soignée à l'expression comme... irréelle, délicate. MaB.



La maison sur la montagne

Michel Jourdan
Ed. Le Relié
2007 (1979) - 158 p. - 9 €



Voilà un livre salutaire, propice à nous remettre sur pieds pour vivre autrement, mieux et ensemble ! Paru initialement en 1979, cette nouvelle édition – agrémentée d'une conclusion récente et inédite – n'a rien perdu de sa lucidité, ni de son actualité. Ici, le recours à l'Asie s'impose comme un secours possible pour l'Occident, tout comme une certaine décroissance viendrait au chevet d'une civilisation techno-industrielle et judéo-chrétienne à bout de souffle et d'idées mais toujours avide de records scientifiques et de compétition économique : *La maison sur la montagne* est alors le lieu de ces autres possibles, l'espace vierge du champ à labourer en faveur d'un habitat poétique, à échelle humaine, où le vivre ne rimerait plus avec le survivre, où l'on se mettrait à table pour échanger et déranger, mais jamais avec le souci d'être rentable. "*Savoir habiter sa maison, c'est savoir habiter la terre*" écrit Michel Jourdan. Dans ce livre, il souhaiterait inciter chacun à faire émerger son propre art d'être et de vivre, en adaptant le tout harmonieusement à l'écosystème. Pour ce faire, l'auteur explore quelques pistes pour nos contemporains « toujours plus » sommés de consommer, assommés de dettes et de stress : "*Se mettre hors jeu d'une société compétitive, ne rien produire ni acheter d'inutile à la vie, se retirer du circuit, pour assumer sa vie et en tirer sa joie, est une désobéissance civile peut-être plus importante que de ne pas payer ses impôts*". Pour vivre heureux, vivons cachés ! Certes, mais pas n'importe comment !
Maison de thé, de bois, de pain, de chèvres, l'auteur décrit sa demeure montagnarde comme un refuge vers l'ailleurs, un chemin vers la découverte de soi. La principale vertu de ce lieu est la recherche du bien-être et du mieux-vivre : deux états impossibles à réaliser sans batailler au préalable pour l'autonomie et défendre le sens du sacré ouvert sur l'altérité. Son « gagne-pain poétique », Michel Jourdan l'a gagné – en fait découvert ou cueilli – dans les monts de l'Ariège, loin du bruit des bottes de l'Etat et du brouhaha des villes. Loin aussi d'un système-monde qui s'agite à force de ne plus savoir où courir. Il défend ici le simple plaisir de vivre et la pau-



vreté joyeuse parce que volontaire. Voyageur au long cours après avoir (trop ?) goûté aux joies cachées de la sédentarité, Michel Jourdan puise ses sources et irrigue son inspiration dans le vieux fond culturel et spirituel asiatique. Il démontre – par le biais de l'expérience vécue – qu'une vie matérielle dépouillée est parfaitement compatible avec un haut degré de culture ; cette dernière est aussi, plus qu'on ne le pense en raison d'une inculture chère au mode de vie citadin, liée et reliée à l'agriculture, nomade ou sédentaire.
Dans sa belle conclusion rédigée en 2007 – soit 28 ans après la première édition – et après des années de voyages autour du monde, l'auteur confirme que le paradis est avant tout en nous. Devenu désormais un "ermite migrateur", Michel Jourdan s'est enrichi en se dépouillant dans l'esprit de ce que racontait un Nicolas Bouvier. Cet ouvrage, heureusement accessible dans une édition de poche, est une leçon de vie à mettre entre les mains de la foule de touristes qui parcourt la planète dans tous les sens en quête d'un sens à leur vie trop perturbée. Manifeste hédoniste pour une sympathique contre-culture, la lecture de ce livre se reçoit comme une offrande, comme une bouffée d'air au cœur même d'un environnement global pollué, bref comme une invitation à se fixer autrement pour toujours mieux se défixer. En Ariège comme en Asie, ici comme ailleurs.
A signaler également, de Michel Jourdan, en duo avec Jacques Vigne, *Cheminer, contempler* (Albin Michel, 2007). Tout un titre-programme, une invitation à nous déprogrammer, un livre pour retrouver l'essence de la vie et redonner sens à nos pas. De quoi approfondir cet art de "marcher, méditer", si cher à notre ermite migrateur. Franck Michel.

Attention religion ; pourquoi la religion colle

(et quelques conseils pour la décoller)

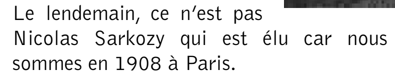
Jean-Manuel Traimond
Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)
2007 - 42 p. - 5 €

Cette brochure s'appuie sur le commentaire d'un ouvrage plus conséquent *Et l'homme créa des dieux* de Pascal Boyer lequel analyse le fonctionnement des religions et leur présence quasi éternelle parmi nos sociétés.
Il est ici question, de manière assez simple, des manipulations et mensonges qui servent les Eglises depuis leurs origines lointaines ou actuelles (que l'on qualifie aujourd'hui de sectes).
C'est ainsi que sont abordés la théorie de l'évolution, la théorie des mêmes, le fonctionnement du cerveau humain, les besoins de croire…
Sont décortiqués également l'influence des médias, "Le vrai message des médias est moins ce qu'ils disent que la manière même dont ils le disent", et la nécessité de se cultiver pour contrer les arguments des Eglises car "L'usage quotidien du livre favorise le scepticisme".
Une phrase pourrait résumer à elle seule ce pamphlet : "Le problème n'est donc pas d'expliquer comment les gens peuvent admettre des assertions naturelles non prouvées mais pourquoi ils ont tendance à admettre ces assertions-là plutôt que d'autres également possibles". A lire pour mettre à jour vos arguments anti-religieux. JP.

Hubertine Auclert Pionnière du Féminisme

Geneviève Fraisse
et Steven C. Hause
Ed. Bleu Autour
2007 - 14 €

Hubertine Auclert accompagnée de Caroline Kauffmann force l'entrée d'un bureau de vote parisien. Elle s'empare de l'urne, la jette à terre, et piétine les bulletins. Elle passera en correctionnelle alors que le journal *le Matin* considère qu'elle a commis un sacrilège.



Le lendemain, ce n'est pas Nicolas Sarkozy qui est élu car nous sommes en 1908 à Paris.
Celle qu'on appellera la *Suffragette française* à cause de ses actions directes pour revendiquer des droits politiques pour la femme, est l'héritière des Olympe de Gouges ou des Théroigne de Méricourt. Socialiste, mais avant tout féministe, elle dénonça ceux qui remettaient aux calendes grecques ou à la révolution sociale, la liberté et les droits pour les femmes. Les socialistes qui temporisent "*imitent en cela les prêtres qui promettent aux déshérités de la terre les jouissances du ciel".* En attendant que le monde change de base, c'était bien la femme qui changeait les couches. Pour elle "*Deux sortes d'individus sont encore asservis, les prolétaires et les femmes"* remarquant que "*les idées toutes faites qu'ils préconisent sont exactement pareilles à celles dont les dirigeants se servent pour les maintenir sous leur domination".*
La grande révolution n'avait guère amélioré le sort des femmes : Constance Pipelet le dénonçait dans son *Epître aux femmes* sous le Directoire. Un siècle plus tard, le centenaire du Code Napoléon procure aux mêmes femmes une exaspération que ne partagent pas toutes leurs sœurs. C'est donc place Vendôme que Hubertine Auclert s'en vient déchirer et mettre le feu au Code devant la police avertie d'une semblable manifestation.
Dans cette sélection de textes préfacée par une autre native de l'Allier, la célèbre Geneviève Fraisse et présentée par Steven C. Hause, on retrouve la querelle sur la confrontation scientifique entre homme et femme. Le cerveau de l'une est-il plus gros que celui de son mari ?
On retiendra que Hubertine Auclert fut une écrivaine infatigable et une militante du droit des femmes. Gageons que ce droit aujourd'hui obtenu, elle serait engagée dans la lutte pour l'égalité des salaires : 18% de moins pour une femme employée, à l'heure d'aujourd'hui. CG.

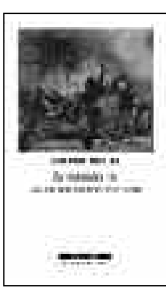
De mémoire

Jean-Marc Rouillan
Ed. Agone (Marseille)
2007 - 204 p. - 14 €

On pourrait commencer dans l'après-68 avec ces vers d'Hugo :"*L'espoir changea de camp, le combat changea d'âme.*"
La question de la mémoire nous interpelle et celle des années 1970 en est à ses premières analepses, premiers récits. *De mémoire* est celui d'un révolutionnaire toulousain.
Tout commence par des aveux ? "*A cet âge j'ai toujours eu peur de trahir. je croyais […] qu'il s'agissait d'un microbe […] d'une blennorragie*". Aveux d'un homme qui ne baisse la garde devant rien, ni les femmes ni les juges, et chez qui la trahison est de l'ordre de la maladie. Aveux qui répondent à la sentence de Montherlant : "*Vivent mes ennemis ! Eux du moins ne peuvent me trahir !"*
Il n'en reste pas moins que Jean-Marc avoue avoir fumé un pétard à Soho avec Hendrix, picoré du speed pour le concert de Soft Machine à Toulouse et joué des coudes pour voir King Crimson à Paris. On est loin de la fiche anthropométrique affichée dans les commissariats de France pendant des années.
Charlie Bauer nous avait gratifié du récit de sa jeunesse marseillaise, de sa vie carcérale, au service d'un communisme illégaliste, en écrivant *Fractures d'une vie.* Olivier Rolin avait fait œuvre poétique avec *Tigre de papier* évoquant son ami Tarzan à la Gauche Prolétarienne (GP). Jean son frère ironisait avec *L'Organisation.* Jean-Marc Rouillan se propose d'écrire autre chose.
Avec l'ex-membre d'Action Directe, la parole est plus dure "*les orteils dans le carrelage de Fresnes"* et pour cause… du peuple. Il fait partie de ceux qui ont continué l'aventure et qui le paient depuis 1987 par un emprisonnement interminable.
D'abord Jean-Marc Rouillan est toujours en lutte et c'est sûrement la prison qui l'oblige à tenir dans un duel prolongé entre deux rigidités. Ce livre est écrit à la première personne mais du pluriel, un "nous", ce nous du pavillon de la rue d'Aquitaine, de ces amis et compagnons de jeunesse, ce "nous" des proches de la GP, de *Vive la Commune*, un nous prêt à tout casser après 1968. C'est l'histoire d'une jeunesse reprenant René Char, qui agissait en primitif mais prévoyait en stratège.
Au-delà des querelles de chapelles sempiternellement reconduites par la génération suivante, c'est un récit de garçons bagarreurs,



pas toujours à l'aise avec les filles et le sexe, et donc prêts à devenir des chevaliers errants défenseurs des bonnes causes, laissant leurs "*pensées cavaler dans l'héroïque*". Mais ces chevaliers n'ont nul besoin de dévaliser des moines ou de prendre des moulins pour des géants. La réparation des injustices est bien à prendre dans l'Espagne de Cervantès, mais ce n'est plus la bataille de Lepante mais la défense de Madrid qui fait référence, ce n'est plus Torquemada qu'il faut ridiculiser mais Franco. Autant le récit de Bauer sentait le Mistral soufflant au-dessus des docks de Marseille, la poussière des chantiers et l'ondoiement des vagues vers l'Estaque, autant Rolin roulant sur le périphérique parisien à bord d'une antique DS nous faisait renifler du diesel, chez Rouillan c'est la porte de la ville antifranquiste qui nous est ouverte et elle sent la poudre. Toulouse la ville des rouges, la ville des réfugiés de l'après-guerre civile et de la résistance, va marquer l'auteur. Il y a le respect pour les vieux anarchistes espagnols, mais aussi une reconnaissance de l'influence de la GP, repaire sinon des plus authentiques révolutionnaires, en tout cas des plus castagneurs. En témoignent les rencontres avec l'ETA, le procès de Burgos, les combats dans l'université lors de cette fameuse journée d'insurrection décrétée par le haut-commandement de la GP.



De littérature, ce livre en est à l'ébauche, emportée dans le discours et la justification politique mais il est vrai qu'il s'inscrit dans la collection Mémoires sociales. Inscrit aussi dans un respect pour Hugo, auteur exilé, révolté contre la peine de mort qui disait : "*grattez le juge, vous trouverez le bourreau*".

De l'amateurisme révolutionnaire qui fait chaud au cœur quand lui et la Carpe montrent leurs fausses cartes d'identité à un vieux combattant espagnol :"*Bien sûr que ça peut passer [...] si c'est la nuit, si la lampe del gouardé est grillée... si le caporal n'a pas oun dixième à chaque œil...*"

Ce livre respire par moments la bonne humeur et les plaisanteries de la jeunesse. Rocard défendant un pays basque libre ou un jeune racontant au juge la fatigue de son bras qui avait trop jeté de pierres, voilà quelques bons moments. Un visage de Rouillan que seuls les lecteurs de *CQFD*, où il écrit chaque mois, lui reconnaîtront. D'ailleurs il se met en colère pour rappeler que cette vie de combattant était belle et joyeuse.

Connaître celui qui fut aussi un ennemi public à l'instar de Jacques Mesrine à travers ses goûts pour le cinéma, avec Easy Rider, par la musique avec Leonard Cohen, change le regard sur celui qui fit sauter des commissariats ou exécuta le général Audran. L'amitié avec Henry Martin, son ami qui ne prit pas le même chemin commence avec des chansons.

Ce premier volet finit sur l'évocation, à la dérobée, de ses enfants qu'il aimerait voir jouer avec ceux de ces compagnons, morts aujourd'hui. Sa fierté est dans ce "Je regrette" qu'il refuse de prononcer pour sortir de prison. C'est sa fidélité à l'histoire, à sa mémoire. Le "*On ne trahit pas ce qui n'existe plus*" de Salacrou s'oppose évidement à des serments tout aussi valables, tels ceux de la chevalerie. Ainsi Roland tentant de sortir de son défilé basque : "*Tel qui trahit se perd et les autres avec lui !*" Mais le sens révolutionnaire est un sens moral, n'est-ce pas ?

Christophe Goby.

Femmes et développement durable

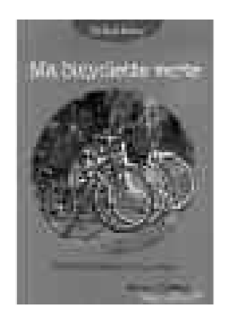
Claudine Drion
Ed. Le Monde selon les femmes (Bruxelles)
2006 - 68 p.

Ce document est le résultat d'une recherche sur les liens entre les questions de genre et le développement durable. Le document rappelle en entrée que le développement durable devait être au départ une recherche d'équilibre entre le secteur social, économique et écologique, et que malheureusement le terme est de plus en plus dévoyé par le milieu des entreprises. Cela n'empêche pas de voir comment s'articulent les questions du féminisme et de l'écologie dans le cadre d'une collaboration avec tous et en particulier avec les femmes du sud. De nombreuses pistes de réflexions sont abordées dans cette petite brochure... qui nécessiterait de plus amples développements (durables). MB.

Ma bicyclette verte

Michel Lamy
Ed. Sang de la Terre
2007 - 222 p. - 17,90 €

L'auteur, aujourd'hui à la retraite, a toujours pratiqué la bicyclette et va nous faire partager sa passion, d'abord en racontant ses propres usages du deux roues, puis en élargissant à différents domaines (en ville, en course, en chanson, en films...). C'est agréable à lire, c'est plein de bons conseils, cela devrait donner envie à beaucoup. On ne regrettera que la trop longue liste d'ouvrages consacrés aux coureurs cyclistes, dont les pratiques douteuses sont bien loin de l'écologie. FV.



C.D.

Utilité

Batlik
A brûle pourpoint
64, rue Arthur-Rimbaud, 93300 Aubervilliers
2007 - 16 titres – 46'40



C'est dans une atmosphère intimiste, de balades faussement légères qu'évolue Batlik dans son quatrième album. Mais que ce soit pour fustiger la mondialisation "-30 %", se désoler face aux vaines luttes sociales "ici", ou pour regretter l'absence de succès d'un artiste "à ton avis", il entraîne en fait l'auditeur vers les durs moments du quotidien. Il se nourrit aussi de poésie "naissance de la poésie", des sentiments, des doutes et de la mélancolie intérieure "si", créant une ambiance simple, chaleureuse et poignante. Avec sa voix légèrement cassée, sensible, bien stylée, et l'omniprésence de la guitare impulsive et acoustique, Batlik livre des textes authentiques et percutants. Il n'y a pas de doute sur son "utilité". MJ.

Révolution végétale

Les compléments alimentaires
24 rue du faubourg de Saverne
67000 Strasbourg
2006 – 12 titres - 57'



Faire la révolution grâce aux aliments et surtout à leur usage dans le langage, c'est ce à quoi nous invitent ces joyeux lurons. Pétri d'humour, de déconnade, de jeux de mots "le thon" cette overdose de nourriture verbale nous sied à merveille. Mais cette omniprésence de chère est surtout le prétexte pour parler des problèmes de société "le poulet" ou "révolution végétale". A ne pas rater non plus, une parodie d'un certain style de chansons françaises, d'un plaisir rare, à écouter en boucle : "mettre la table". Du reggae, du rock, en passant par le rap, de nombreux genres musicaux traversent cet opus qui donne la pêche. Une découverte sucrée et jubilatoire. Idée pour écouter cette succulente cocasserie : faire un bon feu, et autour d'une bonne bouteille, et de quelques mets à partager entre amis, la fête peut commencer. MJ.



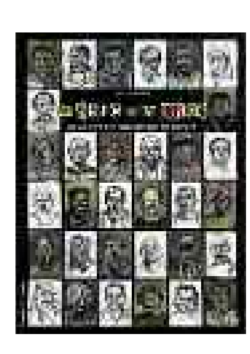


beaux livres

De bric et de broc

Damien Roudeau
Ed. Parole et silence
2005 - 192 p. - 35 €

Damien Roudeau, excellent portraitiste est allé vivre pendant un peu plus d'un an à la communauté du Partage, près de Chartres. Une communauté qui fonctionne comme celle d'Emmaüs. Il nous livre un important carnet de dessins accompagnés de textes fort intelligents sur son vécu au sein du groupe, détaillant les différentes fonctions de chacun, la place des bénévoles, les rituels, les relations avec le voisinage... Remarquable travail. FV.



le livre du mois



La faim, la bagnole, le blé et nous

Une dénonciation des biocarburants

Fabrice Nicolino
Ed. Fayard
2007 - 180 p. - 17 €

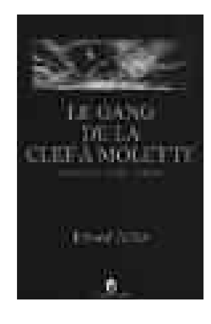
Après un excellent livre sur les pesticides, Fabrice Nicolino remonte au créneau ici sur la question des agrocarburants. Sur un ton pamphlétaire, il rappelle d'abord qu'il est loin le temps où le but de l'agriculture était de nourrir le monde. Avec l'industrialisation du secteur, la logique du profit l'emporte sur l'humanisme. Alors qu'après-guerre la "révolution verte" a été présentée comme le moyen de sauver de la faim les pays du Sud, celle-ci a été surtout le moyen pour les firmes de prendre le contrôle des semences, des entrants (engrais et pesticides) et des circuits de commercialisation : en se spécialisant, les agriculteurs non seulement ruinent leurs sols, mais deviennent dépendants d'un système économique. Comme cette pratique a atteint ses limites, d'autres discours voient le jour et maintenant ce sont les agrocarburants qui devraient nous permettre d'atteindre une indépendance énergétique en valorisant des jachères jugées insupportables (alors qu'elles peuvent représenter d'intéressantes réserves de biosphère). Dès l'apparition des jachères, en 1992, se pointe un nouveau discours en faveur de la possibilité de produire de l'énergie. Un discours relayé par de nombreux lobbys qui placent leurs pions un peu partout à commencer en France par l'Ademe, l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie. Malheureusement, alors que les agrocarburants ne représentent pour le moment qu'1 % des carburants au niveau mondial, les problèmes écologiques se multiplient : déforestation, épuisement des sols, libération de CO_2 par la déforestation ; et les problèmes sociaux suivent : expulsion des tribus indigènes, des petits paysans, entassement dans les bidonvilles, envolée des prix des produits de première nécessité : il est plus rentable de brûler des céréales dans un réservoir que de faire de la nourriture avec. Il est déjà clair que si l'on veut continuer à nourrir nos bagnoles, il va falloir accepter que les plus pauvres meurent de faim. Et Fabrice Nicolino de nous rapporter ce qui se dit déjà au sein des plus grandes institutions comme la FAO qui, dans un rapport du 8 juin 2007, indique que si pour un Etat, les coûts d'importation ont déjà augmenté de 9 % cette année, la facture alimentaire a augmenté de 22 % depuis 2000 dans les pays développés et de 90 % dans les pays du Sud. L'auteur dénonce alors le discours ambigu de nombreuses associations écologistes (Hespul, Réseau Action climat...) qui reprennent les affirmations (fausses) de l'Ademe selon lesquelles le bilan en gaz à effet de serre des agrocarburants est équilibré donc que l'on peut y recourir pour produire de l'énergie. Il les accuse avec justesse de promouvoir ainsi un imaginaire faussé qui fait le jeu des grands lobbys qui n'en demandaient pas tant. Car au bilan, tout cela n'a qu'un but : maintenir le développement de la bagnole, pièce essentielle de notre croissance économique. Bagnole qui a déjà détruit une bonne partie de la planète et qui, si on l'aide à poursuivre son développement par le recours aux agrocarburants, va non seulement consommer de la planète par les plantations, mais aussi par ses besoins de routes, de parkings... On regrettera seulement que Fabrice Nicolino se contente d'appeler à la résistance sans donner les pistes de ceux qui réfléchissent déjà à une société sans voitures (il n'y a pas qu'André Gorz dans les années 1970). MB.



romans

Le gang de la clef à molette

Edward Abbey
Ed. Gallmeister
2007 - 488 p. - 24,50 €



Ce livre écrit dans les années 1970, au moment du retour à la terre aux Etats-Unis, y a connu un succès monstre : il s'est vendu à des millions d'exemplaires et a inspiré ensuite des mouvements comme *Earth First*, un mouvement qui prônera le sabotage comme moyen de lutte contre les projets destructeurs de la nature. Le livre est enfin traduit en français.
Le livre écrit avec un fort suspens, entraîne le lecteur dans une longue poursuite entre une bande de militants qui cherche à protéger le grand canyon du Colorado et des forces militaires et paramilitaires qui cherchent à les arrêter. Le groupe est constitué d'un chirurgien (qui apporte l'argent), d'un vétéran du Vietnam (qui connaît les explosifs et les techniques militaires), d'un guide (qui connaît les lieux) et de l'assistante du chirurgien (pour l'érotisme et la naïveté, cliché bien sexiste). La description des grands paysages et de la nature est flamboyante. L'histoire prend aux tripes… Mais, quand on pose le livre, on peut quand même se demander comment pensent les Etats-Uniens : la violence est extrême et la réflexion politique à peu près nulle. Alors qu'aux Etats-Unis, on parle d'"écologie profonde", le mot qui me vient à l'esprit est plutôt 'primaire'. On est tout près du réflexe Nimby (pas de ça chez moi !). Le mouvement écolo européen est, heureusement, bien loin de ce genre de réflexions. MB.

Le numéro 7

Martin Winckler
Ed. Le Cherche-Midi
2007 - 340 p. - 18 €

Un pilote d'hélicoptère est blessé sur une zone de guérilla en Afrique et se retrouve comme cobaye dans un laboratoire clandestin. Une adolescente qui prépare un exposé sur la série télévisé *Le prisonnier*, découvre en se branchant sur l'ordinateur de sa belle-mère que celle-ci travaille sur des choses louches dans sa société pharmaceutique. Laquelle société annonce une avancée spectaculaire dans le domaine du traitement du sida et convoque la presse dans le village de Portmeirion où a été tourné cette série télévisée. Martin Winckler, auteur reconnu de romans se situant dans le domaine de la médecine (*La maladie de Sachs*) multiplie ici l'entrée en scène de nouveaux personnages. L'intrigue se mélange comme une vaste partie d'échec… comme sur le damier géant de Portmeirion. Alors qu'une convergence se fait sur ce lieu, l'auteur flingue son roman en quelques pages avec des péripéties loufoques, laissant le lecteur sur sa faim. Il faut lire les remerciements pour apprendre qu'il a perdu la fin du roman sur son ordinateur… et manifestement, il n'a pas pris le temps de la reconstituer. Dommage. FV.



B.D.

L'envolée sauvage 2

Laurent Galandon et Arno Monin
Ed. Bamboo
2007 - 48 p. - 12,90 €

En 1941, Simon, enfant juif fasciné par les oiseaux, est obligé de se cacher pour éviter d'être raflé par les milices françaises. A la fin du premier tome, il est à la campagne et échange son étoile jaune contre la longue-vue d'un simplet qui va parader au village avec sa nouvelle étoile. Le deuxième tome s'ouvre sur l'arrivée de la milice chez les parents du simplet, Simon échappera une nouvelle fois à l'arrestation, mais lors d'une action de la résistance, il sera attrapé, envoyé en camp. Commence alors des pages difficilement supportables, l'enfant finissant par survivre de justesse. Une belle leçon d'humanité. FV.

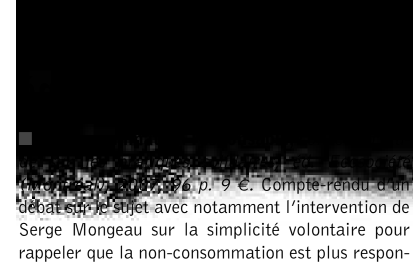


Petite histoire des colonies françaises - 2

Grégory Jarry et Otto T.
Ed. FLBLB (Poitiers)
2007 - 150 p. - 13 €

Après un premier tome consacré à la conquête de l'Amérique et aux guerres avec les Britanniques, tome récompensé par le prix Tournesol à Angoulême 2007 comme meilleure BD écolo de l'Année, voici la suite des aventures extraordinaires de nos militaires français raconté par le plus grand d'entre eux : une figurine du nom de Charles-de-Gaulle. Le dessin minimaliste d'Otto T répond avec précision aux descriptions au deuxième degré de Grégory Jarry. Les deux auteurs nous emmènent cette fois à la conquête du Maghreb puis de l'Afrique et de l'Océanie. Dans la joie et la bonne humeur, nos troupes massacrent allégrement des populations qui ne comprennent pas toujours bien les bienfaits qu'apporte notre civilisation. Bizarrement, de nombreux faits narrés ici sont absents de nos livres d'histoire. On se demande bien pourquoi. A dévorer avant la chute de l'empire annoncé pour le troisième volume. MB.





… *(Montréal), 2007, 96 p. 9 €.* Compte-rendu d'un débat sur le sujet avec notamment l'intervention de Serge Mongeau sur la simplicité volontaire pour rappeler que la non-consommation est plus responsable que le commerce équitable ou le commerce local. Le débat fait ressortir que la lutte contre la société libérale destructrice de la planète ne peut se faire par le seul biais des choix de consommation et qu'il faut aussi investir le vivre ensemble.

■ **Pratiquer la bienveillance,** *Xavier Cornette de Saint-Cyr, éd. Jouvence, 2007, 252 p. 16,50 €.* Nous savons parler, mais il faut aussi savoir écouter, faire preuve d'empathie. Méthode de coaching et de PNL.

■ **Produisez, consentez !** *Etienne Rodin, éd. Homnisphères, 2007, 112 p. 10 €.* Le management, le coaching et autres techniques de développement personnel introduites dans les entreprises n'ont qu'un seul but : produire plus à moindre coût. L'auteur dénonce avec justesse ce relookage du vocabulaire et des méthodes qui consistent à vous faire croire que si vous trouvez le rythme infernal c'est de votre faute. Non, c'est le système capitaliste qui pour gagner plus vous demande de travailler plus. Analyse des méthodes actuelles…

■ **Agenda 2008 / Mai 1968,** *HB éditions, BP49, 04301 Forcalquier cedex, 2007, 192 p. 25 €.* Quarante ans après, retour sur les idées de mai 68 pour un agenda luxueux et quand même un peu mélancolique.

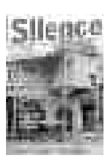
■ **Espagne 1936-1975, les affiches des combattant-e-s de la liberté (tome 2),** *éditions Libertaires (17190 Saint-Georges-d'Oléron), 2007, 160 p. 35 €.* Après un premier tome en 2005 qui ne traitait que les affiches de 1936 à 1939, la poursuite du travail historique s'intéresse cette fois aux affiches pour la liberté, contre le fascisme… réalisées en exil, jusqu'à la mort de Franco en 1975.

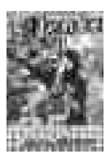
■ **Le Provisoire, quand les Berrichons étaient évolués,** *Rolland Hénault, éd. La Bouinotte, 2,3 place de Champagne, 36000 Châteauroux, 128 p. 19,50 €.* De 1976 à 1993, *le Provisoire* a assuré la contre-information dans le Berrichon, tirant jusqu'à 5000 exemplaires, avant de s'écrouler sous les procès. Une parole libre, libertaire, pacifiste, qui est racontée ici par un de ses principaux animateurs, lequel continue aujourd'hui à écrire dans *l'Union pacifiste.*

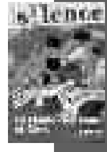
■ **Entre paille et terre,** *Tom Rijven, éd. Goutte de sable (La Roussière, 53400 Athée), 2007, 160 p. 25 €.* Encore un livre sur les maisons en paille ! C'est que cette technique de construction est actuellement en plein développement. Ici, une présentation des possibilités de se servir des bottes de paille comme porteuse de la structure, le rappel que ces techniques permettent une féminisation du chantier (les bottes font 8 kg), que l'on peut apprendre concrètement sur un chantier collectif et que l'imagination et la recherche peuvent encore nous réserver bien des surprises (des colonnes faites avec de grosses balles rondes !). Superbes photos.

■ **J'ai mal à ma France,** *Amad Ly, éd. Chonique sociale (Lyon), 2007, 190 p. 10 €.* Amad Ly habite Clichy-sous-Bois. Le 27 octobre 2005, il assiste aux émeutes après la mort de deux jeunes poursuivis par des policiers. Il s'enferme chez lui plutôt que de participer à la guérilla et prend sa plume pour expliquer ce qu'il ressent. Educateur en formation, il rejoint alors le collectif *ACLeFeu*. Sénégalais de naissance, il habite en banlieue depuis l'âge de trois ans. Il montre les premières humiliations, les difficultés à dialoguer avec les plus jeunes, les rencontres avec les élus (jusqu'à Sarkozy), le tout dans son propre langage, direct.

■ **Ta gueule, s'il te plaît,** *Christian Zilocchi, éd. Jouvence, 2007, 96 p. 9,50 €.* Quelques conseils intéressants sur nos modes de communication (pas …





Commander un ancien numéro

Anciens numéros - **Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France (4 € l'exemplaire, 4,60 € à partir du n° 352). Les frais de port sont de 2 € pour un ex ☐, 3 € pour 2 ex ☐, 4 € pour 3 ex et plus ☐.**

Numéros régionaux

- ☐ **272-273 Rhône**
- ☐ **285-286 Isère**
- ☐ **291-292 Aquitaine**
- ☐ **312-313 Poitou-Charentes**
- ☐ **318-319 Drôme et Ardèche**
- ☐ **325-326 Nord-Pas-de-Calais**
- ☐ **331 Ariège et Hautes-Pyrénées**
- ☐ **337 Paris**
- ☐ **342 Var et Alpes-Maritimes**
- ☐ **348 Centre**
- ☐ **353 Haute-Garonne et Gers**

Autres numéros

☐ **315 Décroissance et non-violence**
Transport fluvial. Les restes du festin. OGM : faucheurs volontaires.

☐ **320 Ecologie et alternatives**
Pétrole et géologie politique. Imaginer une banque transparente. Bureautique et économies d'énergie.

☐ **324 Voyages au pays de chez soi**
La bio au cœur de l'écologie. Eolien : du vent sur la maison qui brûle. La pile à combustible.

☐ **327 De nos [in]cohérences**
REPAS : les Nouveaux Robinson. Energie : L'éolien détrône le nucléaire.

☐ **328 Décroissance, social et emploi**
Téléphone portable. Economie alternative : Perche Activités, La Péniche.

☐ **329 Désobéissance civique**
Ecozac à Paris. La maison de l'Ecologie de Lyon. Téléphone portable (2).

☐ **330 Des entreprises solidaires**
Le micro-crédit : contre les femmes ? Illich, école et décroissance.

☐ **334 Terre, terroir,territoire**
Tchernobyl. Autonomadisme contre libéralisme. Dix ans de sevrage radiophonique.

☐ **335 Résistances à la Françafrique**
Capitalisme : sauver la gratuité ? Biocarburant. Grenoble : nanotechnologies non merci !

☐ **338 Technologies contre autonomie**
Migrations : quelle empreinte ethnique ? Paris : Co-errances, Ecobox.

☐ **339 Handicap et alternatives**
Seveso. L'action non-violente ça s'apprend ! Déboulonneurs, Massage café, Alternative Santé.

☐ **340 Pour des innovations frugales**
Inspection citoyenne. Paris : La Maison des Femmes. Le café du soleil. OK Chorale.

☐ **341 Décroissance et santé**
Nord/Sud : déchets-cadeaux. Paris : le Petit Ney, la petite Rockette. Commerce équitable.

☐ **343 Changeons la recherche !**
Politique : Paul Ariès, révolution et décroissance. Paix : Parole et démocratie participative.

☐ **344 Maghreb à quand l'indépendance ?**
Belgique : Chasse aux bombes. Chauffe-eau solaire. Association d'éducation populaire. Jean Van Lierde.

☐ **345 Les nouveaux horizons paysans**
Politique : La déliquescence. Energie 21. Après la fin du pétrole.

☐ **346 Quelles relations Sud-nord ?**
OGM : procès des faucheurs volontaires. Paix : guerre et nouvelles technologies. Décroissance : dissidence de la broussaille.

☐ **347 Libertés : le combat continue**
Biocarburants : impossible à grande échelle. Irradiation des aliments : combien de fraudes ? Munich : la bio protège l'eau.

☐ **349 Quand l'écologie fait la foire**
Japon : le réacteur ne résiste pas au séisme. Education : Célestin et l'école moderne.

☐ **350 Décroissance côté femmes**
Famine : manger ou conduire, il faut choisir. Contrôle : passe Navigo et vie privée. Politique : des voies pour une régénération.

☐ **351 : 25 ans de silence**
Voyageurs des possibles. Ecologie politique en questions. Fausses solutions. Excès de vitesse.

☐ **352 : Sortir de l'industrialisme**
Inspections citoyennes : Un festival "missile mi-raisin". Grenelle : Des promesses pour plus tard... ou pour jamais.

☐ **Devenons des médias alternatifs**, éditions du *P'tit gavroche*. 2006, 370 p, 10 € (+ 3 € frais de port)

s'abonner à S!lence

France métropolitaine

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	20 €
☐ Particulier	1 an	46 €
☐ Institution	1 an	92 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	74 €
☐ Groupés par 3 ex	1 an	115 €
☐ Groupés par 5 ex	1 an	173 €
☐ Petit budget	1 an	28 €

Suisse

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	45 FS
☐ Particulier	1 an	85 FS

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	27 €
☐ Particulier	1 an	55 €
☐ Institution	1 an	100 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	85 €
☐ Petit budget	1 an	35 €

je règle un total de :

NOM ______

Prénom ______

Adresse ______

______

Code postal ______

Commune ______

France : règlement à Silence, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04
CCP 550-39-Y Lyon
Virements bancaires : CCP 550 39 Y LYON

Belgique : règlement à Brabant-Ecologie, 33 route de Renipont B - 1380 Ohain
tél : 00 32 2 633 10 48
CCP 000-15-19-365-54

Suisse : règlement à Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8
tél : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4

Courriers : 9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04 **Abonnements :** 04 74 07 08 68 mardi 8h30-11h et 13h30-16h ou le 04 78 39 55 33 jeudi 10h-12h et 14h-17h **Rédaction :** 04 78 39 55 33 mercredi 10h-12h et 14h-17h **Stands, dépositaires :** 04 78 39 55 33 Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. *Textes* : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. *Illustrations* : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs. **N° de commission paritaire :** 0910 G 87026 **N°ISSN** 0756-2640 **Date de parution :** 1er trimestre 2008 **Tirage :** 6800 ex **Editeur :** Association Silence, permanence : lundi 10h-12h et 14h-17h tél : 04 78 39 55 33 **Administrateurs :** Myriam Cognard, Esteban Montoya, Mimmo Pucciarelli **Directeur de publication :** Mimmo Pucciarelli **Secrétaires de rédaction :** Michel Bernard et Michel Jarru **Gestion et abonnements :** Michel Jarru **Maquette :** Patrice Farine **Stands, lieux de dépôts :** Dorothée Fessler **Rédaction :** Matthieu Barbaroux, Michel Bernard, Guillaume Gamblin, Esteban Montoya, Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier. **Dessinateur :** Lasserpe **Correcteurs :** Emmanuelle Pingault, Sara Martinez, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité **Photographes :** Alalettre, Hélène Biensa, Marie Clem's, Yann Forget, Greenpeace, Nicolas Haeringer, Pierre J., Manudjam, E. Morales, Raymond Vignal, Pierre-Emmanuel Weck **Et pour ce n° :** Camille Clochon, Marguerite Descamps, Jes Futuro, Christophe Goby, Vincent Martin, Franck Michel, Paulette Mazoyer, Mireille Oria, Gwendal Révault, Reine Rosset, Myriam Travostino, Bernard Valette **Couverture :** photo DR

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol Tél : 04 75 85 51 00


primevère
22e salon-rencontres
de l'écologie et des alternatives
29 fév, 1er et 2 mars 2008 • Lyon/Chassieu
ven 10h-22h sam 10h-20h dim 10h-19h
04 74 72 89 90 • http://primevere.salon.free.fr